

2025

*Budget Initial  
2025*

## Sommaire

<b>1.</b>	<b>Préambule .....</b>	<b>2</b>
<b>2.</b>	<b>Principaux chiffres du budget initial 2025 .....</b>	<b>5</b>
<b>3.</b>	<b>Recettes du budget initial 2025.....</b>	<b>7</b>
3.1	Synthèse des recettes inscrites au budget initial 2025.....	7
3.2	Recettes globalisées du budget initial 2025.....	8
3.2.1	La subvention pour charges de service public – SCSP.....	9
3.2.2	Les recettes propres globalisées.....	12
3.3	Recettes fléchées du budget initial 2025.....	14
<b>4.</b>	<b>Dépenses du budget initial 2025.....</b>	<b>15</b>
4.1	Synthèse des dépenses inscrites au budget initial 2025.....	15
4.1.1	Autorisations d'engagement.....	15
4.1.2	Crédits de paiement.....	17
4.2	Dépenses de fonctionnement du budget initial 2025.....	19
4.2.1	Dépenses globalisées.....	19
4.2.2	Dépenses fléchées.....	22
4.3	Dépenses d'investissement du budget initial 2025.....	23
4.3.1	Dépenses globalisées.....	23
4.3.2	Dépenses fléchées.....	24
4.4	Dépenses de masse salariale du budget initial 2025.....	25
4.4.1	La masse salariale.....	25
4.4.2	La masse salariale sur ressources propres.....	38
<b>5.</b>	<b>Indicateurs et ratios budgétaires et comptables.....</b>	<b>40</b>
5.1	Indicateurs et ratios budgétaires.....	41
5.1.1	Le solde budgétaire du BI 2025.....	41
5.1.2	La trésorerie du BI 2025.....	42
5.1.3	Les restes-à-payer.....	44
5.1.4	Les ratios en comptabilité budgétaire.....	45
5.2	Indicateurs et ratios comptables.....	47
5.3.1	Le résultat du BI 2025.....	47
5.3.2	La capacité d'autofinancement (CAF) du BI 2025.....	50
5.3.3	Le fonds de roulement du BI 2025.....	51
5.3.4	Les ratios en comptabilité générale.....	53
<b>6.</b>	<b>Annexes réglementaires : liasse budgétaire .....</b>	<b>55</b>
6.1	Annexe 1 : tableau des emplois.....	55
6.2	Annexe 2 : tableau des autorisations budgétaires.....	56
6.3	Annexe 3 : tableau des dépenses par destination et des recettes par origine.....	57
6.4	Annexe 4 : tableau d'équilibre financier.....	59
6.5	Annexe 5 : tableau des opérations pour compte de tiers.....	60
6.6	Annexe 6 : tableau de situation patrimoniale.....	61
6.7	Annexe 7 : tableau présentant le plan de trésorerie.....	62
6.8	Annexe 8 : tableau des opérations liées aux recettes fléchées.....	63
6.9	Annexe 9 : tableau agrégé des opérations pluriannuelles.....	64
6.10	Annexe 9bis : tableau de suivi des opérations immobilières.....	66
6.11	Annexe 10 : tableau détaillé des opérations pluriannuelles.....	67
6.12	Annexe 11 : tableau des unités mixtes de recherche.....	68
6.13	Tableau de synthèse budgétaire et comptable.....	69
6.14	Document prévisionnel de gestion des emplois et des crédits de paiement (DPGECP).....	70
6.15	Projet annuel de performance (PAP).....	73
<b>7.</b>	<b>Structure budgétaire 2025 .....</b>	<b>75</b>
<b>8.</b>	<b>Critères des recettes fléchées.....</b>	<b>76</b>
<b>9.</b>	<b>Glossaire .....</b>	<b>78</b>

# 1. Préambule

Ce rapport a été élaboré en l'absence de pré-notification de la part du MESR. Il n'inclut pas la hausse de 4 points du CAS Pensions en dépenses, annoncée sans compensation mais non notifiée à ce stade. Si cette position est confirmée, elle représentera 1,7 M€ de charges supplémentaires pour l'École.

----

Le budget initial 2025 est élaboré dans un contexte financier particulièrement tendu. Les surcoûts associés aux mesures salariales, partiellement compensées, ainsi qu'à l'inflation énergétique ont conduit à des déficits successifs du compte de résultat pour les exercices 2022 (0,8M€) et 2023 (4,3M€) avec une prévision au budget rectificatif 2024 d'un nouveau déficit de 3,2M€, comme c'est le cas pour plus de 60 universités françaises en 2024. Le budget 2025 s'inscrit dans la trajectoire des exercices précédents en raison de la persistance de ces surcoûts et des effets cumulatifs de l'inflation, affichant à nouveau un déficit.

L'ENS de Lyon souhaite toutefois inverser cette tendance et corriger sa situation à moyen terme, avec l'objectif de retrouver ses marges de manœuvre afin de mener ses missions de service public, des missions fondamentales de recherche et de formation. Pour ce faire, l'établissement travaille depuis l'été 2024 sur plusieurs hypothèses visant à réaliser des économies et développer de nouvelles recettes pour les années à venir. Il échange à ce sujet avec le rectorat de la région académique pour définir les conditions nécessaires à un retour à l'équilibre financier (CRE).

Un décret modernisant le régime financier des EPSCP devrait entrer en vigueur dès janvier 2025. Ce projet de décret modifierait les critères de soutenabilité budgétaire, qui seraient désormais appréciés selon trois indicateurs : le niveau final de trésorerie (qui doit être supérieur à 30 jours de fonctionnement), le niveau final de fonds de roulement (qui doit être supérieur à 15 jours de crédits de paiement hors investissement), et les charges de personnel qui doivent être inférieures à 83% des produits encaissables, 85% pour les établissements SHS). Le BI 2025 de l'ENS de Lyon respecte ces 3 critères.

Le budget initial 2025 reflète les efforts déployés par l'ENS de Lyon pour limiter le déficit. La campagne d'emplois est maîtrisée en termes de masse salariale et se concentre sur les flux, sans création de nouveaux postes. Les investissements non financés par des ressources externes sont réduits à 1,7M€ afin de limiter le prélèvement sur le fonds de roulement, avec une volonté d'établir des enveloppes par structure. Concernant les travaux et aménagements, la priorité est donnée aux travaux réglementaires, en particulier ceux visant à garantir la sécurité des biens et des personnes. En parallèle, des demandes de financements externes sont en cours pour financer des investissements jugés prioritaires mais non couverts par l'établissement, tels que l'étanchéité des ailes A et B de la BDL. Des crédits en autorisations d'engagement sont prévus dans ce budget pour lancer les opérations sans attendre le budget rectificatif si les financements sont obtenus. La contribution de la Recherche aux frais d'infrastructure de l'École augmente en 2025 et la réduction de 10% des dotations en moyens établissement aux structures appliquée dès le BI 2024 est maintenue en 2025. Certaines

mesures prises aujourd'hui ne produiront leurs effets qu'à moyen terme, dans un horizon de 2 à 3 ans.

Lors du conseil d'administration du 15 octobre 2024, a été votée la création d'un fonds enseignement visant à constituer une réserve de crédits budgétaires au bénéfice des enseignants-chercheurs des départements de formation de l'Ecole. Ce fonds représente un levier de financement pour compenser, entre autres, les décharges d'enseignement associées à des CRCT ou des délégations et financer ainsi l'emploi de vacataires, d'ACE (activités complémentaires d'enseignement) ou d'ATER (attaché temporaire d'enseignement et de recherche) afin de garantir la continuité des enseignements. Ce fonds enseignement est alimenté par plusieurs sources de financements : compensation de décharges d'enseignement sur des contrats de recherche éligibles, compensation financière de mises en délégation ou mises à disposition de personnels, ou encore des frais de gestion sur des contrats liés à la formation...

Malgré ces efforts qui contraignent les activités de l'établissement, le déficit 2025 est estimé à 5,1M€ pour ce budget initial. A titre de comparaison, le déficit prévisionnel du BI 2024 avait été estimé à 9,3M€. Ce déficit résulte principalement des surcoûts énergétiques et des mesures salariales partiellement compensées, représentant 3M€. Il est également amplifié par le glissement vieillesse technicité dit GVT qui progresse mécaniquement chaque année et qui représente 0,4M€ supplémentaires à la charge de l'établissement en 2025. Par ailleurs, l'organisation des concours nationaux d'entrée à l'ENS de Lyon génère un surcoût de 0,5M€ non compensé. Parmi les opérations non budgétaires impactant le compte de résultat, la charge d'amortissement non neutralisée représente un total de 4,1M€ sur la section de fonctionnement au BI 2025, en augmentation de 0,7M€ par rapport à la prévision du BR 2024 (sortie des travaux et du matériel non complètement amortis du gymnase et de la résidence Debourg, annuités complètes des acquisitions réalisées par l'établissement avant 2025).

A la suite des dialogues de gestion entre les responsables des centres de responsabilité budgétaire (CRB) et leurs services opérationnel (SO), puis entre le Président et les CRB, le budget 2025 a été élaboré en tenant compte de tous les éléments précédemment évoqués : un schéma d'emplois maîtrisé, des dépenses d'investissement (non financées) contenues, la recherche de financements pour les opérations immobilières, un suivi plus fin des travaux liés au contrat de partenariat et des impacts sur le loyer payé par l'établissement, ainsi que le maintien de la réduction des dotations de fonctionnement. L'établissement n'a pas encore reçu la pré-notification 2025 de la subvention pour charges de service public au moment de la finalisation des prévisions du budget initial, contrairement aux années précédentes. Par conséquent, la subvention pour charges de service public inscrite au BI tient donc compte des derniers éléments connus figurant dans la notification intermédiaire 2024 datée du 5 juillet.

Au vu de l'ensemble des éléments évoqués, les principaux chiffres et indicateurs du budget initial 2025 sont les suivants :

- Un volume de 162M€ d'autorisations d'engagement dont 116,3M€ de masse salariale
- 159,9M€ de crédits de paiement
- Des recettes encaissables estimées à 152,3M€

- Un solde budgétaire déficitaire de 7,7M€
- Un niveau de trésorerie à hauteur de 15,6M€
- Un résultat déficitaire de 5,1M€ entraînant une insuffisance d'autofinancement de 0,9M€
- Un prélèvement sur fonds de roulement de 3,2M€, portant le niveau de fonds de roulement à 6,4M€ représentant 15 jours de fonctionnement.

Les niveaux prévisionnels de la trésorerie et du fonds de roulement au 31/12/2025 se dégradent mais demeurent supérieurs aux seuils prudentiels. La trajectoire budgétaire reste adverse, impactée par les surcoûts salariaux et énergétiques.

### De quoi parle-t-on ?

**Le BI** signifie le **Budget Initial**. Il constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de l'établissement. Approuvé par le Conseil d'administration (CA), le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses pour une année donnée.

**Le BR** signifie le **Budget Rectificatif**. En cours d'année et en fonction de la réalisation des objectifs de recettes et de la consommation des crédits, l'établissement peut être amené à revoir les prévisions inscrites au budget initial. Il le fait via un BR. Le BR est voté dans les mêmes formes que le budget initial par le CA.

## 2. Principaux chiffres du budget initial 2025

### BI 2025 : RECETTES

Recettes en encaissements	
Subvention pour charges de service public (SCSP)	130 612 964 €
Recettes propres globalisées	9 484 355 €
sous-total recettes globalisées	140 097 319 €
Recettes fléchées	12 172 953 €
<b>TOTAL</b>	<b>152 270 272 €</b>

<b>Solde budgétaire</b>	<b>-7 667 460 €</b>
-------------------------	---------------------

### BI 2025 : DÉPENSES

Dépenses	Autorisations d'engagement - AE	Crédits de paiement - CP
Masse salariale	116 344 638 €	116 344 638 €
Fonctionnement	37 101 938 €	38 294 080 €
Investissement	8 547 238 €	5 299 014 €
<b>TOTAL</b>	<b>161 993 814 €</b>	<b>159 937 732 €</b>

### De quoi parle-t-on ?

Les **recettes globalisées** comprennent toutes les ressources qui n'ont pas d'utilisation prédéterminée. Par principe, toutes les recettes sont censées être globalisées. La subvention pour charges de service public (SCSP) est ainsi dans cette catégorie et correspond à la subvention de l'Etat. Les recettes propres globalisées sont celles générées par l'établissement (droits d'inscription, loyer des résidences, locations de salles, engagement décennal, préciput ANR- part hébergeur...)

Les **recettes fléchées** constituent une exception au principe de globalisation des recettes et ont une utilisation prédéterminée par le financeur. Elles sont destinées à des dépenses explicitement identifiées, potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement. Ex : contrats de recherche.

Les **autorisations d'engagement (AE)** constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées sur l'exercice budgétaire. Elles sont entièrement consommées dès l'origine de la dépense, c'est-à-dire lors de la signature de l'acte juridique engageant la dépense de l'établissement. Les AE peuvent avoir une portée pluriannuelle lorsque des engagements souscrits sur un exercice s'exécutent et donnent lieu à des paiements sur un ou des exercices ultérieurs.

Les **crédits de paiement (CP)** représentent la limite supérieure des dépenses pouvant être payées pendant l'année civile pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement. Dans le cas d'un engagement juridique s'exécutant sur plusieurs exercices, la consommation des CP est échelonnée sur plusieurs exercices budgétaires, jusqu'à atteindre le total des autorisations d'engagement initiales. Les CP sont annuels et permettent de prévoir les décaissements, assurant alors une meilleure visibilité sur l'évolution de la trésorerie.

Le **solde budgétaire** est la différence entre les encaissements et les dépenses en crédits de paiement (décaissements).

En 2025, ce solde budgétaire est déficitaire à hauteur de 7,7M€ principalement sur sa partie structurelle et nécessite donc un prélèvement de la trésorerie.

Les indicateurs financiers du BI 2025, détaillés dans le paragraphe 5, sont les suivants :

Indicateurs	BI 2025
Résultat	-5 077 609 €
CAF / IAF	-943 699 €
Fonds de roulement	6 356 353 €
Trésorerie	15 647 693 €

\*CAF : capacité d'autofinancement / IAF : insuffisance d'autofinancement

### 3. Recettes du budget initial 2025

#### 3.1 Synthèse des recettes inscrites au budget initial 2025

Recettes en encaissements	Exécution 2022	Exécution 2023	BR 2024	BI 2025	Écarts BI 2025 / BR 2024
<b>Recettes globalisées</b>	132 048 338 €	140 486 539 €	142 668 556 €	<b>140 097 319 €</b>	-2 571 237 € -1,8%
<b>Recettes fléchées</b>	10 433 861 €	12 778 989 €	15 984 055 €	<b>12 172 953 €</b>	-3 811 102 € -23,8%
<b>TOTAL recettes en encaissements</b>	142 482 199 €	153 265 529 €	158 652 611 €	<b>152 270 272 €</b>	-6 382 339 € -4,0%

Tableau 1 – Recettes en encaissement inscrites au budget initial 2025

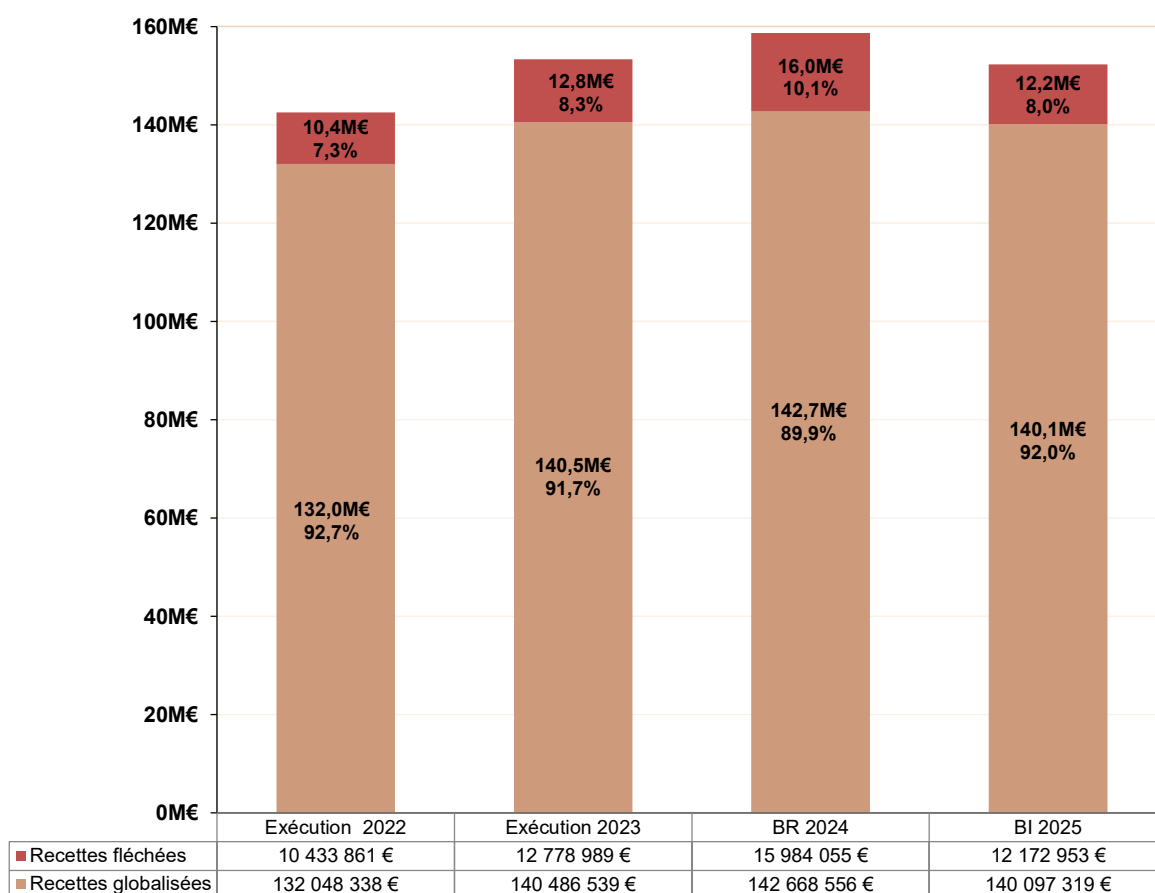


Figure 1 – Evolution des recettes globalisées et fléchées encaissées depuis 2022 (données prévisionnelles pour 2024 et 2025)



Les recettes à l'encaissement prévues au BI 2025 sont estimées à **152,3M€**. Elles sont en baisse par rapport à la prévision 2024 qui a enregistré des recettes exceptionnelles non pérennes sur la section globalisée telles que les indemnités d'assurance par exemple ou encore le dialogue de performance (760k€).

Elles sont réparties entre les recettes globalisées pour 140,1M€ et les recettes fléchées pour 12,2M€. Pour rappel, la subvention pour charges de service public figure dans la catégorie des recettes globalisées.

Recettes en encaissement	Exécution 2022	Exécution 2023	BR 2024	BI 2025	Écarts BI 2025 / BR 2024
Subvention pour charges de service public - SCSP	123 139 733 €	128 755 388 €	130 835 352 €	130 612 964 €	-222 388 €
Recettes propres	19 342 466 €	24 510 140 €	27 817 259 €	21 657 308 €	-6 159 951 €
<i>dont recettes propres globalisées</i>	<i>8 908 605 €</i>	<i>11 731 151 €</i>	<i>11 833 204 €</i>	<i>9 484 355 €</i>	<i>-2 348 849 €</i>
<i>dont recettes propres fléchées</i>	<i>10 433 861 €</i>	<i>12 778 989 €</i>	<i>15 984 055 €</i>	<i>12 172 953 €</i>	<i>-3 811 102 €</i>
<b>TOTAL recettes</b>	<b>142 482 199 €</b>	<b>153 265 528 €</b>	<b>158 652 611 €</b>	<b>152 270 272 €</b>	<b>-6 382 339 €</b>

## 3.2 Recettes globalisées du budget initial 2025

### De quoi parle-t-on ?

Les **recettes globalisées** comprennent toutes les ressources qui n'ont pas d'utilisation prédéterminée. Par principe, toutes les recettes sont censées être globalisées. La subvention pour charges de service public (SCSP) est ainsi dans cette catégorie.

Les recettes globalisées à l'encaissement sont estimées à **140 097 319€** soit 92% des recettes totales inscrites à ce budget initial 2025.

La subvention pour charges de service public (SCSP) constitue la part la plus significative des recettes globalisées de l'établissement et représente 85,8% des recettes totales que l'École prévoit d'encaisser en 2025.

### 3.2.1 La subvention pour charges de service public – SCSP

Subvention pour charges de service public		BI 2025
Dotation de masse salariale (1)		117 194 728 €
Socle	Masse salariale	88 818 516 €
Socle	Contrats doctoraux spécifiques normaliens - CDSN	13 499 640 €
Socle	Contrats doctoraux ordinaires sur appels d'offre - CDO	1 734 400 €
Socle	Compensation surcoût revalorisation contrats doctoraux	865 315 €
Socle	Compensation indemnité CSG	481 078 €
Socle	Compensation glissement vieillesse technicité (GVT)	0 €
Socle	Recrutement psychologues 2021 - crise sanitaire COVID 19	126 077 €
Socle	Nouveau référentiel des rémunérations des médecins du travail 2021	29 539 €
Socle	Compensation congé pour projet pédagogique	10 000 €
Socle	LPR 2021 - Classement des jeunes Chercheurs	4 305 €
Socle	LPR 2022 - création 340 nouveaux contrats (année pleine)	31 947 €
Socle	LPR 2023 - création 340 nouveaux contrats (extension année pleine)	66 132 €
Socle	LPR 2023 - revalorisation des contrats doctoraux - cohortes 2020 et 2021 (année pleine)	884 614 €
Socle	Contrats doctoraux ENS -X - ajustement hausse de la valeur du point (juillet 2022)	370 474 €
Socle	Compensation hausse du point d'indice	2 926 308 €
Socle	Compensation SMIC élèves-fonctionnaires	1 352 028 €
Socle	Compensation PERSEE	500 000 €
Socle	LPR 2021-2022 -Refonte indemnitaire BIATSS, ITRAF, EC et enseignants du second degré	529 164 €
Socle	LPR 2022 - création 340 nouveaux contrats (extension année pleine)	63 895 €
Socle	Compensation révision IFSE	72 905 €
Socle	Compensation PPCR 2021	43 950 €
Socle	Compensation PPCR 2022	8 408 €
Socle	LPR 2022 - revalorisation indemnitaire ITRF et personnels de bibliothèque	55 709 €
Socle	LPR 2023 - refonte indemnitaire enseignants-chercheurs	188 336 €
Socle	LPR 2023 - Refonte indemnitaire (accélération de la refonte indemnitaire des ESAS au 1/09/23)	8 553 €
Socle	LPR 2024 - Refonte indemnitaire (accélération de la refonte indemnitaire des ESAS au 1/09/23)	17 106 €
Socle	Compensation protection sociale complémentaire	123 388 €
Socle	Revalorisation indemnitaire 2022 - personnels de la filière administrative	137 216 €
Socle	Revalorisation indiciaire 2022 - personnels administratifs (cat C)	80 305 €
Socle	Revalorisation 2022 du taux de promotion des personnels administratifs (cat B et C)	6 118 €
Socle	CRD 2023 - nouveaux contrats doctoraux	33 066 €
Socle	LPR 2023 - Chaires de professeurs juniors	57 663 €
Socle	LPR 2024 - Classement des jeunes chercheurs	16 176 €
Socle	LPR 2024 - Refonte indemnitaire (EC et ESAS)	168 911 €
Socle	LPR 2024 - Revalorisation des contrats doctoraux	493 835 €
Socle	Rendez-vous salarial du 12 juin 2023 - mesures Guérini	1 792 599 €
Socle	CRD 2024 - nouveaux contrats doctoraux (tiers d'année)	11 323 €
Socle	LPR 2023 - Création 340 nouveaux contrats (tiers d'année)	11 323 €
Socle	LPR 2023 - progression de carrière IGR	16 708 €
Socle	LPR 2023 - repyramidage ITRF (ASI)	12 902 €
Socle	LPR 2024 - accélération de la PES	19 244 €
Socle	LPR 2024 - chaires de professeurs junior	14 624 €
Socle	LPR 2024 - Revalorisation indemnitaire BIATSS	38 830 €
Socle	LPR 2025 - Refonte indemnitaire (EC et ESAS)	126 000 €
Socle	LPR 2025 - Revalorisation des contrats doctoraux	261 612 €
Actions spécifiques	COMP 2025	150 000 €
Actions spécifiques	Egalité des chances - CPES	640 000 €
Actions spécifiques	Actions spécifiques : compensations IUF	121 459 €
Actions spécifiques	GIP IFI - soutien pour un poste de maître de conférence	83 500 €
Actions spécifiques	GIP IFI - soutien pour un poste de maître de conférence	10 000 €
Actions spécifiques	GIP IFI - soutien pour un poste de maître de conférence	5 000 €
Actions spécifiques	Plan bibliothèques ouvertes + (PBO +)	74 527 €

Dotation de fonctionnement (2)		13 418 236 €
Socle	Dotation globalisée de fonctionnement	12 444 215 €
Socle	Opérations immobilières - dotation sûreté	40 000 €
Socle	LPR 2025 - dotation au démarrage	42 094 €
Socle	Groupement de commandes avec Elsevier - contribution 2025	-76 515 €
Actions spécifiques	Contrat de vie étudiante (culture, santé, sport)	30 000 €
Actions spécifiques	Actions spécifiques : participation concours communs session 2025	498 983 €
Actions spécifiques	Egalité des chances - diversité et réussite étudiante - part des boursiers dans les filières sélectives	200 000 €
Actions spécifiques	Actions spécifiques : IUF crédits scientifiques	131 250 €
Actions spécifiques	Actions spécifiques : dotation Persée	72 000 €
Actions spécifiques	Actions spécifiques : indemnités et frais de déplacement des membres du CNU et du CNAP	14 545 €
Actions spécifiques	Actions spécifiques : concours ITRF 2025	6 664 €
Actions spécifiques	Aides spécifiques aux étudiants en situation de handicap 2025	15 000 €
Total subvention pour charges de service public (1+2)		130 612 964 €

L'établissement n'a pas encore reçu la pré-notification 2025 au moment de la finalisation des prévisions du budget initial, contrairement aux années précédentes. La subvention pour charges de service public inscrite au BI tient donc compte des derniers éléments connus figurant dans la notification intermédiaire 2024 datée du 5 juillet.

La subvention pour charges de service public (SCSP) 2025 est estimée à **130,6M€** au budget initial 2025.

La subvention de 0,8M€ reçue pour le dialogue de performance en 2024 n'est pas pérenne et n'apparaît plus en 2025.

Une recette supplémentaire de 0,4M€ relative à la **loi de programmation de la recherche** (LPR) est inscrite en 2025 pour les revalorisations indemnitaires des enseignants-chercheurs et la revalorisation des contrats doctoraux. Le projet de loi de finances 2025 du MESR précise que « le budget 2025 sanctuarise les priorités fondamentales dans le cadre de la mise en œuvre de la loi de programmation de la recherche avec pour objectif de revaloriser les carrières et de renforcer l'attractivité des métiers de la recherche, afin de relever les grands défis scientifiques de demain. »

L'ENS de Lyon doit bénéficier dès 2025 d'un financement dans le cadre de la vague 3 du contrat d'objectifs, de moyens et de performance dit **COMP** pour un montant proche de 3M€ sur 3 ans. Dans l'attente de la notification des crédits, l'établissement prévoit 0,15M€ de recettes correspondant aux dépenses de masse salariale (3 CDD) dédiées à des projets portés par le COMP.

Pour rappel, une recette complémentaire de **952k€** a été pérennisée dès 2024 dans la SCSP pour compenser le **surcoût de la hausse 2023 du SMIC des élèves Normaliens**. Il est à souligner que les hausses successives du SMIC depuis 2021, liées à l'inflation, ne sont pas totalement compensées et génèrent un **surcoût cumulé de 1M€** que l'École doit à nouveau prendre à sa charge en 2025.

La SCSP notifiée mi-2024 a intégré une dotation complémentaire de **597k€** pour financer les **mesures indiciaires** du rendez-vous salarial du 12 juin 2023 : mesures dites Guérini incluant notamment une revalorisation de 1,5% du point d'indice dès juillet 2023. Malgré ce soutien supplémentaire obtenu suite à une rencontre entre la ministre et le président de l'ENS de Lyon à l'été 2024, le **surcoût** du cumul de l'ensemble des mesures indiciaires que l'établissement doit prendre en charge est de **1M€** en 2025.

Le dispositif **Egalité des chances** continue de recevoir un soutien financier en 2025, avec une enveloppe de **840k€** : 640k€ dédiés à la mise en œuvre du cycle pluridisciplinaire d'études supérieures **CPES** et 200k€ visant à augmenter la part des boursiers dans les filières sélectives. Ce soutien ne couvre pas les dépenses générées par ce dispositif pour l'établissement.

Le glissement-vieillesse-technicité **GVT** reste une charge annuelle mécanique pour l'établissement d'environ 436k€ pour l'année 2025, sans compensation.

### 3.2.2 Les recettes propres globalisées

Les recettes propres globalisées générées par l'établissement sont estimées à **9,5M€** au BI 2025, en baisse de 2,3M€ par rapport à la prévision du BR 2024. Elles comprennent essentiellement les recettes liées au cycle d'exploitation de l'ENS de Lyon, mais aussi celles réalisées par les structures dans le cadre de leur activité.

	Exécution 2022	Exécution 2023	BR 2024	BI 2025	Écarts BI 2025 / BR 2024
Hébergement Résidences Descartes et Monod	1 568 160 €	1 685 438 €	1 717 000 €	1 527 000 €	-190 000 €
Recettes liées à des dépenses RH (mises à disposition)	966 234 €	1 157 216 €	1 144 339 €	1 154 635 €	10 296 €
Droits de scolarité	582 548 €	608 956 €	679 140 €	679 000 €	-140 €
Engagement décennal	559 487 €	404 271 €	350 000 €	250 000 €	-100 000 €
Préciput ANR	953 591 €	1 049 908 €	1 239 253 €	1 348 920 €	109 667 €
FEI et frais de gestion sur contrats gérés par ONR	527 337 €	579 891 €	1 143 832 €	686 000 €	-457 832 €
Convention UdL participation déménagement M8	0 €	497 649 €	0 €	0 €	0 €
Recettes de la VPE	225 228 €	172 825 €	198 785 €	217 300 €	18 515 €
Refacturations restaurants CROUS	239 727 €	291 446 €	300 000 €	266 000 €	-34 000 €
Indemnisation assurance pour sinistres	92 314 €	201 400 €	491 198 €	50 000 €	-441 198 €
CVEC	105 427 €	160 273 €	169 176 €	105 000 €	-64 176 €
Location de salles / amphis	114 515 €	23 135 €	130 000 €	150 000 €	20 000 €
Recettes de la BDL	108 336 €	38 084 €	36 000 €	34 300 €	-1 700 €
Autres recettes Présidence et DGS	208 095 €	116 004 €	345 031 €	361 124 €	16 093 €
Antennes des opérateurs de téléphonie	48 629 €	124 718 €	122 000 €	123 000 €	1 000 €
Autres recettes diverses	226 581 €	1 146 258 €	476 662 €	400 000 €	-76 662 €
<b>sous-total recettes globalisées générées par l'établissement</b>	<b>6 526 209 €</b>	<b>8 257 472 €</b>	<b>8 542 416 €</b>	<b>7 352 279 €</b>	<b>-1 190 137 €</b>
Prestations/refacturations/autres recettes structures de recherche	1 844 215 €	1 609 291 €	1 930 867 €	1 623 711 €	-307 156 €
Colloques organisés via cellule congrès	118 895 €	1 357 341 €	602 528 €	0 €	-602 528 €
ENS Editions dont ventes d'ouvrage	229 173 €	220 050 €	220 000 €	220 000 €	0 €
Hébergement start-ups, licences, rémunérations d'inventions	99 363 €	183 621 €	139 240 €	150 000 €	10 760 €
Laboratoires SHS : subventions, redevances...	45 407 €	69 605 €	299 366 €	52 778 €	-246 588 €
Institut Français de l'Éducation	45 343 €	33 771 €	98 787 €	85 587 €	-13 200 €
<b>sous-total autres recettes globalisées</b>	<b>2 382 396 €</b>	<b>3 473 680 €</b>	<b>3 290 788 €</b>	<b>2 132 076 €</b>	<b>-1 158 712 €</b>
<b>TOTAL recettes globalisées</b>	<b>8 908 605 €</b>	<b>11 731 151 €</b>	<b>11 833 204 €</b>	<b>9 484 355 €</b>	<b>-2 348 849 €</b>

La baisse observée des encaissements prévisionnels 2025 par rapport à ceux du BR 2024 est liée à divers facteurs conjoncturels.

Les **loyers** des résidences étudiantes représentent **1,5M€** de recettes en 2025. La baisse de 0,2M€ s'explique par la perte d'exploitation de la résidence Debourg (site Monod) qui fermera dès l'été 2025. La résidence sera en effet reprise par le CROUS qui va engager des travaux de destruction et reconstruction de la résidence. En parallèle de cette perte de recette, l'ENS de Lyon réduira d'un niveau à peu près équivalent les dépenses effectuées pour la résidence : énergie, maintenance, réparations, gardiennage...

Au BR 2024, la prévision de recettes provenant des **indemnisations d'assurance** ont été particulièrement élevées (491k€). Il s'agit d'encaissements correspondant principalement aux derniers remboursements liés à l'incendie de l'amphithéâtre Mérieux qui a eu lieu fin 2022. Ces recettes exceptionnelles sur l'exercice 2024 ne sont pas pérennes. En 2025, l'établissement prévoit 50k€ d'indemnisation d'assurance en cas de sinistres ou dommages qu'il subirait durant l'année en se basant sur une moyenne des années précédentes.

Les **organismes nationaux de recherche** (ONR), tels que le CNRS ou l'INRAe par exemple, reversent chaque année des recettes correspondant notamment la part hébergeur des contrats dont ils sont porteurs et pour lesquels les chercheurs travaillent au sein de l'ENS de

Lyon. En 2024, les recettes provenant du CNRS et de l'INRIA ont été exceptionnellement bien plus élevées (respectivement +382k€ et +87k€).

Les recettes du **préciput ANR** relatives aux parts hébergeur et site sont en évolution constante depuis 2021. Elles sont évaluées à **1,35M€** en 2025. La loi de programmation de la recherche (LPR) vise à financer l'ANR de 1Md€ supplémentaire entre 2021 et 2027. Le projet de loi de finances 2025 confirme cette ambition de l'Etat malgré le contexte contraint des finances publiques.

Parmi les autres recettes générées par l'établissement, les refacturations des frais d'infrastructure (CROUS, IEA...) sont réévaluées en légère baisse dans la mesure où elles concernent notamment les dépenses énergétiques supportées par l'École et qui diminuent en 2025.

La recette perçue dans le cadre de la contribution de vie étudiante et de campus dite **CVEC** est prévue à la baisse en 2025 en comparaison des années précédentes. Elle est estimée à **105k€** (160k€ en 2024). Le décret 2024-777 du 8 juillet 2024 fixe en effet un taux unique de répartition entre les établissements affectataires (établissements du supérieurs publics et privés) et étend l'obligation de minimum de financement dévolus aux actions portées par les étudiants et à la médecine préventive. Cette modification de la répartition entre établissements fera donc baisser le montant annuel perçu par l'Ecole.

Un grand nombre de laboratoires en sciences exactes et expérimentales réalise des recettes propres liées à leur activité : prestations de recherche, refacturations aux utilisateurs de plateformes scientifiques etc. Elles sont estimées à **1,6M€** au BI 2025. Elles diminuent de 300k€ par rapport au BR 2024 mais demeurent stables en comparaison des exercices précédents. Des encaissements significatifs ont en effet été prévus en 2024 pour des prestations de recherche à portée pluriannuelle se terminant en 2024 et pour lesquelles l'établissement reçoit le solde de la part des financeurs.

L'ENS de Lyon a organisé 2 colloques d'envergure internationale en 2024 : EUSIPCO et MBE. Ils ont généré des encaissements évalués à 600k€ au BR 2024 (inscriptions, partenariats...). Aucun nouveau colloque d'ampleur n'est prévu pour 2025, en raison notamment de la suppression de la cellule congrès et manifestations en mars 2024.

### 3.3 Recettes fléchées du budget initial 2025

#### De quoi parle-t-on ?

Les **recettes fléchées** constituent une exception au principe de globalisation des recettes et ont une utilisation prédéterminée par le financeur. Elles sont destinées à des dépenses explicitement identifiées, potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement. Ex : contrats de recherche.

Les recettes fléchées inscrites au BI 2025 sont estimées à **12,17M€**.

Les encaissements prévus se répartissent ainsi selon le type de financeur :

	Exécution 2022	Exécution 2023	BR 2024	BI 2025	Écarts BI 2025 /BR 2024
ANR PIA IDEX	940 097 €	108 660 €	572 525 €	0 €	-572 525 €
ANR PIA hors IDEX	2 173 044 €	2 577 900 €	4 082 909 €	4 411 918 €	329 008 €
<b>Total ANR PIA</b>	<b>3 113 141 €</b>	<b>2 686 560 €</b>	<b>4 655 435 €</b>	<b>4 411 918 €</b>	<b>-243 517 €</b>
ANR hors PIA	3 939 722 €	4 125 743 €	3 990 024 €	3 666 082 €	-323 942 €
Union Européenne	1 021 973 €	3 624 507 €	3 478 641 €	1 933 625 €	-1 545 016 €
Région	256 547 €	467 910 €	1 240 839 €	713 748 €	-527 090 €
Autres recettes	2 102 478 €	1 874 269 €	2 619 117 €	1 447 581 €	-1 171 537 €
<b>Total recettes fléchées</b>	<b>10 433 861 €</b>	<b>12 778 989 €</b>	<b>15 984 055 €</b>	<b>12 172 953 €</b>	<b>-3 811 102 €</b>

Les prévisions d'encaissements prévues au BI 2025 sont en baisse comparativement à celles affichées lors du BR 2024, mais demeurent à un niveau élevé comme celui observé en 2023. Cette diminution s'explique par plusieurs facteurs :

D'une part, d'importants dispositifs ou « grosses » opérations sont arrivés à leur terme fin 2024, et donc à l'encaissement de leurs soldes : projet FEDER PLEXMICO, contrat ERC SILVER, et 2 MSCA pour l'**Europe** ; fin du dispositif IDEX pour les **ANR IA** ; fin du dispositif Pack Ambition Recherche pour la **Région** ; et une vingtaine d'**ANR** terminées et soldées.

D'autre part, sur les **autres recettes**, la gestion des crédits scientifiques des IUF actuellement en cours de bascule sur le budget globalisé dès 2025, soit presque 150k€ de recettes fléchées en moins.

Par ailleurs, 35 contrats sont arrivés également à leur terme en 2024 pour un solde cumulé de 683k€, alors que seule une vingtaine de nouveaux projets ont démarré.

En contrepartie, il est observé une augmentation du nombre et du volume de projets d'**Investissement d'Avenir** (dont le programme France 2030) parmi lesquels IDemo Usine à Chats, AMI Ambitions Mulhouse, et surtout le projet « CryoEM » combinant les financements EQUIPEX, FEDER (en cours), ANRS et Shape Med (en cours) pour un montant total de 5,6M€, dont la majeure partie des encaissements se fera en fin d'opération, soit 2026 / 2027.

## 4. Dépenses du budget initial 2025

### 4.1 Synthèse des dépenses inscrites au budget initial 2025

#### 4.1.1 Autorisations d'engagement

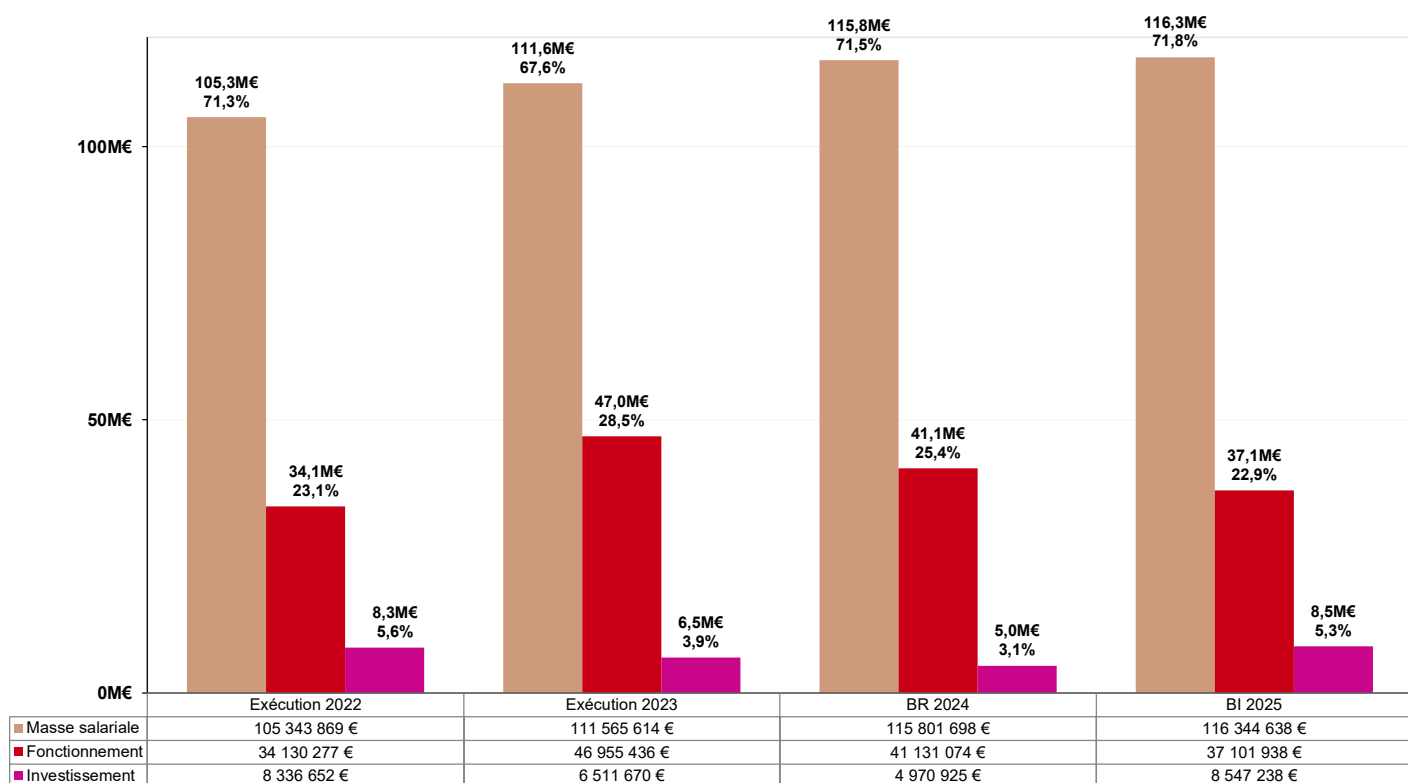
##### De quoi parle-t-on ?

Les **autorisations d'engagement (AE)** constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées sur l'exercice budgétaire. Elles sont entièrement consommées dès l'origine de la dépense, c'est-à-dire lors de la signature de l'acte juridique engageant la dépense de l'établissement. Les AE peuvent avoir une portée pluriannuelle lorsque des engagements souscrits sur un exercice s'exécutent et donnent lieu à des paiements sur un ou des exercices ultérieurs.

Autorisations d'engagement (AE)	Exécution 2022	Exécution 2023	BR 2024	BI 2025	Écarts BI 2025 / BR 2024	
Masse salariale	105 343 869 €	111 565 614 €	115 801 698 €	<b>116 344 638 €</b>	542 940 €	0,5%
Fonctionnement	34 130 277 €	46 955 436 €	41 131 074 €	<b>37 101 938 €</b>	-4 029 136 €	-9,8%
Investissement	8 336 652 €	6 511 670 €	4 970 925 €	<b>8 547 238 €</b>	3 576 313 €	71,9%
<b>TOTAL autorisations d'engagement</b>	<b>147 810 798 €</b>	<b>165 032 720 €</b>	<b>161 903 697 €</b>	<b>161 993 814 €</b>	90 117 €	0,1%

Tableau 2 – Autorisations d'engagement par masse inscrites au budget initial 2025





**Figure 2 : évolution des autorisations d'engagement depuis 2021 par nature (données prévisionnelles en 2024 et 2025)**

Les **autorisations d'engagement** inscrites au budget initial 2025 sont évaluées à **162M€**.

En fonctionnement, les engagements diminuent de 4M€ par rapport à 2024. Cela s'explique principalement par le fait qu'il a été prévu sur l'exercice 2024 des engagements significatifs liés aux impacts sur le loyer du contrat de partenariat de tous les travaux réalisés en 2023 et 2024 dans le périmètre du contrat de partenariat. Ces engagements ne sont pas reconductibles en 2025 d'où une diminution de 1,4M€ des AE de fonctionnement. La diminution des engagement prévisionnels s'explique aussi par la baisse des prévisions des dépenses énergétiques (-0,8M€). En 2024, des engagements avaient été pris pour deux colloques internationaux, générant une dépense de 0,5 M€, qui ne sera pas reconduite en 2025.

En investissement, la hausse de 3,6 M€ en autorisations d'engagement (AE) concerne les contrats fléchés. Si l'établissement obtient les financements demandés (notamment le FEDER), il est prévu d'allouer 4,6 M€ au projet CryoEM, couvrant l'acquisition d'équipements majeurs ainsi que les travaux nécessaires à leur installation.

En masse salariale, ce sont +0,5M€ d'AE qui sont prévues au BI 2025 par rapport au BR 2024. Cette hausse concerne principalement la masse salariale Etat.

La masse salariale mobilise 71,8% des AE inscrites au BI 2025, le fonctionnement 22,9% et enfin l'investissement 5,3%.

Nous verrons dans les paragraphes suivants l'analyse détaillée de ces prévisions.

## 4.1.2 Crédits de paiement

### De quoi parle-t-on ?

Les **crédits de paiement (CP)** représentent la limite supérieure des dépenses pouvant être payées pendant l'année civile pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement. Dans le cas d'un engagement juridique s'exécutant sur plusieurs exercices, la consommation des CP est échelonnée sur plusieurs exercices budgétaires, jusqu'à atteindre le total des autorisations d'engagement initiales. Les CP sont annuels et permettent de prévoir les décaissements, assurant alors une meilleure visibilité sur l'évolution de la trésorerie.

Crédits de paiement (CP)	Exécution 2022	Exécution 2023	BR 2024	BI 2025	Écarts BI 2025 / BR 2024
Masse salariale	105 347 247 €	111 559 510 €	115 801 698 €	<b>116 344 638 €</b>	542 940 € 0,5%
Fonctionnement	31 785 073 €	40 279 134 €	40 396 193 €	<b>38 294 080 €</b>	-2 102 113 € -5,2%
Investissement	4 681 677 €	9 523 971 €	6 194 821 €	<b>5 299 014 €</b>	-895 807 € -14,5%
<b>TOTAL crédits de paiement</b>	<b>141 813 997 €</b>	<b>161 362 615 €</b>	<b>162 392 712 €</b>	<b>159 937 732 €</b>	-2 454 980 € -1,5%

Tableau 3 – Crédits de paiement par masse inscrits au budget initial 2025

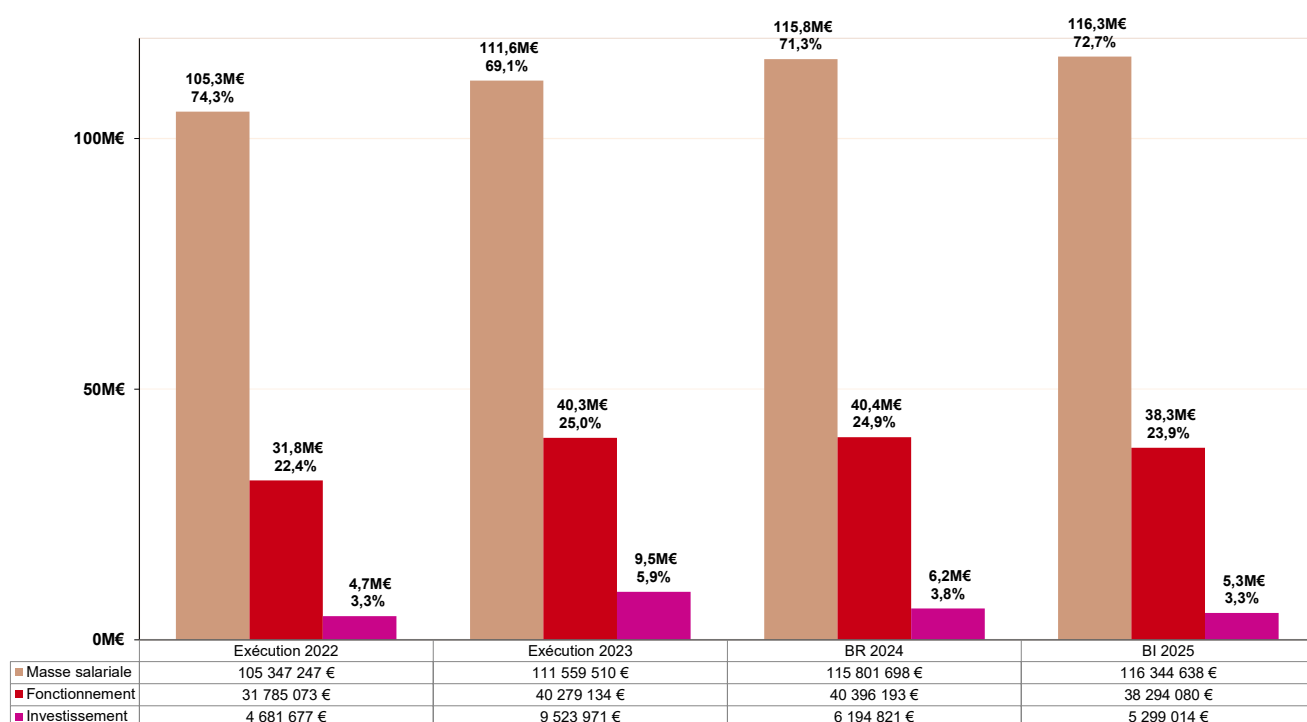


Figure 3 : évolution des crédits de paiement depuis 2022 par nature de dépenses (données prévisionnelles en 2024 et 2025)

Les **crédits de paiement** (CP) 2025 sont évalués à **159,9M€**.

Les CP de fonctionnement diminuent de 2M€ par rapport au BR 2024. Les reversements CDSN sont en baisse de 1M€ revenant à un volume régulier suite à des décalages de paiements qui avaient impacté l'exercice 2024. Comme mentionné précédemment, la réduction des dépenses énergétiques représente une économie de 0,8M€ sur 2025.

En investissement, la baisse de 0,9M€ des dépenses s'explique par le fait que les dépenses sur la section des contrats fléchés augmentent de 0,5M€ tandis que celles sur la partie globalisée chutent de 1,4M€. Cette baisse significative des dépenses globalisées en investissement reflète les efforts de l'établissement pour maîtriser les impacts sur le niveau du fonds de roulement. Les grosses opérations ne seront lancées que si l'établissement obtient des financements externes.

Les dépenses de masse salariale augmentent de 0,5M€ en CP en comparaison du BR 2024, pour les mêmes raisons que celles évoquées en AE à savoir la masse salariale Etat.

La masse salariale représente 72,7% des crédits de paiement 2025, le fonctionnement 23,9% et enfin l'investissement 3,3%.

Les actions LOLF précisent la destination des crédits consommés, permettant ainsi de mettre en lumière les moyens affectés par l'établissement sur ses missions principales :

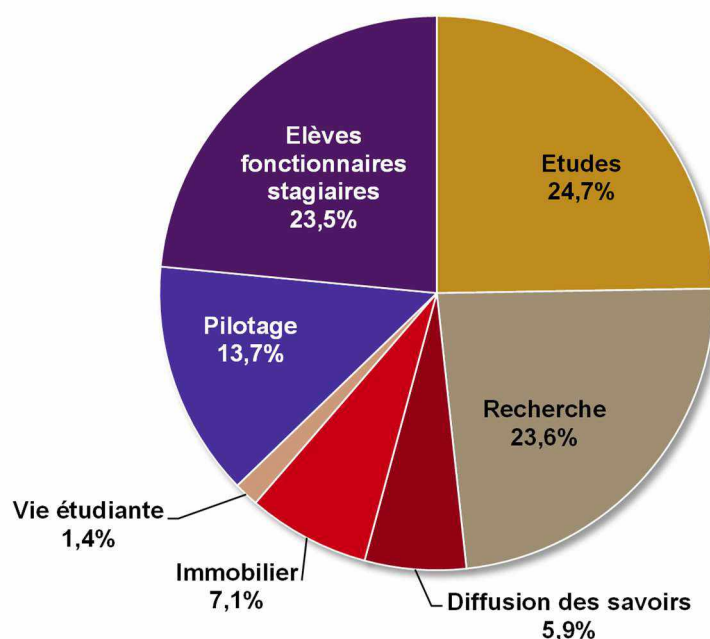


Figure 4 – Répartition des crédits de paiement par destination au BI 2025

## 4.2 Dépenses de fonctionnement du budget initial 2025

Les dépenses de fonctionnement sont inscrites au BI 2025 pour **37,1M€** en autorisations d'engagement et **38,3M€** en crédits de paiement.

### 4.2.1 Dépenses globalisées

Près de 88% des crédits de fonctionnement concerne des dépenses globalisées, financées par la dotation de la SCSP et les ressources propres générées par l'établissement dans le cadre de son activité. Comme en 2022 et 2023 et en prévision du BR 2024, l'École est contrainte une nouvelle fois de mobiliser le fonds de roulement et la trésorerie afin d'absorber les dépenses de l'énergie ainsi que l'inflation sur les autres postes de dépenses.

Ce tableau présente de manière non exhaustive la répartition des dépenses globalisées selon les montants en crédits de paiement les plus significatifs.

Dépenses globalisées : fonctionnement	Exécution 2022 (en crédits de paiement)	Exécution 2023 (en crédits de paiement)	BR 2024 (en crédits de paiement)	BI 2025 (en crédits de paiement)	Écarts BI 2025 / BR 2024
Reversements CDSN aux établissements d'accueil	9 038 498 €	13 679 376 €	13 369 647 €	12 274 025 €	-1 095 622 €
Dépenses courantes de l'établissement	10 392 072 €	12 499 022 €	11 562 364 €	10 956 718 €	-605 646 €
Fonctionnement des structures : moyens établissement et ressources propres	6 308 069 €	7 475 852 €	8 047 200 €	8 059 819 €	12 619 €
Dépenses VPR hors dotations laboratoires (anciennement fonds recherche)	1 728 175 €	1 280 897 €	901 403 €	1 141 563 €	240 160 €
Colloques	255 250 €	776 786 €	566 737 €	0 €	-566 737 €
Documentation BDL	808 090 €	381 536 €	817 800 €	820 125 €	2 325 €
Reversements RH (mises à disposition)	466 902 €	193 616 €	491 741 €	435 906 €	-55 835 €
Projets SI	146 862 €	904 629 €	68 025 €	46 000 €	-22 025 €
<b>TOTAL</b>	<b>29 143 918 €</b>	<b>37 191 714 €</b>	<b>35 824 917 €</b>	<b>33 734 156 €</b>	<b>-2 090 761 €</b>

Les **reversements CDSN** aux établissements d'accueil sont prévus pour **12,3M€** de crédits de paiement en 2024. Les autorisations d'engagement sont quant à elles estimées à 12,8M€ et correspondent aux derniers engagements relatifs à la promotion 2024-2027, ainsi qu'aux nouveaux engagements que l'établissement doit prendre pour la promotion 2025-2028 à la rentrée universitaire 2025.

			Autorisations d'engagement					Crédits de paiement				
Cohorte	Nombre de doctorants	Montant total des reversements pour l'ensemble de la période	AE consommées en 2022	AE consommées en 2023	AE BR 2024	AE BI 2025	TOTAL AE par cohorte	CP consommés en 2022	CP consommés en 2023	CP BR 2024	CP BI 2025	TOTAL CP par cohorte
Cohorte 2021-2024	132	11 953 038 €	9 779 759 €	2 173 280 €		0 €	11 953 039 €	2 950 529 €	6 084 680 €	2 917 830 €	0 €	11 953 039 €
Cohorte 2022-2025	137	12 581 532 €	2 020 392 €	10 568 793 €	0 €	0 €	12 589 185 €	79 081 €	4 758 210 €	4 928 532 €	2 815 709 €	12 581 532 €
Cohorte 2023-2026	130	12 306 840 €		7 005 432 €	5 301 408 €	0 €	12 306 840 €		297 154 €	4 961 581 €	4 102 280 €	9 361 015 €
Cohorte 2024-2027	134	12 895 758 €			7 583 004 €	5 312 754 €	12 895 758 €			561 704 €	4 800 000 €	5 361 704 €
Cohorte 2025-2028	130	12 510 810 €				7 506 486 €	7 506 486 €				556 036 €	556 036 €
<b>Total</b>	<b>663</b>	<b>62 247 978 €</b>	<b>11 800 151 €</b>	<b>19 747 505 €</b>	<b>12 884 412 €</b>	<b>12 819 240 €</b>	<b>57 251 308 €</b>	<b>3 029 610 €</b>	<b>11 140 044 €</b>	<b>13 369 647 €</b>	<b>12 274 025 €</b>	<b>39 813 326 €</b>

Les **dépenses courantes** de l'École diminuent de 0,6M€ en comparaison de la prévision du BR 2024, mais demeurent supérieures de 2,7M€ par rapport à l'exécution 2021 qui est l'année de référence avant les effets significatifs de l'inflation. Elles atteignent **11M€** et regroupent les principales charges de l'établissement (dites incompressibles) telles que détaillées dans le tableau ci-dessous :

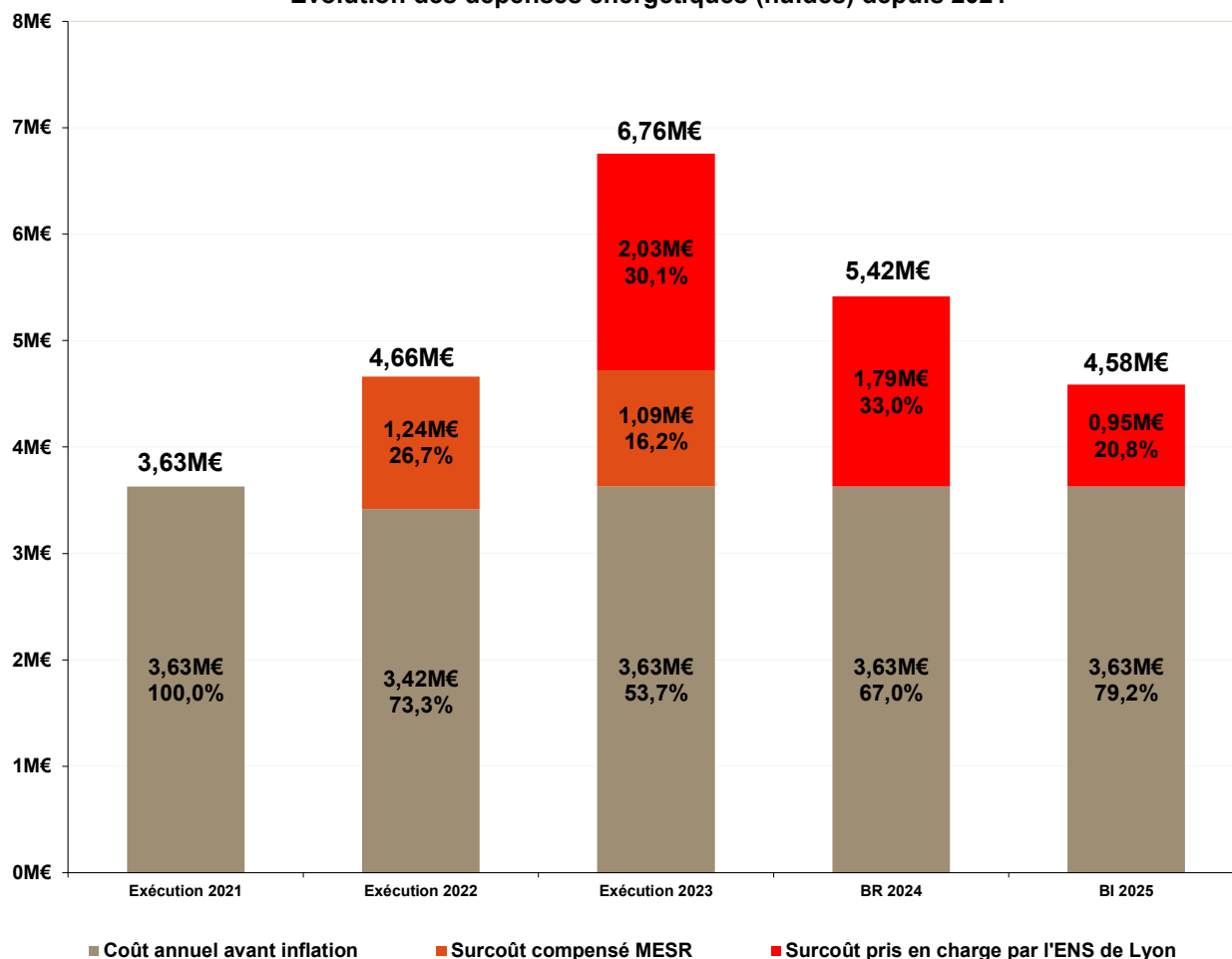
Dépenses courantes de l'établissement	Exécution 2022 (en crédits de paiement)	Exécution 2023 (en crédits de paiement)	BR 2024 (en crédits de paiement)	BI 2025 (en crédits de paiement)	Écarts BI 2025 / BR 2024
Fluides : eau, gaz, électricité, chauffage	4 635 120 €	6 341 312 €	5 415 000 €	4 584 952 €	-830 048 €
Frais de maintenance	1 443 391 €	1 751 561 €	1 759 880 €	1 730 696 €	-29 184 €
Loyer contrat de partenariat	1 455 203 €	1 389 550 €	1 339 000 €	1 388 484 €	49 484 €
Gardiennage	974 103 €	1 077 488 €	1 112 763 €	1 188 425 €	75 662 €
Nettoyage et entretien	848 778 €	851 334 €	860 000 €	880 895 €	20 895 €
Autres loyers	701 511 €	755 687 €	725 721 €	768 949 €	43 228 €
Accueil physique et téléphonique	114 011 €	119 598 €	130 000 €	141 600 €	11 600 €
Environnement et gestion des déchets	101 348 €	84 620 €	94 000 €	100 000 €	6 000 €
Marchés transversaux	118 608 €	127 871 €	126 000 €	172 717 €	46 717 €
<b>TOTAL</b>	<b>10 392 072 €</b>	<b>12 499 022 €</b>	<b>11 562 364 €</b>	<b>10 956 718 €</b>	<b>-605 646 €</b>

Les **dépenses énergétiques** (fluides) sont estimées à **4,6M€** soit -0,8M€ en comparaison de la prévision du BR 2024. Bien que l'établissement ne soit plus éligible au dispositif d'amortisseur d'électricité depuis 2024, les dépenses prévisionnelles diminuent en 2025 principalement en raison d'une baisse des tarifs d'électricité amorcée depuis janvier 2024. Les consommations sont maîtrisées et optimisées par l'ENS de Lyon malgré des surfaces supplémentaires depuis 2022. L'École a élaboré un plan de sobriété énergétique qui s'est inscrit dans une démarche plus large conduite dès 2019 pour conduire ses activités dans une démarche durable et responsable. Des analyses sont menées pour réduire encore plus les consommations et donc les dépenses de fluides.

Malgré ces efforts de réduction de la consommation et la baisse tarifaire, le surcoût demeure important pour l'École qui ne peut pas le couvrir actuellement avec ses recettes annuelles. Le fonds de roulement de l'établissement devra à nouveau être mobilisé pour faire face à ces dépenses. Le tableau ci-dessous présente l'évolution des charges de fluides par poste de dépenses (en droits constatés) :

	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	BR 2024	BI 2025	Evolution par rapport à 2021
Electricité	2 172 807 €	2 901 640 €	5 203 257 €	3 950 000 €	3 087 000 €	42,1%
Gaz	138 320 €	177 366 €	196 896 €	173 000 €	185 150 €	33,9%
Eau	269 540 €	178 692 €	205 498 €	198 000 €	207 322 €	-23,1%
Chauffage urbain	1 047 515 €	1 402 363 €	1 152 415 €	1 094 000 €	1 105 480 €	5,5%
<b>Total</b>	<b>3 628 183 €</b>	<b>4 660 061 €</b>	<b>6 758 066 €</b>	<b>5 415 000 €</b>	<b>4 584 952 €</b>	<b>26,4%</b>

## Evolution des dépenses énergétiques (fluides) depuis 2021



Les frais de **maintenance** comprennent les interventions obligatoires réalisées par la direction du patrimoine, la DSI et également par le service Accueil et Sécurité. Ils sont évalués à **1,73M€** en 2025, en forte hausse depuis 2021 en grande partie en raison de l'inflation mais également par de nouveaux achats nécessitant une maintenance.

Le fonctionnement des structures est évalué à **8M€** en 2025 : organisation du concours d'entrée (dont le surcoût pour l'Ecole est de 0,5M€), fonctionnement des départements d'enseignement et des laboratoires de recherche, des services centraux etc. Ce fonctionnement est financé via les moyens établissement et des ressources propres (prestations de recherche par exemple dans les laboratoires). Pour rappel, l'établissement avait décidé dès le BI 2024 de réduire de 10% les dotations en moyens établissement de chaque centre de responsabilité budgétaire afin de contenir les impacts sur le déficit du résultat et les prélèvements sur les réserves. Cette réduction de 10% est reconduite au BI 2025 dans le même objectif.

#### 4.2.2 Dépenses fléchées

Parmi les autres dépenses de fonctionnement de l'ENS de Lyon, celles financées totalement par des recettes fléchées (contrats de recherche et de formation essentiellement) sont estimées à 4,6M€ au BI 2025.

	Exécution 2022	Exécution 2023	BR 2024	BI 2025	Écarts BI 2025 /BR 2024
ANR PIA IDEX	9 632 €	30 255 €	4 800 €	0 €	-4 800 €
ANR PIA hors IDEX	114 206 €	330 318 €	458 936 €	905 546 €	446 610 €
<b>Total ANR PIA</b>	<b>123 838 €</b>	<b>360 573 €</b>	<b>463 736 €</b>	<b>905 546 €</b>	<b>441 810 €</b>
ANR hors PIA	885 247 €	1 077 632 €	1 709 530 €	1 955 568 €	246 037 €
Union Européenne	612 954 €	764 054 €	1 027 531 €	736 571 €	-290 959 €
Région	329 133 €	227 603 €	260 749 €	202 406 €	-58 343 €
Autres	689 983 €	657 557 €	1 109 730 €	759 833 €	-349 897 €
<b>Fonctionnement fléché en crédits de paiement</b>	<b>2 641 155 €</b>	<b>3 087 420 €</b>	<b>4 571 276 €</b>	<b>4 559 924 €</b>	<b>-11 352 €</b>

Les dépenses de fonctionnement sur 2025 affichent une stabilité par rapport aux prévisions faites sur l'année 2024 et supérieures à l'exécution 2023.

Un montant de 307k€ a été prévu pour procéder à des versements de trop perçus sur contrats. Il s'agit majoritairement de financements sur des Fondations fléchées pour des salaires de doctorants / postdoctorant, ou bien de fonds du GIS Collex-Persée, également prévu exclusivement en salaire, et sans fongibilité autorisée.

116k€ ont été prévus sur le projet européen CLS -INFRA qui ne s'est pas réalisé pour des raisons scientifiques et organisationnelles au niveau du consortium.

### 4.3 Dépenses d'investissement du budget initial 2025

Les dépenses d'investissement prévues au BI 2025 s'élèvent à **8,5M€** en autorisations d'engagement et à **5,3M€** en crédits de paiement.

#### 4.3.1 Dépenses globalisées

Les investissements dits globalisés sont financés par l'établissement via le fonds de roulement mais aussi par des ressources propres notamment dans les structures de recherche.

Ce tableau présente la répartition des prévisions de dépenses globalisées d'investissement par service et/ou vice-présidence.

Dépenses globalisées : investissements	Exécution 2022 (en crédits de paiement)	Exécution 2023 (en crédits de paiement)	BR 2024 (en crédits de paiement)	BI 2025 (en crédits de paiement)	Écarts BI 2025 / BR 2024	
Travaux et aménagements portés par la Direction du patrimoine	1 625 218 €	3 072 523 €	1 798 666 €	1 046 953 €	-751 713 €	37,7%
Investissements VPR (anciennement PPI)	458 437 €	1 286 856 €	570 000 €	700 000 €	130 000 €	25,2%
Laboratoires sur recettes propres	175 366 €	214 745 €	439 847 €	135 953 €	-303 894 €	4,9%
Dépenses VPR (anciennement fonds recherche)	197 796 €	251 241 €	237 500 €	0 €	-237 500 €	0,0%
Direction des systèmes d'informations	81 235 €	786 354 €	264 000 €	75 800 €	-188 200 €	2,7%
Départements de formation et vie étudiante	86 781 €	94 578 €	292 560 €	253 763 €	-38 797 €	9,1%
Autres investissements services centraux	319 029 €	369 403 €	568 583 €	563 000 €	-5 583 €	20,3%
<b>TOTAL</b>	<b>2 943 861 €</b>	<b>6 075 699 €</b>	<b>4 171 156 €</b>	<b>2 775 469 €</b>	<b>-1 395 687 €</b>	

Compte tenu de la situation financière tendue, l'ENS de Lyon poursuit les efforts engagés les années précédentes en maintenant le gel de certains projets d'envergure, tels que la réhabilitation de la résidence étudiante Bonnamour sur le site Descartes, tant que des financements externes ne sont pas obtenus. Des demandes de financements externes sont en cours afin de pouvoir lancer des investissements jugés prioritaires mais que l'établissement ne peut pas couvrir avec son fonds de roulement : étanchéité des ailes A et B de la BDL par exemple. En cas d'obtention des financements demandés, une enveloppe d'autorisations d'engagement est prévue au budget 2025 afin de pouvoir procéder aux premiers engagements rapidement (marchés de maîtrise d'œuvre essentiellement) et sans attendre le BR 2025.

Le budget consacré aux **travaux et aménagements** portés par la direction du patrimoine est revu à la baisse en 2025 afin de limiter le prélèvement sur le fonds de roulement. La priorité fixée par la gouvernance est donnée aux travaux réglementaires et notamment ceux pour la sécurité des biens et des personnes. Il est ainsi prévu des engagements pour 0,8M€ tandis que les crédits de paiement sont évalués à 1M€ en raison d'un décalage des décaissements sur des engagements réalisés les années précédentes.

Le projet d'aménagement du **bâtiment M6** a reçu un financement de 250k€ du ministère en 2022 dans le cadre du dialogue stratégique de gestion. Des études ont été menées et une réflexion a eu lieu courant 2024 pour redimensionner les travaux à réaliser. Ce sont donc 170k€ de dépenses qui sont prévues au BI 2025 pour mener ce chantier qui devrait s'achever en 2026.

Parmi les travaux ciblés sur la **sécurité des biens et des personnes**, il est prévu notamment :



- 71k€ de divers petits travaux pour la résidence Bonnamour et l'hôtel des invités
- 54k€ pour le désenfumage sur le site Monod
- 50k€ pour la mise en conformité de la salle Parenthèse qui est un lieu d'expositions, de rencontres et espace détente à la BDL

Il est également inscrit 70k€ afin d'aménager un local sur le site Monod, destiné à accueillir le **service de santé étudiant** pour lequel l'École a l'ambition qu'il devienne un centre de santé.

La **vice-présidence Recherche** prévoit des investissements à hauteur de **0,7M€** via le PPI, essentiellement pour des achats d'équipements scientifiques. Cette enveloppe a également été revue à la baisse en 2025 pour limiter le prélèvement sur le fonds de roulement.

#### 4.3.2 Dépenses fléchées

Parmi les autres dépenses d'investissement de l'ENS de Lyon, celles financées intégralement par des contrats fléchés sont évaluées à **2,5M€** en crédits de paiement.

	Exécution 2022	Exécution 2023	BR 2024	BI 2025	Écarts BI 2025 /BR 2024
ANR PIA IDEX	541 €	0 €	0 €	0 €	0 €
ANR PIA hors IDEX	36 802 €	1 684 988 €	196 129 €	1 575 985 €	1 379 856 €
<b>Total ANR PIA</b>	<b>37 343 €</b>	<b>1 684 988 €</b>	<b>196 129 €</b>	<b>1 575 985 €</b>	<b>1 379 856 €</b>
ANR hors PIA	378 428 €	203 435 €	454 634 €	331 500 €	-123 134 €
Union Européenne	581 497 €	782 094 €	231 984 €	56 000 €	-175 984 €
Région	27 960 €	27 086 €	1 999 €	4 000 €	2 001 €
Autres	712 587 €	750 669 €	1 138 919 €	556 060 €	-582 859 €
<b>Investissement fléché en crédits de paiement</b>	<b>1 737 815 €</b>	<b>3 448 272 €</b>	<b>2 023 665 €</b>	<b>2 523 545 €</b>	<b>499 880 €</b>

Le budget inscrit au BI 2025 en investissement est en augmentation principalement en lien avec le projet « **Cryo** ». En effet, il est prévu des autorisations d'engagement à hauteur de 4,6M€ pour l'acquisition des 2 gros équipements (CryoFIB/SEM Ultracryotome à 873k€ et CryoEM 200kV à 3 183k€), ainsi que les travaux nécessaires à leur installation. Les crédits de paiements consacrés à ce projet s'élèvent à 1,5M€ compte tenu d'une mise en service qui n'aura lieu qu'après la fin des travaux d'aménagement autour de ces équipements, prévus d'être achevés en 2026. Le reste des crédits de paiements interviendrait donc en 2026 également.

Par ailleurs, 60k€ ont été budgétés pour l'acquisition d'équipements sur contrats européens finançant l'amortissement.

Enfin, le reste des prévisions d'investissements, stable, est principalement réparti sur des Investissements d'Avenir (environ 360k€), et sur ANR (321k€).

## 4.4 Dépenses de masse salariale du budget initial 2025

### 4.4.1 La masse salariale

#### De quoi parle-t-on ?

Les **dépenses de personnel** : rémunérations principales, cotisations patronales, rémunérations accessoires et prestations sociales obligatoires.

**Masse salariale État** : crédits transférés à partir du titre 2 du budget de l'État lors du passage aux compétences et responsabilités élargies en 2010.

**Ressources Propres** : toutes les autres charges de personnels hors crédits transférés : contrats de recherche, vacations et jury de concours.

#### 4.4.1.1 Masse salariale globale

	Exécution 2022	Exécution 2023	BR 2024	BI 2025	Écarts BI 2025 / BR 2024
Masse salariale Etat	98 604 767 €	104 218 294 €	107 303 113 €	<b>107 820 086 €</b>	516 973 €
Masse salariale ressources propres	6 742 480 €	7 341 216 €	8 498 585 €	<b>8 524 552 €</b>	25 967 €
dont ressources propres globalisées	1 463 368 €	1 657 310 €	1 869 574 €	<b>1 336 268 €</b>	-533 306 €
dont ressources propres fléchées	5 279 112 €	5 683 906 €	6 629 011 €	<b>7 188 284 €</b>	559 273 €
<b>TOTAL masse salariale</b>	<b>105 347 247 €</b>	<b>111 559 510 €</b>	<b>115 801 698 €</b>	<b>116 344 638 €</b>	542 940 €

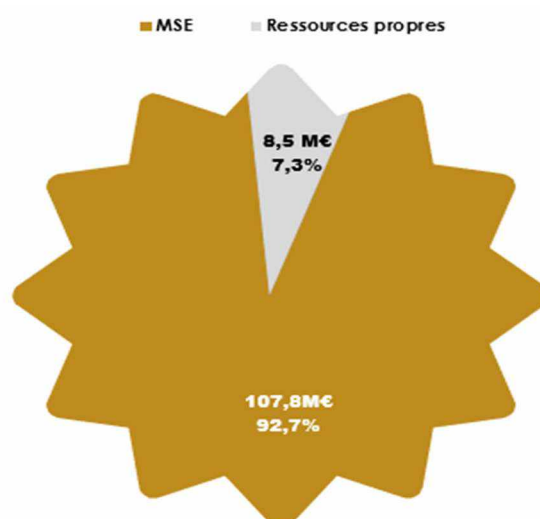


Figure 5 – Part relative de la masse salariale en fonction du support budgétaire

Support budgétaire	BR 2024	BI 2025	€	▲
MSE	107 303 113 €	107 820 086 €	0,52 M€	0,5%
RP	8 498 585 €	8 524 552 €	0,03 M€	0,3%
Total	115 801 698 €	116 344 638 €	0,54 M€	0,5%

Entre la prévision initiale 2025 et le BR 2024, les coûts salariaux augmentent de 0,54M€ (0,5%) tous supports budgétaires confondus.

Il est à noter une légère hausse des charges de personnels sur le support État : 0,52M€ (0,5%), et une masse salariale qui demeure relativement stable sur les ressources propres (0,03M€ ; 0,3%).

Depuis 2022, la France connaît un contexte de forte inflation qui a impacté de manière significative la masse salariale de l'École, et au-delà, ses marges de manœuvres (fongibilité asymétrique), sachant que la MSE mobilise les  $\frac{3}{4}$  du budget.

Taux d'inflation	2022	2023	Prévisions 2024	Prévisions 2025	Total
Données Banque de France	5,9%	5,7%	2,5%	1,5%	Cumul 15,6%

Pour redynamiser les rémunérations des agents publics et contrer les effets de cette spirale inflationniste (+15,6% en 4 ans), différentes mesures réglementaires ont été adoptées par l'État.

Ainsi, la prise en charge de ces dispositifs ministériels a dégradé la situation financière de l'établissement : - 3M€, dont - 1,51M€ concernant les élèves.

**Mesures gouvernementales financées par l'ENS de Lyon**

Dispositifs RH Ministériels	Solde budgétaire			Dont Normaliens
	Recettes SCSP	MSE en année pleine	Différentiel	
SMIC - Effets cumulés	1 352 028 €	2 357 467 €	- 1 005 439 €	- 1 005 439 €
GVT+	- €	436 090 €	- 436 090 €	- €
Point indice 2023	1 030 181 €	1 414 364 €	- 384 183 €	- 148 974 €
Reval° des grilles de rémunérations : +5 points	685 551 €	941 212 €	- 255 661 €	- 138 238 €
Point indice 2022	2 926 308 €	3 143 445 €	- 217 137 €	- €
Changement d'échelon Eleves	- €	150 000 €	- 150 000 €	- 150 000 €
Reval° - Charges patronales transport	- €	147 317 €	- 147 317 €	- 42 431 €
Forfait mobilité durable	- €	80 400 €	- 80 400 €	- 18 500 €
Revalorisation des CET	- €	55 000 €	- 55 000 €	- €
Reval° - Remboursement du forfait de transport	- €	50 366 €	- 50 366 €	- €
Forfait télétravail	- €	44 085 €	- 44 085 €	- €
Indemnité fin de contrat	- €	40 023 €	- 40 023 €	- €
Reval° des grilles de rémunérations - Cat.B & C	76 867 €	105 533 €	- 28 666 €	- €
Forfait social	- €	15 013 €	- 15 013 €	- 5 613 €
LPR - 2024 : contractuels doctorants	141 011 €	146 189 €	- 5 178 €	- €
GIPA	- €	- €	- €	- €
<b>Total - ETAT 2024</b>	<b>6 211 945 €</b>	<b>9 126 504 €</b>	<b>- 2 914 558 €</b>	<b>- 1 509 194 €</b>

En raison de leur singularité, les ENS sont d'autant plus affectées par ce contexte inflationniste. En effet, les tensions sur la masse salariale proviennent de l'impact de ces dispositifs sur ses personnels (comme pour l'ensemble des universités) mais également de ses élèves fonctionnaires stagiaires.

Pour exemple, la MSE a été contrainte par les relèvements successifs de l'indice minimum de traitement des agents publics au niveau du SMIC (+2,36M€), concernant dans une large proportion les élèves normaliens.

Année	SMIC Date d'entrée en vigueur
2 021	01/01/2021
2 021	01/10/2021
2 022	01/01/2022
2 022	01/05/2022
2 022	01/08/2022
2 023	01/01/2023
2 023	01/05/2023
2 024	01/01/2024
2 024	01/11/2024
2 025	?

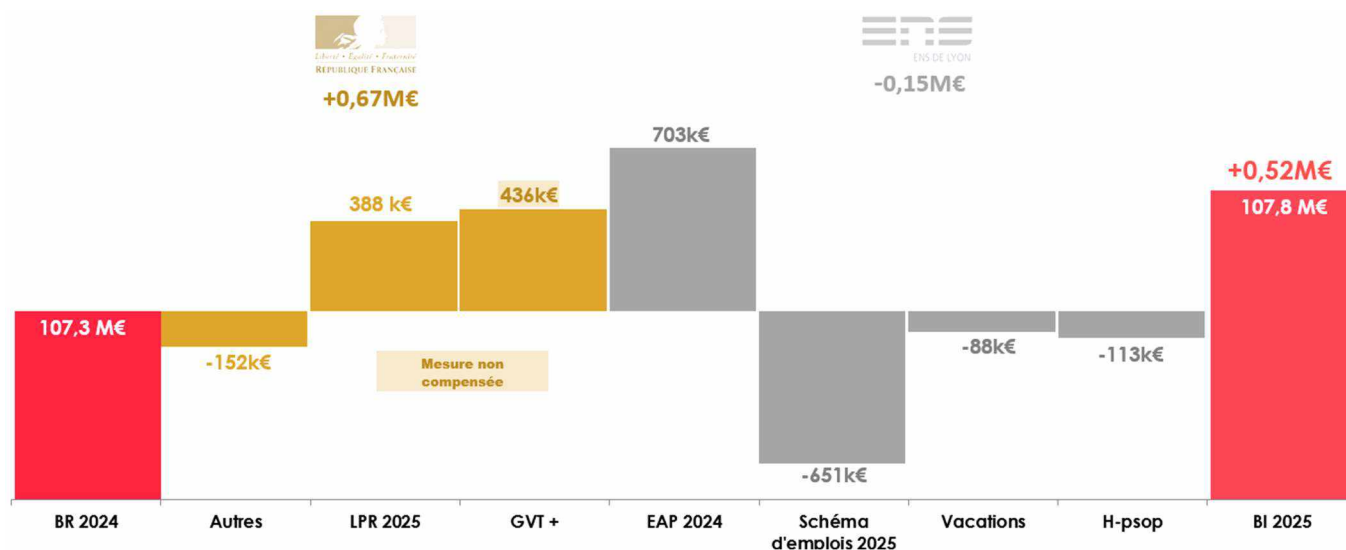
En raison d'un mécanisme de revalorisation automatique, le SMIC a augmenté 9 fois depuis le 01/01/2021. Chacune de ces hausses s'est accompagnée d'une augmentation du coût des rémunérations des élèves fonctionnaires stagiaires : **2,14M€** cumulés au 31/12/2025 sur un total de **2,36M€** (soit **91%** du total établissement). A ce jour, la compensation du SMIC demeure partielle (1,35M€) ce qui se traduit par un effort de contribution substantiel pour l'ENS de Lyon.

En l'état, il faut souligner que les revalorisations à venir continueront d'avoir des effets importants sur les capacités de financement de l'École, fragiliseront la construction budgétaire.

L'établissement doit s'adapter aux contraintes budgétaires induites par la compensation partielle de mesures salariales ministérielles afin de sécuriser le financement de ses dépenses salariales.

#### 4.4.1.2 Masse salariale État

##### A- Principaux éléments de variation de la masse salariale État



**Figure 6 : Principaux facteurs d'évolution des coûts de rémunérations entre la prévision initiale et rectificative**

Budget	BR 2024	BI 2025	€	▲
MSE	107,30 M€	107,82 M€	0,52 M€	0,5%

Entre ces deux prévisions, les dépenses de rémunérations de l'établissement augmentent de **0,52M€ (0,5%)**.

La décomposition des crédits de personnels par facteur d'évolution présente l'effet financier de chaque dispositif RH sur l'exercice 2025.

Ces éléments de rémunérations sont également regroupés par type, permettant de distinguer les mesures **réglementaires** (obligatoires), de celles relevant de **décisions de l'établissement**.

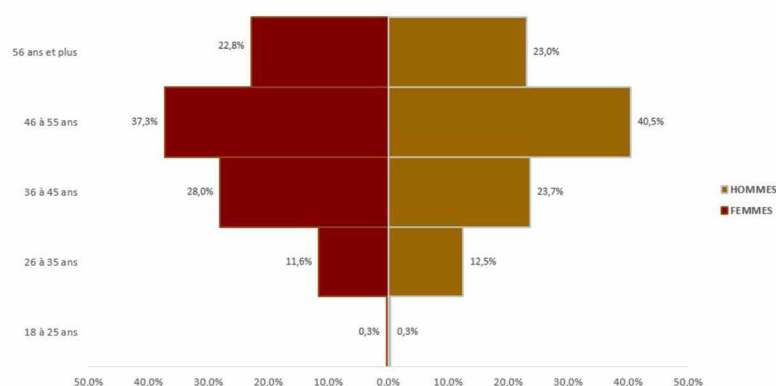
## ➔ Réglementaires : 667k€

► Le **glissement, vieillesse, technicité** est un enjeu majeur pour notre établissement. **Le GVT positif** correspond à l'augmentation mécanique de la masse salariale liée aux changements d'échelons, de grades ou de corps des agents titulaires. En maîtrisant et rationalisant sa politique d'emplois, l'établissement peut neutraliser une partie de cette augmentation.

Par le biais du **GVT négatif**, qui correspond à l'impact des flux d'entrées et de sorties des agents titulaires : le remplacement des agents en fin de carrière par des agents en début de carrière a généralement un effet financier négatif, ces derniers ayant des indices de rémunération plus faibles.

*Le GVT négatif est comptabilisé dans les flux de personnels.*

Toutefois, en raison de la structure par âge des personnels titulaires, ces variations de masse salariale ne permettent pas d'annuler complètement la charge du GVT :



Pyramide des âges des personnels TITULAIRES par genre au 31.12.2023

En 2024, l'âge médian des personnels fonctionnaires est de 49 ans. Pour précision, près d'¼ des agents titulaires ont plus de 56 ans.

Ainsi, si l'établissement dispose de solides compétences et d'agents titulaires expérimentés, cette typologie de pyramide des âges en forme de champignon est associée à des organisations où les charges salariales sont importantes, et l'impact du GVT relativement important.

**Évolution mensuelle du GVT positif : 436k€**

Période	Biatss	E/C	Total
Janvier	2 793 €	2 798 €	5 591 €
Février	5 586 €	5 596 €	11 182 €
Mars	8 379 €	8 394 €	16 773 €
Avril	11 172 €	11 192 €	22 364 €
Mai	13 965 €	13 990 €	27 954 €
Juin	16 758 €	16 788 €	33 545 €
Juillet	19 551 €	19 586 €	39 136 €
Août	22 344 €	22 383 €	44 727 €
Septembre	25 137 €	25 181 €	50 318 €
Octobre	27 930 €	27 979 €	55 909 €
Novembre	30 723 €	30 777 €	61 500 €
Décembre	33 516 €	33 575 €	67 091 €
<b>Total</b>	<b>217 851 €</b>	<b>218 239 €</b>	<b>436 090 €</b>

► **LPR 2025 : 387k€**

LPR 2025	€
Revalorisat° indemnitaire E/C	126 000 €
Revalorisat° des contrats doc.	261 612 €
<b>Total</b>	<b>387 612 €</b>

- Initiées en 2021, les mesures de revalorisations indemnitaires des enseignants chercheurs se poursuivent en 2025 : **+126k€**. Les modalités de mise en œuvre de seront définies ultérieurement par le MESR ;
- **Revalorisation des contrats doctoraux** : au 01/01/2025, la rémunération brute mensuelle des contractuels doctorants est portée à 2 200€ (contre 2 100€ en 2024). Cette mesure s'étend à l'ensemble des contrats en cours et est valorisée à **261k€**.

**Autres :**

Facteur	€
<b>Autres État</b>	<b>- 157 647 €</b>
Dont :	
Échelon élèves normaliens	- 80 000 €
GIPA	- 72 465 €
Autres ajustements	- 5 182 €

- **Échelon élèves normaliens : -80k€**
- En 2024, le relèvement de l'INM des élèves fonctionnaires stagiaires au 2ème échelon a impacté la MSE à hauteur de 230k€. Ce montant comportait 80k€ de régularisations à retrancher du socle de dépenses salariales 2025, portant le coût annuel de ce dispositif à 150k€  
*A ce stade ce dispositif ministériel n'est pas compensé par l'État*
- Non reconduction de la **GIPA** par l'État (indemnitaire compensant la perte de pouvoir d'achat de la rémunération indiciaire des agents) : **-72k€** ;
- En se basant sur nos dépenses réelles constatées en 2024, la prise en charge de l'indemnité compensatrice de CSG est ajustée de -5k€

➡ **A l'initiative de l'établissement : -149k€**▶ **Valorisation des flux de personnels :**

Ces montants retranscrivent l'impact financier des variations du volume d'emplois entre le BR 2024 et le BI 2025. Cette valorisation des emplois comprend :

- L'**extension en année pleine** qui mesure l'impact budgétaire d'un mouvement enregistré au cours de l'année 2024 sur l'année 2025 (intégrant les arbitrages de la campagne d'emplois 2024, le retour de césures des élèves normaliens, les départs en retraite...)
- Le **schéma d'emplois N** correspond au solde des créations et des suppressions d'emplois sur l'exercice 2025 (toutes les entrées et sorties prévisionnelles, toutes populations confondues)



	Population	EAP 2024	SE 2025	Total
<b>Elèves</b>	<b>Élèves</b>	555	-218	<b>338</b>
<b>Enseignants &amp; Enseignants Chercheurs</b>	<b>E/C titulaires</b>	-354	-365	<b>-720</b>
	<b>E/C contractuels</b>	225	48	<b>273</b>
	<b>Doctorants</b>	185	-41	<b>145</b>
<b>BIATSS</b>	<b>BIATSS titulaires</b>	-96	-231	<b>-327</b>
	<b>BIATSS contractuels</b>	188	156	<b>343</b>
	<b>Total</b>	<b>703</b>	<b>-651</b>	<b>52</b>

Les extensions en année pleine (EAP) sur 2025 des mouvements observés en 2024 sont positifs à hauteur de 703k€. Cela s'explique par :

- les impacts de la campagne d'emplois 2024
- une cohorte de contractuels doctorants plus importante (retour de césure).
- une nouvelle CPJ en 2024
- les arrivées de normaliens en année de césure en octobre 2024
- les départs (notamment en retraites) d'enseignants chercheurs
- l'évolution de la structure d'emplois (remplacement d'un titulaire par un contractuel)
- l'allongement des délais de recrutements pour les personnels administratifs qui reportent des coûts de rémunération prévus dès le premier semestre 2024, sur 2025

Les effets financiers des **mouvements prévisionnels 2025** sont négatifs à hauteur de **651k€**. Les nombreuses sorties d'élèves normaliens en quatrième année, les départs en retraites, et l'évolution de la structure d'emplois (remplacement d'un titulaire par un contractuel) sont les principaux éléments composant ce chiffrage.

► **Vacations** : -149k€

Vacations	€
Enseignement	- 91 031 €
Administrative	2 690 €
<b>Total</b>	<b>- 88 341 €</b>

- Les dépenses salariales consacrées aux vacances d'enseignement diminuent de 91k€ (la situation se normalise puisque les exercices 2023 et 2024 ont été impactés par des régularisations de paiements).
- Dans le même temps, les vacances administratives restent stables.

► **H-psop** : -112k€

H-psop	€
Action sociale	- 87 536 €
FSDIE	- 25 000 €
<b>Total</b>	<b>- 112 536 €</b>

Les prévisions de dépenses « Hors Paiement Sans Ordonnancement Préalable » diminuent de **368k€** :

- Cette diminution concerne principalement le financement de l'Action Sociale, et notamment l'ajustement des frais de restauration (CROUS) sur la base de la consommation 2024 (-87k€).
- Les moyens mis à la disposition du **Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes (FSDIE)** qui participe au financement de projets conduits par des étudiants de l'École sont alignés (sur la base de données d'exécution) : **-25k€**

#### 4.4.1.3 Répartition globale de la masse salariale État par population et type de dépenses

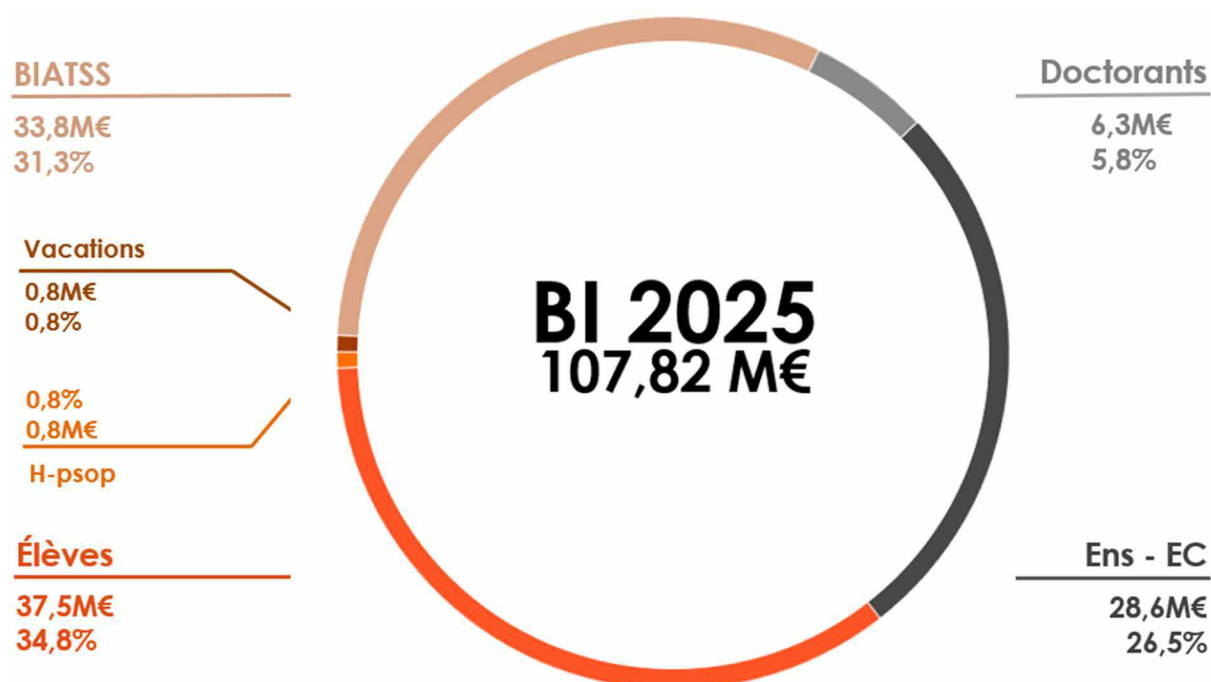
Le montant total des dépenses salariales État prévues est de **107 820 086 €** pour ce BI 2025.

Elles se répartissent de la manière suivante selon la population ou le type de dépense :

	Population / Type	BR 2024	BI 2025	Écarts	▲ BI / BR	Répartition %
<b>Elèves</b>	Elèves	37 307 409	37 543 437	<b>236 028</b>	0,6%	34,8%
<b>Enseignants &amp; Enseignants Chercheurs</b>	Titulaires	26 499 833	26 091 396	- <b>408 437</b>	-1,5%	24,2%
	Contractuels	2 199 067	2 488 566	<b>289 499</b>	13,2%	2,3%
	Doctorants	5 786 639	6 257 830	<b>471 191</b>	8,1%	5,8%
	<b>Sous total Elèves &amp; E/C</b>	<b>71 792 949</b>	<b>72 381 229</b>	<b>588 280</b>	<b>0,8%</b>	<b>67,1%</b>
<b>Biatss</b>	Titulaires	28 119 022	27 918 345	- <b>200 677</b>	-0,7%	25,9%
	Contractuels	5 536 839	5 867 086	<b>330 247</b>	6,0%	5,4%
	<b>Sous total BIATSS</b>	<b>33 655 861</b>	<b>33 785 431</b>	<b>129 569</b>	<b>0,4%</b>	<b>31,3%</b>
	<b>Total - Rémunérations</b>	<b>105 448 810</b>	<b>106 166 660</b>	<b>717 850</b>	<b>0,7%</b>	<b>98,5%</b>
<b>Vacations</b>	Administratives	326 813	328 503	<b>1 690</b>	0,5%	0,3%
	Gpeec	8 000	9 000	<b>1 000</b>	12,5%	0,0%
	Enseignement	556 598	454 667	- <b>101 931</b>	-18,3%	0,4%
	CPES	8 800	19 700	<b>10 900</b>	123,9%	0,0%
	<b>Total - Vacations</b>	<b>900 211</b>	<b>811 870</b>	- <b>88 341</b>	<b>-9,8%</b>	<b>0,8%</b>
<b>Hors-psop</b>	Action sociale	854 092	766 556	- <b>87 536</b>	-10,2%	0,7%
	FSDIE	100 000	75 000	- <b>25 000</b>	-25,0%	0,1%
	<b>Total dépenses H-psop</b>	<b>954 092</b>	<b>841 556</b>	- <b>112 536</b>	<b>-11,8%</b>	<b>0,8%</b>
	<b>Total</b>	<b>107 303 113</b>	<b>107 820 086</b>	<b>516 973</b>	<b>0,5%</b>	<b>100%</b>

La déclinaison des dépenses salariales en fonction de la population permet d'apporter des précisions sur la structure de la MSE :

### Répartition des dépenses de MSE par population / type



Plus d'1/3 de la MSE est destinée au financement des élèves fonctionnaires stagiaires (34,8%).

Si les dépenses prévisionnelles sont globalement en hausse, elles évoluent de manière distincte selon la population :

### Principaux facteurs d'évolution des dépenses salariales 2025 – par population (en K€)

	Population	GVT +	LPR 2025	GIPA	Échelon	EAP 2024	SE 2025
<b>Elèves</b>	<b>Élèves</b>				-80	555	-218
<b>Enseignants &amp; Enseignants Chercheurs</b>	Titulaires	218	126	-39		-354	-365
	Contractuels					225	48
	Doctorants		262			185	-41
	BIATSS	218		-33		92	-76
	<b>Total</b>	<b>436</b>	<b>388</b>	<b>-72</b>	<b>-80</b>	<b>703</b>	<b>-651</b>

## A- Plafond d'emplois

Pour information, le plafond d'emplois sur supports budgétaires de l'État est fixé à **1 983 ETPT** en 2024 (cf. annexe « Tableau des emplois »).

	ETPT Emplois rémunérés	BR 2024	BI 2025	Écart	▲
MSE	Élèves	882,1	887,7	5,5	0,6%
	E/C & C titulaires	235,4	233,3	- 2,1	-0,9%
	E/C & C contractuels	50,5	55,0	4,5	8,8%
	Doctorants	153,1	154,0	0,9	0,6%
	BIATSS titulaires	404,7	403,9	- 0,8	-0,2%
	BIATSS contractuels	121,9	125,4	3,5	2,9%
	<b>MS État</b>	<b>1 847,7</b>	<b>1 859,3</b>	<b>11,5</b>	<b>0,6%</b>
RP	BIATSS	55,3	42,2	- 13,1	-23,6%
	EC / Doctorants	112,1	128,6	16,5	14,7%
	<b>Ressources Propres</b>	<b>167,4</b>	<b>170,8</b>	<b>3,4</b>	<b>2,0%</b>
	<b>Total</b>	<b>2 015,1</b>	<b>2 030,1</b>	<b>14,9</b>	<b>0,7%</b>

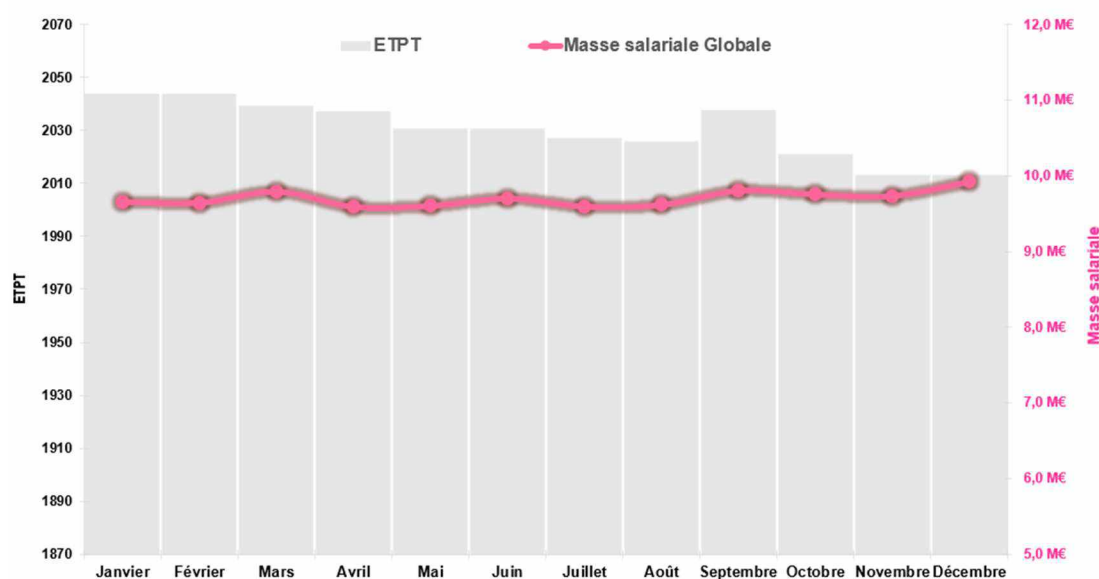
*L'Équivalent Temps Plein Travaillé (ETPT) est l'unité de décompte du plafond d'emplois. Cette comptabilisation tient compte de la quotité de temps de travail et de la période d'activité de chaque agent.*

### Zoom sur la MSE

La prévision de consommation des ETPT sur emplois budgétaires s'établit à **1 859,3 ETPT**. Cette moyenne annualisée est constituée des flux d'emplois prévus sur 2025 ainsi que des effets reports des variations d'effectifs 2024. La prévision augmente de **11,5 ETPT (0,6%)** par rapport au BR 2024.

Le plafond autorisé d'emploi fixe le volume maximum d'emplois utilisable par année budgétaire. **L'ENS de Lyon consomme 93% des 1983 emplois** à sa disposition, **90%** en excluant les élèves fonctionnaires stagiaires.

Par ailleurs, les emplois État (**1 859,3 ETPT**) et sur ressources propres (**170,8 ETPT**) se cumulent et forment le plafond d'emplois de l'établissement : **2 030,1 ETPT** (+14,9 ETPT par rapport au BR).



**Figure 7 - Consommation mensuelle totale en ETPT et masse salariale globale**

En moyenne, les dépenses salariales mensuelles de l'établissement s'élèvent à **9,69M€**.

L'enveloppe de masse salariale globale de l'ENS de Lyon proposée au vote du conseil d'administration pour le BI 2025 s'élève à **116 344 638€** pour **2 030,1 ETPT** :

Support budgétaire	MS	ETPT
État	107 820 086 €	1 859,3
Ressources propres	8 524 552 €	170,9
<b>Total</b>	<b>116 344 638 €</b>	<b>2 030,1</b>

#### 4.4.2 La masse salariale sur ressources propres

	Exécution 2022	Exécution 2023	BR 2024	BI 2025	Écarts BI 2025 / BR 2024
Masse salariale ressources propres	6 742 480 €	7 341 216 €	8 498 585 €	<b>8 524 552 €</b>	25 967 €
dont ressources propres globalisées	1 463 368 €	1 657 310 €	1 869 574 €	<b>1 336 268 €</b>	-533 306 €
dont ressources propres fléchées	5 279 112 €	5 683 906 €	6 629 011 €	<b>7 188 284 €</b>	559 273 €

Les dépenses de masse salariale financées sur des recettes propres globalisées sont évaluées à 1,3M€ au budget initial 2025.

Elles comprennent notamment les rémunérations des **jurys du concours d'entrée pour environ 707k€**, en hausse de +57k€ par rapport à la prévision 2024. Les principales autres rémunérations sont prévues pour des recrutements de doctorants, post-doctorants, ou encore des ingénieurs et techniciens en CDD dans les structures de recherche.

Les dépenses de masse salariale sur les ressources propres fléchées sont inscrites à hauteur de **7,2M€** au BI 2025.

	Exécution 2022	Exécution 2023	BR 2024	BI 2025	Écarts BI 2025 /BR 2024
ANR PIA IDEX	347 993 €	108 665 €	0 €	0 €	0 €
ANR PIA hors IDEX	272 218 €	470 256 €	1 031 081 €	1 791 089 €	760 007 €
<b>Total ANR PIA</b>	<b>620 211 €</b>	<b>578 921 €</b>	<b>1 031 081 €</b>	<b>1 791 089 €</b>	<b>760 007 €</b>
ANR hors PIA	1 766 714 €	2 638 998 €	2 582 683 €	2 745 958 €	163 275 €
Union Européenne	1 046 635 €	1 114 950 €	1 362 893 €	1 336 115 €	-26 778 €
Région	323 586 €	127 667 €	137 312 €	73 400 €	-63 912 €
Autres	1 521 965 €	1 223 371 €	1 515 043 €	1 241 723 €	-273 320 €
<b>Masse salariale fléchée</b>	<b>5 279 112 €</b>	<b>5 683 906 €</b>	<b>6 629 011 €</b>	<b>7 188 284 €</b>	<b>559 273 €</b>

Les recrutements de contractuels financés sur contrats fléchés voient leur volume augmenter pour le BI 2025, à hauteur de 158 ETPT.

Dans le cadre du projet **SFRI** de la Vice-Présidence Etudes (VPE), a été prévue la continuité des 2 thèses démarrées en 2024 sur l'année entière ainsi que 5 nouvelles thèses à démarrer à la rentrée universitaire 2025, de façon à prévoir progressivement la programmation des 13 thèses allouées sur le financement global.

En complément, une enveloppe estimée à 50k€ en heures complémentaires / vacances d'enseignement doit permettre de couvrir une partie des décharges, une autre partie devant être financée sur le Fonds Enseignement qui doit être mis en place sur 2025 à la VPE.

Enfin, financé sur une partie des coûts indirects de la SFRI, il est budgété le salaire sur l'année pour un CDD dédié à la gestion du projet. De la même façon, et toujours à la VPE, sur le projet

**QuantEdu France**, les 3 thèses commencées se poursuivent sur l'année entière, et le démarrage d'une nouvelle bourse de thèse à la prochaine rentrée est prévue.

En Recherche, les plus grosses enveloppes de salaire prévues se retrouvent sur les financements européens (1 333k€ sur 14 projets, dont 800k€ pour les seuls ERC), les Investissements d'Avenir (1 424k€ pour 24 projets PEPR, EQUIPEX et IDEMO), et l'ANR (2 746k€ sur répartis sur 80 contrats ANR), et enfin les Fondations médicales ou internationale SIMONS (630k€).

En termes de répartition, les recrutements sur contrats fléchés concernent très majoritairement la Recherche (98%). Sur ce secteur, 75% de la population est constitué de chercheurs, doctorants et post-doctorants travaillant sur les projets de recherche, 22% sont des personnels administratifs ou techniques (BIATSS), et le reste se répartit entre les vacations et les rémunérations accessoires (primes notamment).



## 5. Indicateurs et ratios budgétaires et comptables

	Exécution 2022	Exécution 2023	BR 2024	BI 2025	Écarts BI 2025 / BR 2024
<b>Résultat</b>	-813 475 €	-4 257 289 €	-3 242 274 €	<b>-5 077 609 €</b>	-1 835 335 €
<b>CAF / IAF</b>	2 543 033 €	-1 038 829 €	-233 316 €	<b>-943 699 €</b>	-710 383 €
<b>Fonds de roulement</b>	20 497 788 €	13 562 139 €	9 560 136 €	<b>6 356 353 €</b>	-3 203 783 €
<b>Solde budgétaire</b>	668 203 €	-8 097 086 €	-3 740 101 €	<b>-7 667 460 €</b>	-3 927 359 €
<b>Trésorerie</b>	34 177 747 €	27 075 712 €	23 629 553 €	<b>15 647 693 €</b>	-7 981 860 €

Le résultat, la capacité d'autofinancement et le niveau de fonds de roulement sont calculés en droits constatés. Les niveaux du fonds de roulement et de la trésorerie se calculent en prenant comme niveau de départ celui du dernier acte budgétaire voté. Ainsi pour construire le BI 2025, ce sont les données du BR 2024 et non de la prévision d'atterrissage 2024 qui ont été prises en compte. Les dépenses non décaissables (sans impact sur la trésorerie) sont prises en compte : amortissements, provisions, cautions des résidences étudiantes, dépenses réalisées en attente de factures.

En recettes, ce sont les éléments non encaissables qui sont intégrés en droits constatés et couvrent ainsi : les recettes d'amortissement, les reprises sur provision, et les recettes en attente d'encaissement. Tous ces indicateurs sont présentés dans l'annexe 6 : tableau de situation patrimoniale.

Quant au solde budgétaire, il s'agit d'un indicateur GBCP présenté dans l'annexe 2 : tableau des autorisations budgétaires.

## 5.1 Indicateurs et ratios budgétaires

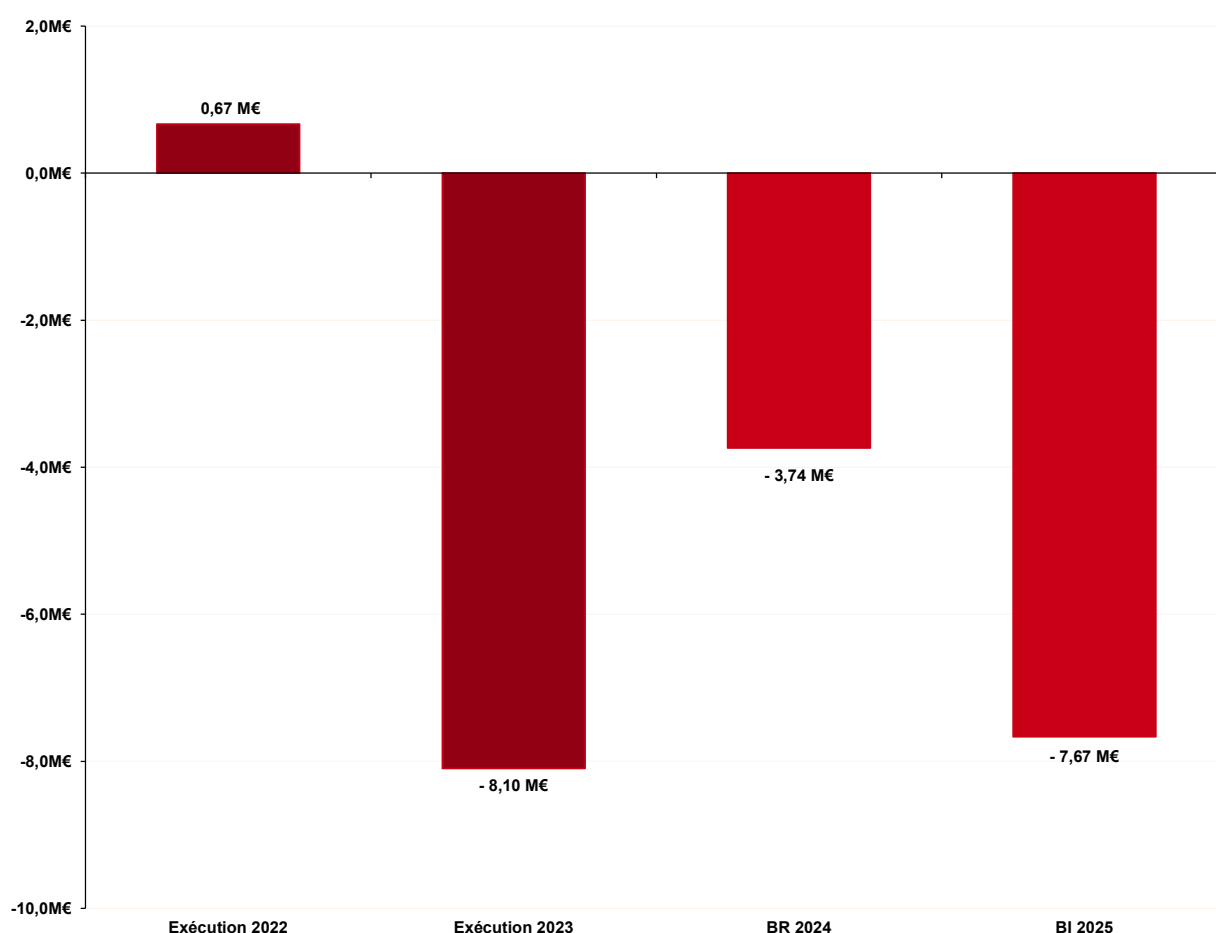
### 5.1.1 Le solde budgétaire du BI 2025

#### De quoi parle-t-on ?

Le **solde budgétaire** correspond à l'écart entre les recettes encaissées et les crédits de paiement (=dépenses décaissées). Il s'agit du flux de trésorerie généré par l'activité de l'établissement.

Le solde budgétaire n'est pas obligatoirement à l'équilibre : il peut être excédentaire ou déficitaire.

Le solde budgétaire est déficitaire au budget initial 2025 : 7 667 460€.



**Figure 12 : évolution du solde budgétaire depuis le compte financier 2022 (données prévisionnelles en 2024 et 2025)**

Le **solde budgétaire structurel** concerne l'activité annuelle de l'établissement, hors contrats de recherche et formation fléchés. Ce solde structurel est déficitaire de **5,6M€** au BI 2025. Il comprend entre autres les dépenses récurrentes, les dépenses énergétiques et les mesures salariales gouvernementales (revalorisations du point d'indice, hausses du SMIC...) compensées partiellement par l'Etat, mais aussi les investissements qui ne sont pas financés par des ressources externes (et donc sur moyens établissement).

Le **solde budgétaire conjoncturel** regroupe l'ensemble des contrats de recherche et de formation fléchés de l'établissement. La pertinence d'isoler au sein du solde budgétaire de l'École la part relative de ces opérations non récurrentes permet de mieux décomposer la formation du flux de trésorerie annuel, de déterminer les équilibres budgétaires de ces opérations et de les piloter. Le solde budgétaire conjoncturel des opérations pluriannuelles fléchées est déficitaire de **2,1M€** au BI 2025 comme constaté dans l'annexe budgétaire n°8. Ces opérations fléchées ont un impact sur la trésorerie du fait de volumes d'encaissements et de décaissements pouvant être décalés sur des exercices différents.

### 5.1.2 La trésorerie du BI 2025

#### De quoi parle-t-on ?

Il s'agit des liquidités dont l'École dispose quoiqu'il arrive et quasi immédiatement.

La trésorerie est depuis le décret GBCP gérée à la fois en comptabilité budgétaire, en encaissements (recettes encaissées) et décaissements (crédits de paiement) et en comptabilité générale (compte financier de classe 5).

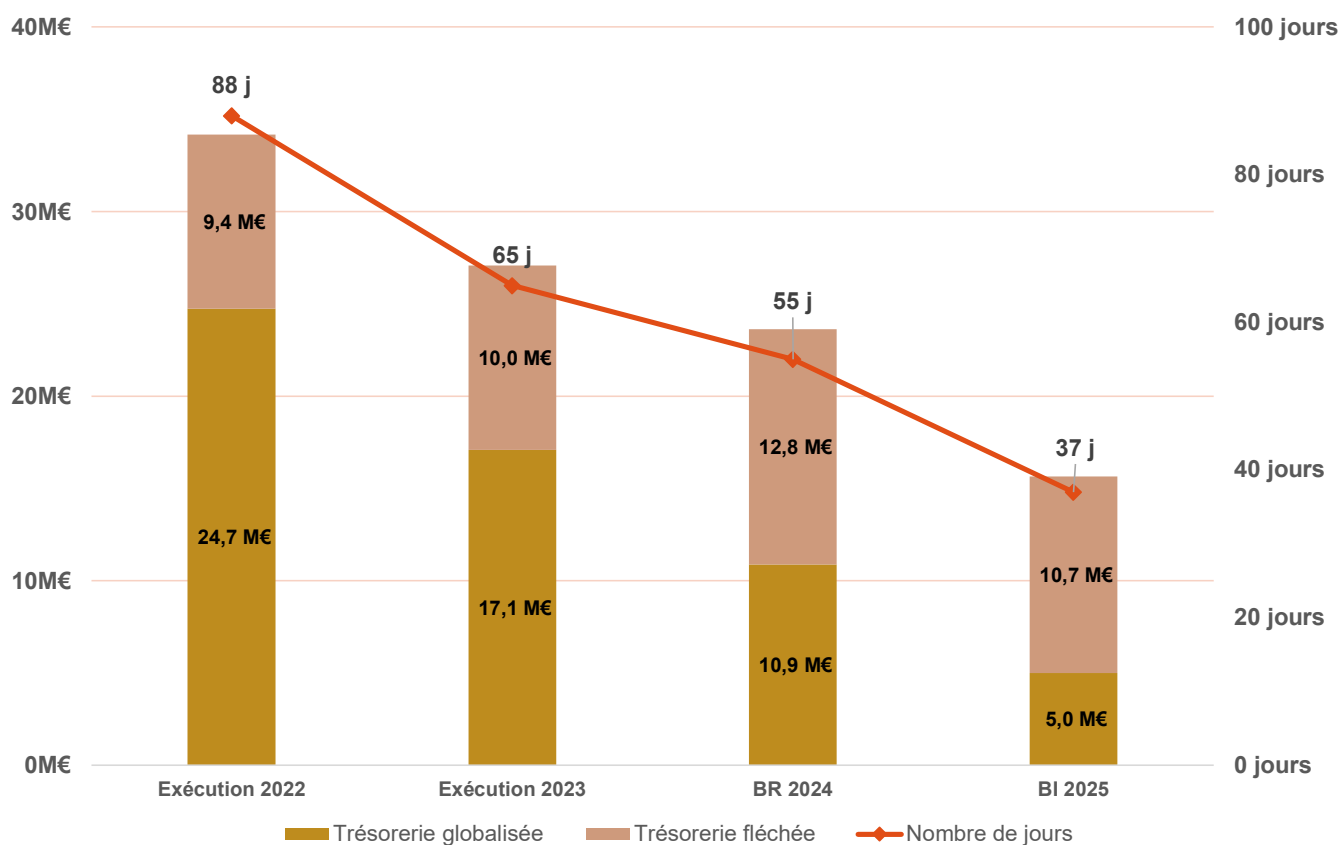
Le BI 2025 prévoit une mobilisation de la trésorerie pour 7,98M€, ce qui portera le niveau de la trésorerie de l'établissement à 15,65M€ fin 2025 soit **37 jours** (supérieur au seuil prudentiel de 30 jours). Dans son courrier du 6 novembre 2023, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle a précisé aux établissements que le niveau de trésorerie pourra être temporairement abaissé en-dessous du seuil prudentiel de 30 jours.

Ce montant est calculé en prenant en compte comme base de départ le niveau de trésorerie prévisionnel au 31/12/2024 estimé lors du budget rectificatif, pour un montant de 23,63M€.

Au vu du tableau 4 présenté en annexe, le prélèvement de 7,98M€ sur la trésorerie en 2025 s'explique par :

- un solde budgétaire déficitaire de 7,67M€
- un décalage déficitaire de 0,31M€ entre les encaissements et décaissements liés aux opérations non budgétaires présentées dans le tableau 5 "opérations pour comptes de tiers"

La différence entre le niveau prévisionnel de la trésorerie et celui du fonds de roulement entraîne un besoin en fonds de roulement (BFR) de -9,3M€. Le besoin en fonds de roulement correspond à la somme que l'établissement devrait financer pour couvrir le besoin résultant des décalages de trésorerie entre les entrées et les sorties.



La trésorerie de l'établissement évaluée à 15,7M€ fin 2025 se répartit entre la trésorerie fléchée pour 10,7M€ et la trésorerie globalisée pour 5M€. La trésorerie fléchée concerne l'ensemble des contrats de recherche et formation fléchés, elle est donc gagée pour ces contrats. La trésorerie globalisée est consacrée à l'activité courante de l'établissement : son niveau est en forte baisse en raison des surcoûts évoqués précédemment.

### 5.1.3 Les restes-à-payer

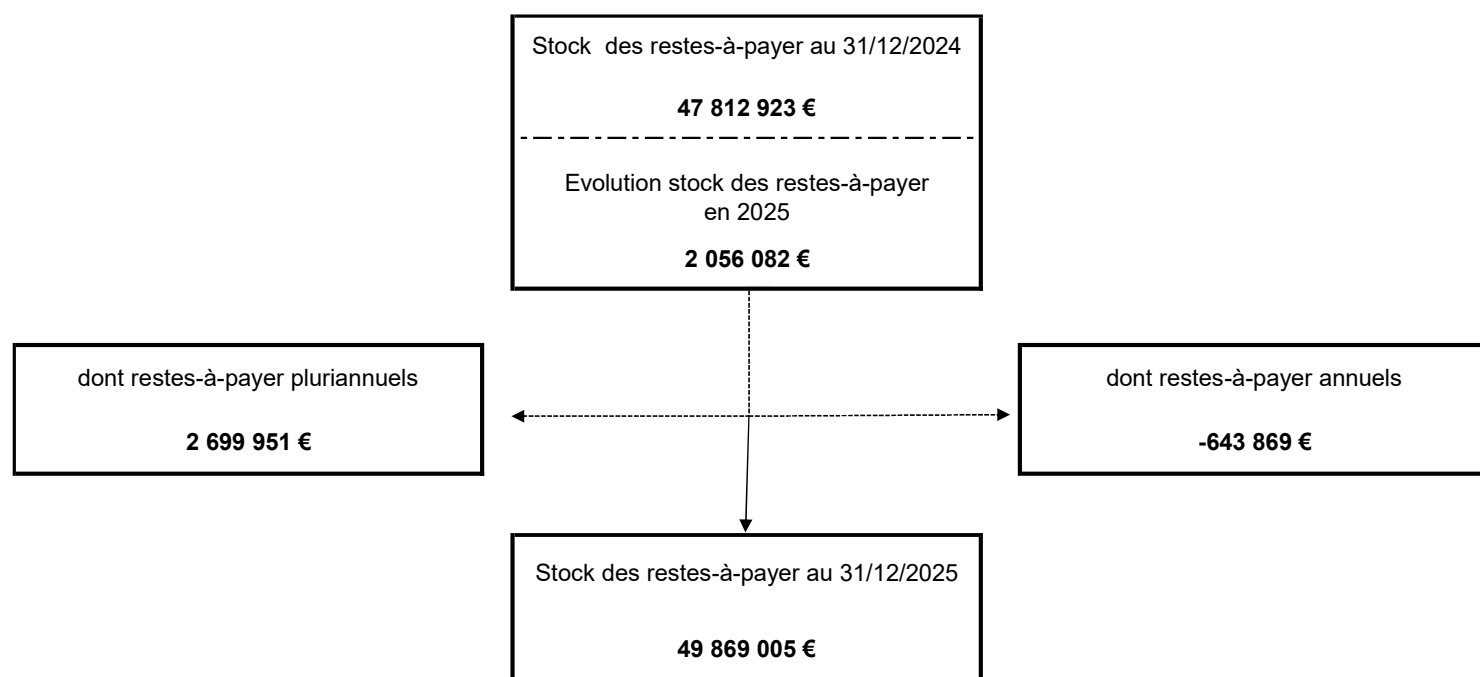
Les restes-à-payer (RAP) font partie des indicateurs significatifs introduits par le décret GBCP. Ils permettent en effet d'appréhender la soutenabilité budgétaire de l'établissement à moyen et long terme. Ils représentent un montant inéluctable des décaissements à venir.

L'évolution des RAP, la durée sur laquelle ils s'étalent ainsi que les ressources permettant de couvrir les futurs décaissements constituent des points d'analyse essentiels de la soutenabilité budgétaire.

Le niveau final des restes-à-payer au 31/12/2025 pour l'ENS de Lyon est estimé à **49,9M€**. Ce montant figure dans l'annexe budgétaire intitulée « tableau de synthèse budgétaire et comptable ».

Les restes-à-payer relatifs au **loyer du contrat de partenariat** s'établissent à **23,2M€** soit **47%** du volume total des restes-à-payer de l'établissement. Jusqu'à 2024, ils apparaissaient dans le tableau 9 des opérations pluriannuelles. Ce n'est plus le cas dès le budget 2025 car le tableau 9 ne doit faire apparaître que les opérations pluriannuelles de recherche, de formation continue, d'enseignement et de PPI ; l'École se met en conformité afin de préparer le passage à INFINOE (nouvel infocentre des organismes publics nationaux qui devrait être déployé en 2025).

Le tableau 9 des opérations pluriannuelles permet d'identifier les autres volumes de restes-à-payer par catégorie. La catégorie des contrats d'enseignement inclut les **versements CDSN** qui représentent **17,4M€** de restes-à-payer soit **35%** du volume total.



## 5.1.4 Les ratios en comptabilité budgétaire

### 5.1.4.1 Poids relatif des dépenses de personnel

Ce ratio permet d'indiquer le degré de rigidité du budget lié à la part des dépenses destinées à la rémunération des personnels. Il se calcule à l'appui du tableau 2 des annexes réglementaires : dépenses de personnel / dépenses totales hors investissement.

2022	2023	BR 2024	BI 2025
76,8%	72,4%	74,1%	75,2%

Le transfert des CDSN depuis 2018 fait baisser le poids des dépenses de personnel par rapport à l'ensemble des dépenses de l'établissement.

### 5.1.4.2 Poids relatif des recettes propres

Cet indicateur mesure le degré de dépendance de l'établissement vis-à-vis des financements publics. Il se calcule à l'appui du tableau 2 des annexes réglementaires : recettes propres (globalisées et fléchées) / total des recettes.

2022	2023	BR 2024	BI 2025
5,1%	5,7%	5,4%	4,3%

La SCSP est la principale ressource de l'établissement, ce qui explique logiquement une dépendance élevée aux financements publics.

### 5.1.4.3 Poids des crédits de paiement issus d'engagements pris antérieurement

Cet indicateur permet de préciser les hypothèses de budgétisation retenues pour déterminer le volume de crédits de paiement de l'année. Il permet également de mesurer le poids des décaissements inéluctables, car liés à des engagements déjà pris qu'il conviendra d'honorer quoiqu'il arrive, par rapport aux décaissements sur lesquels des marges de manœuvre existent davantage. Le calcul est : montant des CP relatifs à des AE consommées sur exercices antérieurs / montant total des CP de l'année issu du tableau 2.

2022	2023	BR 2024	BI 2025
5,9%	9,5%	2,2%	1,8%

Le poids des crédits de paiement issus d'engagements antérieurs prévus en 2025 est en diminution. Cela signifie que l'établissement a moins d'engagements à dénouer liés aux années antérieures, ce qui s'explique par les engagements des reversements CDSN qui s'apurent depuis 2023.

#### 5.1.4.4 Poids relatif des restes à payer

Ce ratio permet de mesurer le degré de rigidité de la dépense (hors dépenses de personnel) et l'inertie générée par les engagements pris au cours de l'exercice et des exercices précédents. Il se calcule comme tel : restes-à-payer (tous exercices confondus) issus du tableau de synthèse budgétaire et comptable / montant des CP de l'année hors personnel issus du tableau 2 en annexe.

2022	2023	BR 2024	BI 2025
<b>122,4%</b>	<b>97,0%</b>	<b>109,7%</b>	<b>114,4%</b>

Les restes-à-payer de notre établissement concernent majoritairement les engagements pris pour de nombreuses années tel que le loyer du contrat de partenariat.

#### 5.1.4.5 Poids des charges à payer au sein des restes à payer

Il permet de mesurer le poids des reste-à-payer les plus imminents. Si le pourcentage est élevé, il doit attirer l'attention sur la capacité ou non de l'établissement à faire face à cette sortie de trésorerie à venir. Il se calcule ainsi : charges à payer issues de la balance de comptabilité générale / restes-à-payer issus du tableau de synthèse budgétaire et comptable.

2022	2023	BR 2024	BI 2025
<b>17,7%</b>	<b>12,8%</b>	<b>12,9%</b>	<b>12,4%</b>

Le taux diminue depuis 2023. L'établissement rattrape notamment son retard sur les dépenses liées aux reversements CDSN, dont de nombreuses conventions sont inscrites en charges-à-payer en année N-1 et sont dénouées l'année suivante.

## 5.2 Indicateurs et ratios comptables

### 5.3.1 Le résultat du BI 2025

#### De quoi parle-t-on ?

Le **résultat net comptable** correspond au bénéfice ou à la perte de la période, mesuré par la différence entre les produits et les charges (au sens comptable) de l'exercice. Il mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice.

**Calcul** : = Montant des recettes de fonctionnement (classe 7) – Montant des dépenses de fonctionnement (classe 6)

Le contexte financier évoqué précédemment entraîne une prévision d'un compte de résultat déficitaire de **5 077 609€**.

Il se calcule, en droits constatés, par des produits s'élevant à 165,1M€ et des charges de personnel et de fonctionnement à hauteur de 170,2M€.

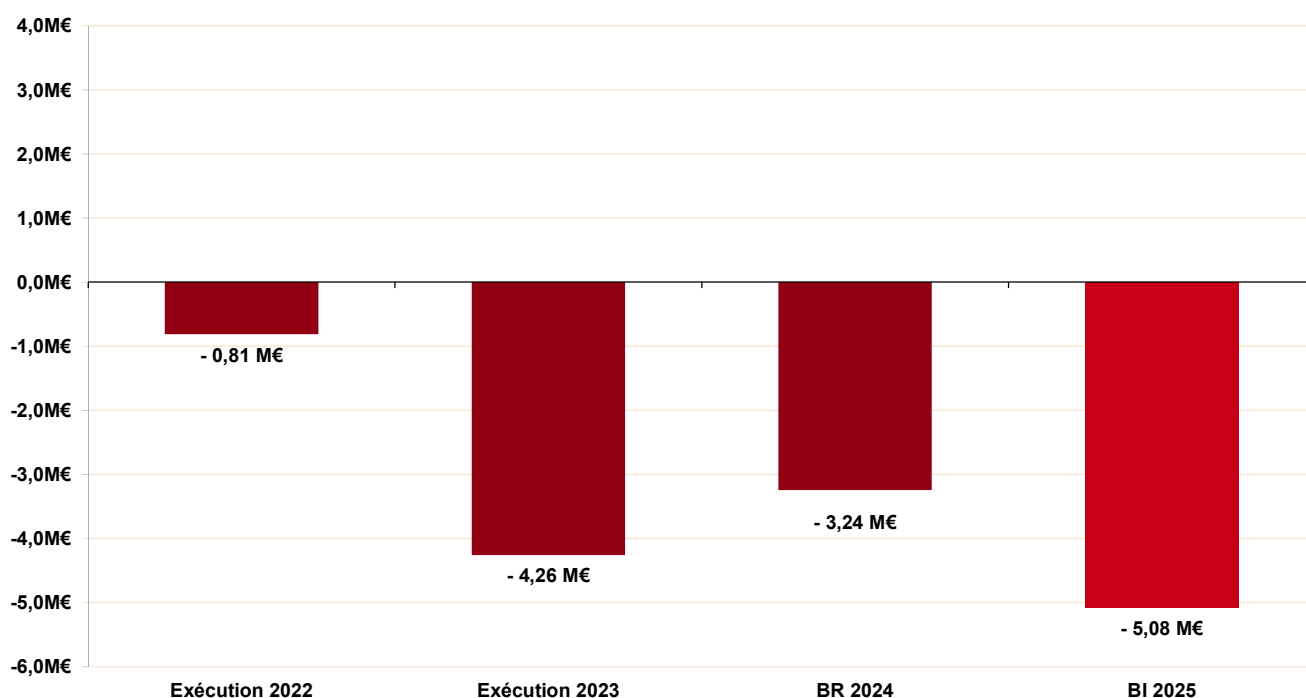


Figure 13 : évolution du résultat depuis le compte financier 2022 (résultat prévisionnel en 2024 et 2025)

Pour rappel, l'ENS de Lyon subit des déficits successifs depuis l'exercice 2022 :

- un déficit de 0,81M€ en 2022 s'expliquant par la revalorisation du point d'indice et des hausses du SMIC qui ont alourdi de 2,2M€ les charges de l'établissement,



- un déficit de 4,26M€ en 2023 qui résultait de l'explosion des dépenses énergétiques entraînant un surcoût de 2,03M€, ainsi que du poids des mesures salariales compensées partiellement telles que les hausses cumulées du SMIC, les revalorisations indiciaires et les primes exceptionnelles de pouvoir d'achat générant un surcoût à hauteur de 2,24M€,
- un déficit prévisionnel de 3,2M€ au BR 2024 trouvant son origine dans les surcoûts des dépenses énergétiques pour 1,8M€ et des mesures salariales partiellement compensées pour 2,1M€.

Le budget initial 2025 prévoit un déficit de 5,1M€ qui s'explique par :

- **+ 1M€ de dépenses énergétiques** par rapport à l'année de référence 2021. Ces coûts, pèsent sur la section de fonctionnement et sont la conséquence de la hausse exponentielle des tarifs observée depuis 2022. Ce surcoût diminue en comparaison des 2 années précédentes mais demeure significatif. L'établissement maîtrise ses consommations grâce à son plan de sobriété et les actions menées auprès des structures les plus consommatrices d'énergie.
- **+ 2M€ de dépenses salariales** liées à des mesures qui ne sont pas à l'initiative de l'établissement dont :
  - **1M€** de surcoût résultant des hausses successives du **SMIC** qui concernent principalement les rémunérations des élèves normaliens
  - **1M€** de surcoût dû aux revalorisations 2022 et 2023 du **point d'indice** et à la revalorisation de +5 points des grilles de rémunération

Le surcoût de l'ensemble de ces charges énergétiques et salariales s'élève à **3M€**.

Le déficit prévisionnel du compte de résultat se mesure également par le glissement vieillesse technicité dit **GVT** qui progresse mécaniquement 400 k€/an en moyenne depuis la dernière compensation en 2018, et dont l'effet cumulé impacte au total la masse salariale pour 2,8M€ au budget 2025.

Il est également à noter que l'**organisation du concours d'entrée** génère un surcoût de **0,5M€** à la charge de l'École, qui bénéficie d'une dotation du MESR de seulement 0,5M€ et génère des recettes propres de 0,1M€ pour des dépenses 2025 évaluées à 1,1M€.

La **charge d'amortissement non neutralisée** représente un total de 4,1M€ sur la section de fonctionnement au BI 2025. Elle augmente de 0,7M€ par rapport à la prévision du BR 2024. Cette hausse s'explique par la sortie des travaux et du matériel non complètement amortis du gymnase et de la résidence Debourg, du fait des travaux portés par le CROUS qui vont commencer à l'été 2025. Elle s'explique également par la prise en compte des annuités complètes des acquisitions réalisées par l'établissement avant 2025, mais aussi en tenant compte d'une durée d'amortissement alignée sur celle des contrats, lorsque ceux-ci financent l'amortissement plutôt que l'achat de l'équipement.

L'inflation constante depuis plusieurs années fait augmenter mécaniquement les charges de fonctionnement, sans que la dotation de SCSP ne soit augmentée en conséquence.

Le tableau ci-dessous recense le cumul des surcoûts non compensés et pris en charge par l'établissement depuis 2021. Ce sont ainsi plus de 13,5M€ de coûts supplémentaires que l'ENS de Lyon a dû supporter depuis 2021 et qui ont contribué à la dégradation des indicateurs.

	Exécution 2021	Exécution 2022	Exécution 2023	BR 2024	BI 2025	TOTAL cumulé des surcoûts à la charge de l'établissement depuis 2021
<b>Fluides</b>			2 034 603 €	1 785 000 €	954 952 €	<b>4 774 555 €</b>
<b>Primes pouvoir d'achat</b>			1 095 838 €			<b>1 095 838 €</b>
<b>SMIC</b>	113 000 €	654 818 €	713 747 €	1 005 439 €	1 005 439 €	<b>3 492 443 €</b>
<b>Mesures indiciaires</b>		1 571 723 €	428 746 €	1 115 647 €	1 035 647 €	<b>4 151 763 €</b>
	<b>113 000 €</b>	<b>2 226 541 €</b>	<b>4 272 934 €</b>	<b>3 906 086 €</b>	<b>2 996 038 €</b>	<b>13 514 599 €</b>

### 5.3.2 La capacité d'autofinancement (CAF) du BI 2025

#### De quoi parle-t-on ?

La **capacité d'autofinancement** (CAF) correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'établissement et dont il pourrait disposer pour couvrir ses autres besoins. Elle mesure donc la capacité de ce dernier à financer, sur ses propres ressources, les besoins liés à son existence, tels que les investissements ou les remboursements de dettes.

#### Calcul (méthode additive) :

##### Résultat Net Comptable

- + Charges calculées (amortissements et provisions)
- Reprise sur charges calculées (reprises sur amortissements - dotation sur amortissements)
- + Valeur Nette Comptable d'éléments d'Actif Cédés
- Produits de Cession d'éléments d'Actif
- Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice

L'établissement présente une insuffisance d'autofinancement de **943 699€** au BI 2025.

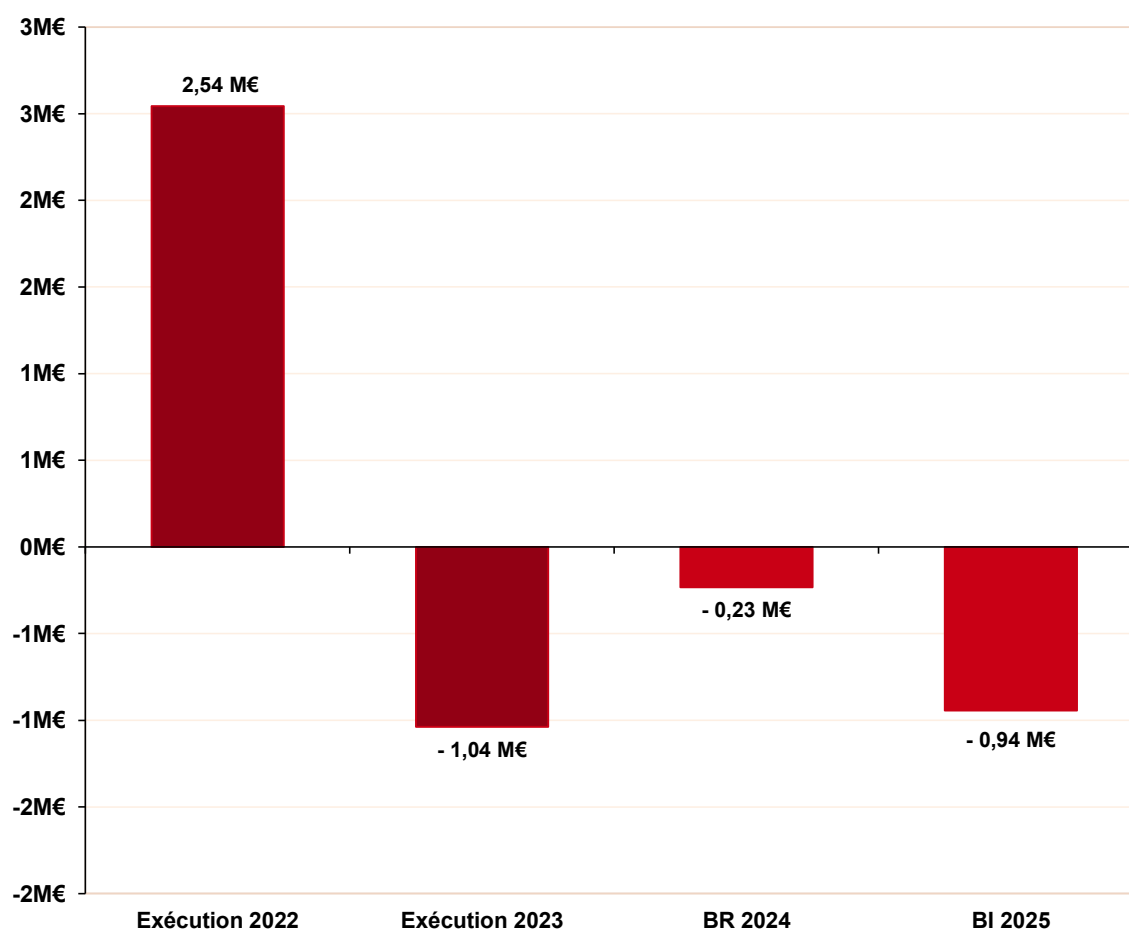


Figure 14 : évolution de la capacité d'autofinancement depuis le compte financier 2022 (CAF prévisionnelle en 2024 et 2025)

Cette insuffisance d'autofinancement découle du résultat prévisionnel déficitaire. L'annexe n°6 de situation patrimoniale montre que cette insuffisance d'autofinancement entraîne « mécaniquement » une diminution des ressources de l'établissement. L'ENS de Lyon ne peut donc pas couvrir l'ensemble de ses emplois (=dépenses d'investissement) et doit mobiliser son fonds de roulement pour y pallier.

### 5.3.3 Le fonds de roulement du BI 2025

#### De quoi parle-t-on ?

Le **fonds de roulement** constitue un excédent de ressources stables qui va permettre de financer une partie des besoins à court terme de l'établissement appelés autrement besoins en fonds de roulement.

En comptabilité budgétaire, il correspond à la somme des excédents que l'établissement a dégagé au cours du temps.

**Calcul** = Ressources stables (capitaux propres et provisions) – Actifs stables (actif immobilisé)

Si le fonds de roulement est positif, l'équilibre financier est donc respecté et l'établissement dispose grâce au fonds de roulement d'un excédent de ressources stables qui lui permettra de financer ses autres besoins de financement à court terme.

Le résultat déficitaire et l'insuffisance d'autofinancement ont une répercussion sur le fonds de roulement de l'établissement qui ne peut pas couvrir l'ensemble de ses emplois par ses seules ressources.

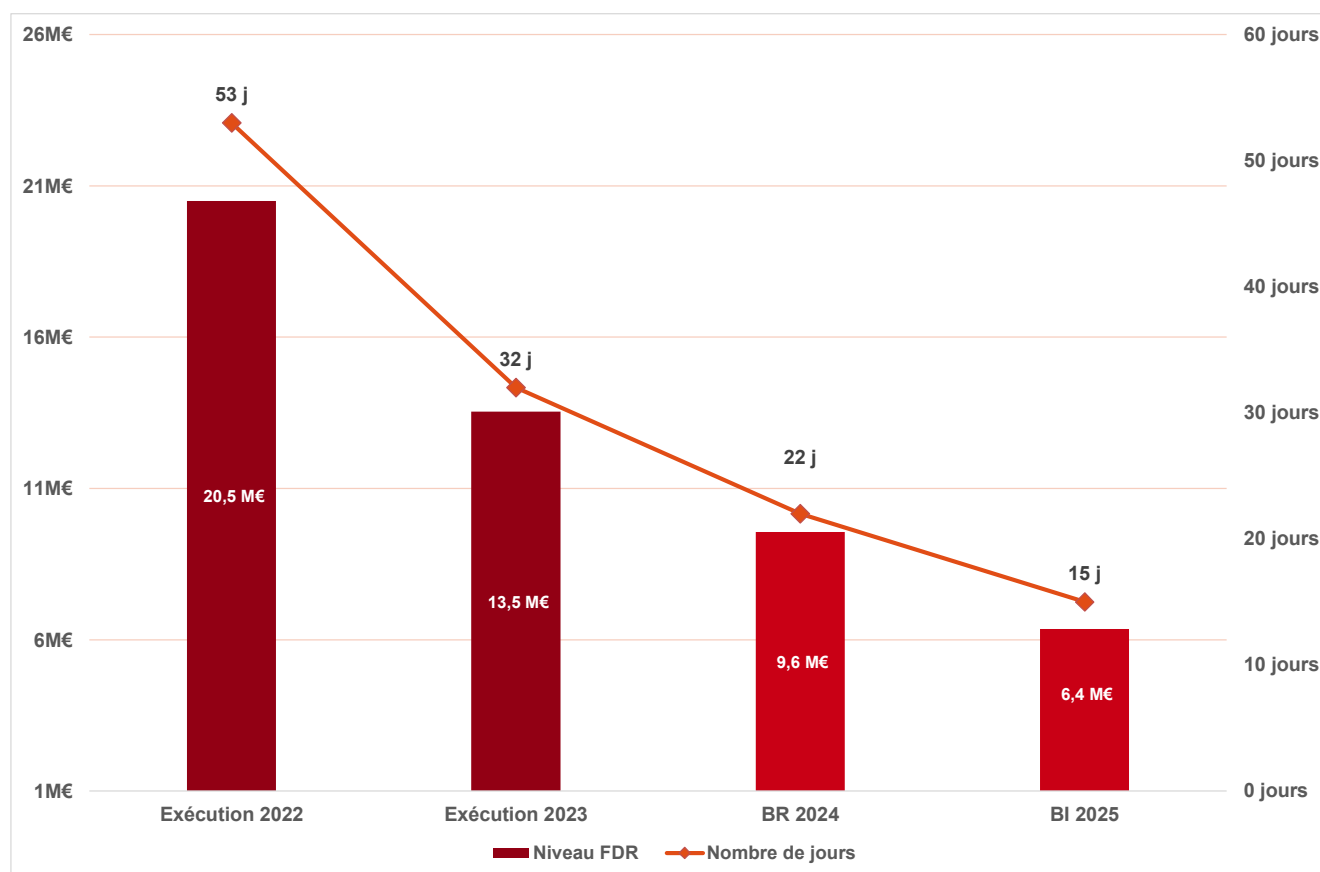
Pour rappel, le fonds de roulement a été prélevé de 1,22M€ en 2022, de 6,95M€ en 2023 et devrait l'être à hauteur de 3,98M€ au BR 2024 en raison principalement des charges exogènes supplémentaires : surcoûts énergétiques et mesures salariales gouvernementales partiellement ou non compensées par le MESR.

L'ENS de Lyon est contrainte de prévoir un nouveau prélèvement sur son fonds de roulement au BI 2025 : 3,2M€. Dans la continuité des deux exercices précédents, ce prélèvement est nécessaire afin d'absorber les surcoûts énergétiques et les mesures salariales partiellement compensées venant se cumuler avec les précédentes.

Le niveau du fonds de roulement de l'établissement est ainsi évalué à **6 356 353€** au 31/12/2025 **soit 15 jours de fonctionnement**.

Dans son courrier du 6 novembre 2023, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle a précisé aux établissements que le niveau de fonds de roulement pourra être temporairement abaissé en-dessous du seuil prudentiel de 15 jours.

Avec une prévision de 15 jours de fonctionnement fin 2024, l'ENS de Lyon continue de faire face à une situation inédite, qui mobilise toute l'attention de l'établissement.



**Figure 15 : évolution du fonds de roulement depuis le compte financier 2022 (prévisions en 2024 et 2025)**

Cette conjoncture exceptionnelle rend quasi inexistant le fonds de roulement mobilisable pour des projets d'investissement pluriannuels.

L'École n'a pas d'autre choix que de contenir ses investissements (hors contrats de recherche et formation fléchés) et de rechercher des financements pour pouvoir lancer les opérations notamment immobilières, qui sont nécessaires au maintien des infrastructures et essentielles à la conduite des missions de l'École dans les années à venir.

### 5.3.4 Les ratios en comptabilité générale

Les ratios présentés sont des indicateurs d'analyse dont le ministère de l'action et des comptes publics recommande l'usage dans la circulaire des opérateurs transmise à chaque ministère. Le rectorat de l'académie de Lyon s'appuie également sur ces ratios afin d'apprécier la trajectoire financière et budgétaire de notre établissement.

Pour précision, certains de ces ratios sont déjà intégrés dans le corps de ce rapport et n'apparaissent donc pas dans ce paragraphe, comme le fonds de roulement en nombre de jours par exemple.

Les données utilisées pour calculer ces ratios sont celles issues du tableau 6 de situation patrimoniale, qui se trouve parmi les annexes réglementaires de ce rapport.

#### 5.3.4.1 Poids des charges décaissables de fonctionnement général

Ce ratio mesure l'évolution dans le temps du poids relatif des charges de fonctionnement décaissables, hors charges de masse salariale. Il se calcule de la manière suivante : charges décaissables de fonctionnement / produits encaissables.

2022	2023	BR 2024	BI 2025
27,2%	26,9%	26,2%	25,6%

Le poids des charges de fonctionnement est élevé depuis 2017 en raison du transfert de l'Etat des financements relatifs aux CDSN, dont une grande partie est reversée en fonctionnement aux établissements dans lesquels les doctorants vont effectuer leur thèse. Depuis 2022, le surcoût des charges énergétiques est venu également augmenter ce ratio qui tend à la baisse en 2025.

#### 5.3.4.2 Dépendance aux financements de l'État

Cet indicateur mesure la dépendance de l'établissement à la subvention pour charges de service public et aux éventuelles autres subventions de l'État. Il se calcule de la manière suivante : ressources propres encaissables / produits encaissables. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 13% et 15%, et une alerte s'il est inférieur à 13%.

2022	2023	BR 2024	BI 2025
17,1%	17,8%	18,9%	14,5%

Les ressources propres encaissables représentent 14,5% des produits encaissables au BI 2025. La dépendance de notre établissement aux financements de l'Etat demeure élevée, la subvention pour charges de service public (SCSP) étant la principale ressource de l'École.

### 5.3.4.3 Taux de déficit

Ce ratio éclaire sur l'envergure du résultat de l'établissement. Le mode de calcul pour déterminer cet indicateur est le suivant : résultat / total des recettes de la classe 7.

2022	2023	BR 2024	BI 2025
-0,6%	-2,7%	-2,0%	-3,1%

Cet indicateur est négatif en 2025, comme en 2022, 2023 et au BR 2024. Il se situe sous le seuil d'alerte. Cela s'explique par la prévision du résultat déficitaire.

### 5.3.4.4 Poids des charges de personnel

Ce ratio, appelé aussi taux de saturation, permet de mesurer le poids des charges de personnel par rapport à l'ensemble des produits encaissables de l'établissement. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 82% et 83%, et une alerte s'il dépasse 83%.

2022	2023	BR 2024	BI 2025
73,4%	73,8%	73,8%	75,0%

Le poids des charges de personnel est sous le seuil des 76% depuis 2017. Cet indicateur est toutefois à analyser avec précaution. En effet, le transfert des financements des CDSN par l'Etat augmente les produits de l'établissement, mais les dépenses de masse salariale n'augmentent pas en miroir puisque les versements aux établissements partenaires sont réalisés en fonctionnement.

### 5.3.4.5 Taux d'autofinancement

Ce ratio permet de mesurer l'amélioration ou la dégradation de la capacité d'autofinancement (CAF) par rapport à l'ensemble des produits encaissables. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 0,5% et 1%, et une alerte s'il est en dessous de 0,5%.

2022	2023	BR 2024	BI 2025
1,8%	-0,7%	-0,2%	-0,6%

Le taux d'autofinancement prévu au BI 2025 est négatif comme en 2023 et au BR 2024, ce qui est la conséquence du résultat déficitaire. Ce taux dépasse les seuils de vigilance et d'alerte.

## 6. Annexes réglementaires : liasse budgétaire

### 6.1 Annexe 1 : tableau des emplois

TABLEAU DES EMPLOIS

TABLEAU DES EMPLOIS - BUDGET INITIAL 2025					
CATEGORIES D'EMPLOIS	NATURE DES EMPLOIS		EMPLOIS - ARTICLE L712-9	NOMBRE D'EMPLOIS	
			EN ETPT	AUTRES EMPLOIS	EN ETPT
ENSEIGNANTS, ENSEIGNANTS-CHERCHEURS, CHERCHEURS	PERMANENTS	TITULAIRES	232,3	-	232,3
		CDI	1,0	-	1,0
	NON PERMANENTS	CDD	209,0	128,6	337,6
SOUS TOTAL EC			442,3	128,6	570,9
ELEVES FONCTIONNAIRES STAGIAIRES					
BIATSS	PERMANENTS	TITULAIRES	887,7	-	887,7
		CDI	403,9	-	403,9
	NON PERMANENTS	CDD	43,9	-	43,9
SOUS TOTAL BIATSS			81,5	42,2	123,7
TOTAL			529,3	42,2	571,5
TOTAL			1 859,3	170,8	2 030,1
PLAFOND DES EMPLOIS FIXÉS PAR L'ÉTAT			1 983		
AUTRES EMPLOIS			170,8		
PLAFOND GLOBAL DES EMPLOIS PROPOSÉ AU CONSEIL D'ADMINISTRATION			2 030,1		



## 6.2 Annexe 2 : tableau des autorisations budgétaires

**TABLEAU 2**  
**Autorisations budgétaires Budget initial**

Date d'exécution	01/01/2025
Établissement	Ecole normale supérieure de Lyon
Niveau d'agrégation	Agrégé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES						RECETTES					
	Montants Budget N-1 (dernier BR ou le B / s / pas de BR voté)			Montants prévision d'exécution N-1			Montants Budget initial N				
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	Montants prévision d'exécution N-1	Montants Budget initial N	
Personnel	115 801 938	115 801 698	115 000 000	115 000 000	115 344 638	115 344 638			143 109 528	140 097 319	Recettes globalisées
dont contributions employeur au CAS Pension	32 255 546	32 255 546	32 255 546	32 255 546	33 047 125	33 047 125			130 835 382	130 612 064	Subvention pour charges de service public
									0	0	Subvention pour charges d'investissement
									0	0	Autres financements de l'état
									169 176	169 176	Facilité affectée
Fonctionnement	41 131 074	40 385 193	39 500 000	38 000 000	37 101 938	38 234 000			4 273 074	3 502 004	Autres financements publics
									7 384 954	5 676 151	Recettes propres
Intervention											
									13 061 000	12 172 553	Recettes flechées*
									0	0	Subvention pour charges d'investissement flechée
									832 772	550 000	Autres financements de l'état flechés
Investissement	4 970 925	6 194 621	4 500 000	5 850 000	8 547 238	5 298 074			13 983 516	11 397 893	Autres financements publics flechés
									1 167 767	1 000 000	Recettes propres flechées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	161 903 897	162 392 712	159 000 000	158 850 000	161 998 814	159 937 732			158 652 611	156 169 528	152 270 272 TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)	0	0	0	0	0				3 740 101	2 890 472	7 667 460 SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

<sup>1)</sup> Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fêchées"

## 6.3 Annexe 3 : tableau des dépenses par destination et des recettes par origine

Tableau 3 - MESR  
Dépenses par destination et recettes par origine

BUIBR N°	BI 2025
Date exécutoire	01/01/2025
Etablissement	Ecole normale supérieure de Lyon
Niveau d'aggrégation	Détailé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

### POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme									
	Personnel		Fonctionnement		Intervention (le cas échéant)		Investissement		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue (a) + (b) + (c)	25 639 281	25 639 281	14 352 620	13 807 405	0	0	105 207	105 207	40 117 108	39 571 935
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence (a)	1 137 467	1 137 467	415 500	415 500					1 552 967	1 552 967
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master (b)	18 090 351	18 090 351	1 117 880	1 117 880			105 207	105 207	19 313 438	19 313 438
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat (c)	6 431 463	6 431 463	12 819 240	12 274 025					19 250 703	18 705 488
D105 - Bibliothèques et documentation	5 526 399	5 526 399	1 018 498	1 018 498			12 000	12 000	6 556 897	6 556 897
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	4 747 990	4 247 990	2 324 500	2 365 091			4 952 750	1 813 025	11 525 240	8 426 106
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	2 733 770	2 733 770	437 119	446 885			20 000	20 000	3 190 889	3 200 555
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	4 894 535	4 894 535	1 143 818	1 154 813			599 839	608 839	6 638 192	6 639 187
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies		0							0	0
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	1 450 868	1 450 868	365 171	368 408			137 500	137 500	1 953 639	1 956 876
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	8 275 727	8 275 727	951 707	951 756			16 300	16 300	9 243 734	9 243 783
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	4 442 088	4 442 088	3 000 433	3 013 785			727 460	727 460	8 169 981	8 183 333
D113 - Diffusion des savoirs et musées	2 611 543	2 611 543	142 863	196 693			70 000	70 000	2 824 406	2 878 236
D114 - Immobilier	1 645 761	1 645 761	7 359 918	8 300 892			1 632 382	1 463 827	10 638 061	11 414 480
D115 - Pilotage et support	53 605 065	53 605 065	5 099 889	5 760 452			243 800	163 800	58 940 754	59 529 317
Étudiants	1 251 511	1 251 511	905 402	905 402	0	0	30 000	160 056	2 186 913	2 316 969
D201 - Aides directes aux étudiants	108 200	108 200	581 802	581 802					690 002	690 002
D202 - Aides indirectes		0							0	0
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	1 143 311	1 143 311	323 600	323 600			30 000	160 056	1 498 911	1 626 967
Total	116 344 638	116 344 638	37 101 938	38 294 080	0	0	8 547 238	5 298 014	161 993 814	159 837 732

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Budget	Recettes de l'organisme											
	Recettes globalisées						Recettes fléchées					Total
	Subvention pour charges de service public	Subvention pour charges d'investissement	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Subvention pour charges d'investissement fléchée	Autres financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées		
Subvention pour charges de service public	130 612 964										130 612 964	
Droits d'inscription						679 000					679 000	
Formation continue, diplômes propres et VAE						145 000					145 000	
Taxe d'apprentissage						40 000					40 000	
Contrats et prestations de recherche hors ANR						684 117				21 629	705 746	
Valorisation						100 000					100 000	
ANR investissements d'avenir					50 000				4 411 918		4 461 918	
ANR hors investissements d'avenir					1 348 920				3 666 082		5 015 002	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région									713 748		713 748	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne									1 933 625		1 933 625	
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres					2 090 684	3 000		40 695	672 520		2 806 899	
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs										712 736	712 736	
Autres recettes				105 000	13 000	4 225 634					4 343 634	
Total	130 612 964	0	0	105 000	3 502 604	5 876 751	0	40 695	11 397 893	734 365	152 270 272	
La liste des destination est susceptible d'être modifiée par le ministre chargé de l'enseignement supérieur											(C)	
SOIDE BUDGETAIRE (déficit)											7 667 460	

(C)  
La liste des destination est susceptible d'être modifiée par le ministre chargé de l'enseignement supérieur

## 6.4 Annexe 4 : tableau d'équilibre financier

**TABEAU 4**  
**Equilibre financier Budget initial**

Budget	Budget Initial			
Date exécutoire	01/01/2025			
Date du CA ayant voté le dernier BR ou le BI si pas de BR voté	15/10/2024			
Etablissement	Ecole normale supérieure de Lyon			
Niveau d'agrégation	Agrégé			
POUR VOTE DE L'ORGANE DELIBERANT				
BESOINS				
	Montants Budget N-1	Montants prévision d'exécution N-1	Montants Budget initial N	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	3 740 101	2 680 472	7 667 460	
dont solde budgétaire budget principal	3 740 101	2 680 472	7 667 460	
dont solde budgétaire budget annexe				
dont solde budgétaire budget du SAIC				
dont solde budgétaire BAI				
dont solde budgétaire SIE				
dont ... (à personnaliser le cas échéant)				
FINANCEMENTS				
	Montants Budget N-1	Montants prévision d'exécution N-1	Montants Budget initial N	
	0	0	0	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
				dont solde budgétaire budget principal
				dont solde budgétaire budget annexe
				dont solde budgétaire budget du SAIC
				dont solde budgétaire BAI
				dont solde budgétaire SIE
				dont ... (à personnaliser le cas échéant)
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	205 000	205 000	205 000	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	4 753 354	4 753 354	3 972 571	3 668 171 Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements non budgétaires (e1)				Autres encaissements non budgétaires (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=(D2)+(b1)+(c1)+(e1)	8 698 455	7 648 826	11 845 031	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=(D1)+(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (I)=(2)-(1)	0	0	0	7 981 660 PRELEVEMENT de la trésorerie (I)=(1)-(2)
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***	2 760 103	926 048		2 098 800 dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	0	0		5 883 060 dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)			8 698 455	7 648 826
TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)			11 845 031	11 845 031

(\*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(\*\*) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(\*\*\*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

6.5 Annexe 5 : tableau des opérations pour compte de tiers

TABLEAU 5  
Opérations pour compte de tiers

Budget (BIBR n°...)	BI 2025
Date exécutoire	01/01/2025
Etablissement	Ecole normale supérieure de Lyon
Niveau d'agrégation	Agrégé

Créer un "regroupement d'opération pour compte de tiers" pour chacune des lignes de votre TIS actuel. Aussi, bien distinguer :  
\* Le bouton "Ajouter un regroupement d'opérations" : permet d'ajouter un nouveau regroupement d'opération pour compte de tiers (nouveau couple "code/libellé" d'OPCT) sur lequel N comptes comptables ont normalement déjà été attachés par vos soins dans "gfc-Compta > Gestion du plan de compte". Votre tableau finalisé doit présenter tous les regroupements d'OPCT paramétrés par vos soins dans "gfc-Compta > Gestion des codes opérations pour compte de tiers". Le regroupement "TVA - OPCT pour tous les flux de trésorerie de TVA" est réglementaire, obligatoire, unique et non modifiable (source DCEFP) : il est donc "verrouillé" et figure d'office dans la maquette proposée.  
\* Le bouton "+", "en bout de ligne" : permet seulement d'ajouter un n° de compte supplémentaire au sein du regroupement d'opération pour compte de tiers concerné. Votre fichier finalisé devra donc comporter autant de lignes qu'il y a de comptes rattachés à un regroupement d'OPCT dans gfc-Compta.

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Ajouter un regroupement d'opérations

Contrôlier ma saisie

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	N° compte	Libellé du regroupement d'opérations	Débit (c1)	Crédit (c2)
TVA	445	OPCT pour tous les flux de trésorerie de TVA	3 000 000	2 700 000
Bourses aide à la mobilité internationale	4671	AMI	60 000	45 600
Inscriptions banque d'épreuves littéraires	47312	BEL	664 000	664 000
Retraite additionnelle de la fonction publique	47311	RAFP	10 000	10 000
Reversements partenariats - contrats de	4675	Reversements	238 571	
Reversements partenariats - contrats de	4434	Reversements		238 571
TOTAL			3 972 571,00	3 658 171,00

+

+

+

+

+

+

-

-

-

-

-

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"

## 6.6 Annexe 6 : tableau de situation patrimoniale

TABLEAU 6  
Situation patrimoniale Budget initial

Budget	Budget Initial
Date exécutoire	01/01/2025
Date du CA ayant voté le dernier BR ou le BI si pas de BR voté	15/10/2024
Etablissement	Ecole normale supérieure de Lyon
Niveau d'agrégation	Agrégé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

## POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

## Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants Budget N-1	Montants prévision d'exécution N-1	Montants Budget initial N	PRODUITS	Montants Budget N-1	Montants prévision d'exécution N-1	Montants Budget initial N
Personnel	114 371 710	113 771 710	114 923 612	Subventions de l'Etat	131 404 701	131 504 701	130 946 566
dont charges de pensions civiles*	32 255 546	32 255 546	33 047 125	Fiscalité affectée	169 176	169 176	105 000
Fonctionnement autre que les charges de personnel	49 767 352	49 114 984	55 269 040	Autres subventions	13 779 083	13 069 083	13 964 821
Intervention (le cas échéant)				Autres produits	15 543 828	15 543 828	20 098 656
TOTAL DES CHARGES (1)	164 139 062	162 886 694	170 192 652	TOTAL DES PRODUITS (2)	160 896 768	160 326 768	165 115 043
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	0	0	0	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	3 242 274	2 559 906	5 077 609
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	164 139 062	162 886 694	170 192 652	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) - (3) = (2) + (4)	164 139 062	162 886 694	170 192 652

\* Il s'agit des sous-catégories de comptes prises parmi les contributions employeur au CAS Pensions

## Calcul de la capacité d'autofinancement

Montants Budget N-1	Montants prévision d'exécution N-1	Montants Budget initial N
-3 242 274	-2 559 906	-5 077 609
9 002 800	9 002 800	15 952 305
400 000	440 000	0
5 593 842	5 593 842	11 818 395
-233 316	409 052	-943 699
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)		

## Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants Budget N-1	Montants prévision d'exécution N-1	Montants Budget initial N	RESSOURCES	Montants Budget N-1	Montants prévision d'exécution N-1	Montants Budget initial N
Insuffisance d'autofinancement	233 316	0	943 699	Capacité d'autofinancement	0	409 052	0
Investissements	5 718 305	5 718 305	4 687 569	Financement de l'actif par l'Etat			3 000
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	1 954 903	1 954 903	2 024 425
Remboursement des dettes financières	205 000	205 000	205 000	Autres ressources	12 562	12 562	380 960
TOTAL DES EMPLOIS (5)	6 156 621	5 932 305	5 816 268	Augmentation des dettes financières	205 000	205 000	205 000
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	0	0	0	TOTAL DES RESSOURCES (6)	2 172 465	2 581 517	2 612 485
				Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	3 984 156	3 341 768	3 203 783

## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

## Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Montants Budget N-1 (6) ou BR)	Montants prévision d'exécution N-1 (estimation ou dernier BR)	Montants Budget initial N
Variation du FONDS DE ROULEMENT - AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	-3 984 156	-3 341 768	-3 203 783
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRÉSORERIE)	-537 897	-945 252	4 778 077
Variation de la TRÉSORERIE : ABOUSSEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	-3 446 159	-2 396 536	-7 981 860
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	9 560 136	10 202 504	6 356 353
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-14 069 417	-14 476 672	-9 291 340
Niveau final de la TRÉSORERIE	23 629 553	24 679 176	15 647 693

\* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

## 6.7 Annexe 7 : tableau présentant le plan de trésorerie

TABLEAU 7  
Plan de trésorerie

Budget (BIBR n°...)	81 2025
Date exécutoire	01/01/2025
Echelle	Echelle normale supérieure de Lyon
Niveau d'aggrégation	Détailé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

## POUR INFORMATION DE L'ORGANISME DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
<b>ENCAISSEMENTS</b>													
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	23 429 553	46 409 731	36 485 762	26 423 309	45 563 361	35 542 733	22 218 799	53 792 173	43 751 036	30 236 660	39 750 573	27 222 012	430 755 603
<b>Recettes budgétaires globalisées</b>													
Subvention pour charges de service public	32 709 640	1 130 888	769 695	33 463 931	1 083 176	521 823	48 853 706	532 808	123 961	20 415 876	525 593	1 948 186	140 097 319
Subvention pour charges d'investissement	32 653 241			32 653 241			45 714 537			19 591 945			130 612 954
Autres financements de l'Etat													0
Fiscalité affectée	52 500						52 500						105 000
Autres financements publics	603 278		540 800	168 711	643 000	103 000	763 564	244 972	60 000	58 000	93 279	228 000	3 592 604
Recettes propres	3 899	527 610	228 895	663 979	440 176	418 823	323 055	287 846	63 996	765 932	432 314	1 720 186	5 975 751
<b>Recettes budgétaires flechées</b>	1 550 714	453 844	1 118 095	457 793	632 462	1 320 484	238 984	52 291	908 395	2 395 851	1 757 731	1 286 310	12 172 953
Subvention pour charges d'investissement flechées													0
Autres financements de l'Etat flechés	1 527 736	448 844	1 021 779	129 562	632 462	1 215 959	238 984	52 291	857 665	2 307 386	1 678 915	1 288 310	11 307 803
Autres financements publics flechés	22 978	5 000	96 316	328 231	0	104 525	0	0	10 035	68 465	78 816	0	734 365
Recettes propres flechées	662 417	1 215 028	50 721	30 692	541 886	47 336	21 796	548 818	88 668	19 953	557 558	79 516	3 663 171
<b>Opérations non budgétaires</b>													
Emprunts : encassements en capital													0
Prêts : encaissement en capital													0
Dépôts et cautions	7 735	2 097	0	1 048	0	337	409	134 837	53 915	3 539	361	723	205 000
Opérations au nom et pour le compte de tiers	654 692	1 212 931	50 721	29 644	541 886	47 000	21 388	414 991	32 753	16 395	557 197	78 594	3 668 171
TVA encasée		966 075	48 288	29 644	505 098	47 000	21 388	410 952	31 247	15 638	556 287	78 402	2 700 009
Disponibilité d'intervention pour compte de tiers : encassements	654 692	256 556	2 433	0	36 786	0	0	4 029	1 506	756	929	191	958 171
Autres opérations au nom et pour le compte de tiers													0
Autres encassements d'opérations non budgétaires													0
<b>A. TOTAL</b>	34 922 770	2 799 760	1 838 511	33 972 417	2 257 524	1 889 643	47 114 486	1 134 917	1 119 060	22 831 660	2 840 882	3 311 812	156 133 443
<b>DECAISSEMENTS</b>													
<b>Dépenses liées à des recettes globalisées</b>													
Personnel	11 024 602	11 567 181	10 771 516	13 057 905	11 217 729	12 346 081	13 979 675	10 042 312	12 893 267	11 824 924	13 862 696	13 079 111	145 665 979
Fonctionnement	9 034 924	9 019 184	9 189 282	8 991 346	8 983 118	9 069 993	9 004 312	9 036 795	9 178 279	9 166 236	9 173 597	9 309 298	109 156 354
Intervention	1 842 107	2 380 335	1 482 551	3 850 229	2 018 236	3 175 564	4 442 256	937 048	3 502 590	2 458 747	4 529 597	3 112 905	33 734 156
Investissement	147 572	167 662	99 683	216 330	216 374	99 594	531 106	68 409	212 307	199 941	159 521	656 906	2 775 469
<b>Dépenses liées à des recettes flechées</b>													
Personnel	942 821	916 998	1 095 651	1 288 534	1 101 963	2 031 395	1 240 989	968 479	1 328 794	1 187 901	1 072 941	1 108 286	14 271 753
Fonctionnement	616 497	619 377	596 462	592 033	614 550	626 398	584 139	574 100	620 800	582 951	554 646	607 721	7 188 284
Intervention	208 926	195 459	281 968	575 933	310 352	586 059	399 913	211 053	351 920	553 356	509 442	377 938	4 559 924
Investissement	120 395	102 162	217 191	90 997	177 062	818 939	256 937	204 327	354 074	51 982	8 853	120 627	2 523 545
<b>Opérations non budgétaires</b>													
Emprunts : remboursements en capital	175 198	229 550	143 797	516 925	258 360	537 121	320 449	144 264	393 574	324 923	433 895	700 733	4 177 571
Prêts : décaissements en capital													0
Dépôts et cautions	10 059	8 802	8 350	0	44 990	52 914	63 177	7 693	3 764	1 437	1 906	1 906	205 000
Opérations au nom et pour le compte de tiers	165 109	220 748	135 447	516 925	213 371	484 207	257 272	136 570	389 910	323 486	431 899	698 827	3 972 571
TVA décaisée	165 109	215 948	130 647	272 065	198 971	483 007	256 072	136 570	385 910	180 659	260 156	315 166	3 000 009
Disponibilité d'intervention pour compte de tiers : décaissements	0	4 800	4 800	243 940	14 400	1 200	1 200	0	4 000	142 827	171 743	383 861	972 571
Autres opérations au nom et pour le compte de tiers													0
Autres décaissements d'opérations non budgétaires													0
<b>B. TOTAL</b>	12 142 592	12 713 730	12 012 964	14 832 464	12 578 052	14 913 577	15 541 112	11 176 055	14 613 435	13 337 748	15 369 442	14 888 131	164 115 303
<b>(2) SOLDE DU MOIS = A - B</b>	22 780 178	-9 913 970	-10 072 453	19 139 953	-10 320 528	-13 023 934	-31 573 374	-10 041 137	-13 484 376	9 493 912	-12 528 561	-11 574 319	-7 981 860
<b>SOLDE CUMULE (1) - (2)</b>	46 409 731	36 485 762	26 423 309	45 563 361	35 542 733	22 218 799	53 792 173	43 751 036	30 236 660	39 750 573	27 222 012	15 647 693	

## 6.8 Annexe 8 : tableau des opérations liées aux recettes fléchées

**TABLEAU 8**  
Opérations liées aux recettes fléchées

Budget (BI/BR n°...)	<b>BI 2025</b>
Date exécutoire	<b>01/01/2025</b>
Etablissement	Ecole normale supérieure de Lyon
Niveau d'agrégation	Agrégé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

### POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3 et suivantes	TOTAL
<b>Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)</b>		11 390 507	9 291 707	5 825 880	6 199 514	
<b>Recettes fléchées (b)</b>	<b>55 679 336</b>	<b>12 172 953</b>	<b>10 166 008</b>	<b>6 307 378</b>	<b>2 698 078</b>	<b>87 023 753</b>
Subvention pour charges d'investissement (SCI) fléchée						0
Autres financements de l'État fléchés	1 237 768	40 695	72 987	44 500	0	1 395 950
Autres financements publics fléchés	48 849 799	11 397 893	9 844 889	6 177 199	2 606 019	78 875 799
Recettes propres fléchées	5 591 769	734 365	248 132	85 679	92 059	6 752 004
<b>Dépenses sur recettes fléchées CP (c)</b>	<b>44 288 829</b>	<b>14 271 753</b>	<b>13 631 835</b>	<b>5 933 744</b>	<b>2 666 269</b>	<b>80 792 430</b>
Personnel						
AE=CP	22 977 872	7 188 284	6 816 389	3 679 773	1 544 406	42 206 724
Fonctionnement						
AE	11 630 507	4 486 868	3 321 038	2 207 860	1 071 863	22 718 136
CP	11 428 561	4 559 924	3 369 050	2 168 971	1 071 863	22 596 369
Intervention						
AE						0
CP						0
Investissement						
AE	9 876 726	5 653 270	303 380	85 000	50 000	15 968 376
CP	9 882 396	2 523 545	3 446 396	85 000	50 000	15 987 337
<b>Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)</b>	<b>11 390 507</b>	<b>-2 098 800</b>	<b>-3 465 827</b>	<b>373 634</b>	<b>31 809</b>	<b>6 231 323</b>

Solde budgétaire N repris au tableau "Equilibre financier" en (a)



## 6.9 Annexe 9 : tableau agrégé des opérations pluriannuelles

Tableau 9 - EPSCP  
Tableau des opérations pluriannuelles prévision

Budget (BIBR n°...)	BI 2025
Date exécutoire	01/01/2025
Etablissement	Ecole normale supérieure de Lyon
Niveau d'agrégation	Détailé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

### POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

#### A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement				Crédits de paiement				Restes		
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	CP consommées au titre des années antérieures	CP reportées ou reprogrammées en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommés en fin d'année n (CP)
(1)	(2)	(3)	(4) < (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) < (7) - (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (1) - (3) - (6)	(13) = (8) + (6) - (11)
Total contrats de recherche	89 420 546	39 895 054	39 895 054	0	16 025 648	16 025 648	39 729 176	0	12 977 108	12 977 108	33 468 845	3 215 418
Total contrats de formation continue	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total contrats d'enseignement	57 605 729	34 980 384	34 980 384	0	13 797 624	13 797 624	18 084 537	0	13 252 409	13 252 409	8 827 721	17 441 062
Total programmes pluriannuels d'investissement	292 400	122 400	122 400	0	170 000	170 000	34 680	0	185 320	185 320	0	72 400
<b>Total</b>	<b>147 318 675</b>	<b>74 980 838</b>	<b>74 980 838</b>	<b>0</b>	<b>29 993 272</b>	<b>29 993 272</b>	<b>57 848 393</b>	<b>0</b>	<b>26 414 837</b>	<b>26 414 837</b>	<b>42 326 566</b>	<b>20 728 880</b>
Pour information, répartition de opérations pluriannuelles par enveloppes :												
Système personnel	22 977 872	22 977 872	22 977 872	0	7 188 284	7 188 284	22 977 872	0	7 188 284	7 188 284	#VALEUR	0
Système fonctionnement et intervention	147 026 775	43 312 232	43 312 232	0	17 041 777	17 041 777	26 244 836	0	16 577 748	16 577 748	86 671 265	17 532 426
Système investissement	292 400	8 707 734	8 707 734	0	5 763 210	5 763 210	8 625 684	0	2 648 005	2 648 005	-14 178 544	3 196 454

#### B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Auto financement	Financements extérieurs			Restes à encaisser
			Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements pour l'année n	Restes à encaisser	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
Total contrats de recherche	89 420 546	0	89 420 546	51 436 134	11 113 538	26 870 854
Total contrats de formation continue	0	0	0	0	0	0
Total contrats d'enseignement	57 605 729	0	57 605 729	20 931 407	13 466 246	23 178 076
Total programmes pluriannuels d'investissement	292 400	42 400	250 000	250 000	0	0
<b>Total</b>	<b>147 318 675</b>	<b>42 400</b>	<b>147 276 275</b>	<b>72 617 541</b>	<b>24 680 805</b>	<b>50 048 929</b>



## 6.10 Annexe 9bis : tableau de suivi des opérations immobilières

[illegible][illegible]

Opération	Nature	Cout total de l'opération
OPF-2020/011	Travaux aménagement bâtiment IAB	292 401 €
TOTAL opérations immobilières		292 401 €

## Suivi des opérations immobilières

**- Prévion d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement**

## - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Montant de l'opération envisagée	Montant netifié < N	Montant netifié N	Reste à financer	Financements extérieurs					Prévisions en N+1 et suivantes			
						Excassements antérieurs à N	Excassements prévus	Excassements de N	Excassements réalisés	Reste à financer	Excassements prévus en N+1	Excassements prévus en N+2	Excassements prévus > N+2	
0	Axe 1 - Développement durable bâtiment M6	(18)	(19a)	(19b)	(19c)	(20)	(21a)	(21b)	(21c)	(21d)	(23)	(24)	(25)	
		250 000 €		250 000 €		250 000 €								
		42 400 €												
								</						

**- Poids des opérations sur la trésorerie de l'établissement**

	Années antérieures à N	Année N	Année N+1	Année N+2	Total prélevement intégrale
0	-245 200 €	935 200 €	72 400 €	0 €	42 400 €
0	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
0	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total</b>	<b>-245 200 €</b>	<b>935 200 €</b>	<b>72 400 €</b>	<b>0 €</b>	<b>42 400 €</b>



## 6.12 Annexe 11 : tableau des unités mixtes de recherche

TABLEAU RETRACANT LES MOYENS DES UNITES DE RECHERCHE											
Unités	Moyens de l'établissement	MOYENS HORS BUDGET DE L'ETABLISSEMENT							IEP	Autres établissements	
		CNRS	INRA	INRIA	INSERM	UCBL	LYON2				
L11 - CHAM Histoire et Archéologie des Mondes Chrétiens et Musulmans Médiévaux UMR 5648	Fonctionnement						40 700 €			43 250 €	
	Personnel										
	Investissement										
	Fonctionnement						51 000 €		239 799 €		
L12 - EVS Environnement, Ville et Société UMR 5600	Personnel										
	Investissement										
	Fonctionnement										
	Personnel										
L15 - IAO Institut d'Asie Orientale UMR 5062	Investissement										
	Fonctionnement						69 500 €			29 000 €	
	Personnel										
	Investissement										
L14 - CMW Centre Max WEBER UMR 5040	Fonctionnement										
	Personnel						65 000 €				
	Investissement										
	Fonctionnement										
L16 - ICAR Interactions, Corpus, Apprentissages et Représentations UMR5191	Personnel										
	Investissement										
	Fonctionnement						56 000 €			58 140 €	
	Personnel										
L17 - LARHRA Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes (moderne et contemporaine) UMR 5190	Investissement										
	Fonctionnement						78 000 €			44 000 €	
	Personnel										
	Investissement						59 675 €			42 363 €	
L19 - TRIANGLE Action, Discours, Pensée politique et économique UMR 5206	Fonctionnement										
	Personnel										
	Investissement										
	Fonctionnement										
L21 - HISOMA Histoire et sources des Mondes Antiques UMR5189	Personnel										
	Investissement										
	Fonctionnement										
	Personnel										
L22 - CERGIC Center for Economic Research on Governance, Inequality and Conflict	Investissement										
	Fonctionnement										
	Personnel										
	Investissement										
L29 - IHRIM Institut d'Histoire des représentations et des idées dans les modernités UMR5037 + UMR5611	Fonctionnement						48 000 €			63 450 €	
	Personnel										
	Investissement										
	Fonctionnement										
S10 - LGL Laboratoire de Géologie de Lyon UMR 5570	Personnel										
	Investissement										
	Fonctionnement										
	Personnel										
S11 - GRAL Centre de Recherche Astrophysique de Lyon UMR 5574	Investissement										
	Fonctionnement										
	Personnel										
	Investissement										
S60 - LBMC Laboratoire de Biologie Moléculaire de la Cellule UMR 5239	Fonctionnement				88 700 €		50 000 €				
	Personnel										
	Investissement										
	Fonctionnement										
S61 - CIRI Centre International de Recherche en Infectiologie (UVH) U1111 - UMR5308	Personnel				862 000 €		170 000 €			215 700 €	
	Investissement										
	Fonctionnement										
	Personnel		30 000 €				50 000 €				
S62 - IGL Institut de Génétique Fonctionnelle de Lyon UMR 5242	Investissement										
	Fonctionnement		180 000 €				25 000 €				
	Personnel										
	Investissement										
S70 - UMPA Unité de Mathématiques Pures et Appliquées UMR 5669	Fonctionnement										
	Personnel			5 000 €							
	Investissement										
	Fonctionnement					49 000 €					
S71 - IUP Laboratoire de l'Informatique du Parallélisme UMR5668	Personnel										
	Investissement										
	Fonctionnement					33 000 €					
	Personnel										
S80 - Laboratoire de Physique UMR 5672	Investissement										
	Fonctionnement										
	Personnel										
	Investissement										
S81 - Laboratoire de Chimie UMR 5182	Fonctionnement										
	Personnel						32 500 €				
	Investissement										
	Fonctionnement						88 795 €				
S82 - FRE CRMN FRE 2034	Personnel										
	Investissement										

## 6.13 Tableau de synthèse budgétaire et comptable

**TABLEAU 12**  
Synthèse budgétaire et comptable

Budget (BI/BR n°...)	<b>BI 2025</b>
Date exécutoire	<b>01/01/2025</b>
Etablissement	Ecole normale supérieure de Lyon
Niveau d'agrégation	<b>Agrégé</b>

Du fait du besoin d'alignement entre le TSBCP et le PAP/RAP, et étant donné que ce dernier ne supporte pas les décimales, toute valeur décimale saisie dans le TSBCP ci-dessous sera automatiquement arrondie à l'entier (inférieur ou supérieur).

### POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		BI 2025
Niveaux initiaux	<b>1 Niveau initial de restes à payer nets des retraits d'engagements juridiques sur exercices antérieurs à N</b>	<b>47 812 923</b>
	<b>2 Niveau initial du fonds de roulement</b>	<b>9 560 136</b>
	<b>3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement</b>	<b>-14 069 417</b>
	<b>4 Niveau initial de la trésorerie</b>	<b>23 629 553</b>
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée	12 750 204
Flux de l'année	4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	10 879 349
	<b>5 Autorisations d'engagement</b>	<b>161 993 814</b>
	<b>6 Résultat patrimonial</b>	<b>-5 077 609</b>
	<b>7 Capacité d'autofinancement (CAF)</b>	<b>-943 699</b>
	<b>8 Variation du fonds de roulement</b>	<b>-3 203 783</b>
	<b>9 Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire</b>	
	<b>10 Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF</b>	<b>SENS 0</b>
	Variation des stocks	+ / -
	Charges sur créances irrécouvrables	-
	Produits divers de gestion courante	+
	<b>11 Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie</b>	<b>SENS 4 463 677</b>
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / - 3 433 861
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / - 1 029 816
	<b>12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11</b>	<b>-7 667 460</b>
	12.a Recettes budgétaires	152 270 272
	12.b Crédits de paiement ouverts	159 937 732
	<b>13 Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires</b>	<b>314 400</b>
	<b>14 Variation de la trésorerie = 12 - 13</b>	<b>-7 981 860</b>
	14.a dont variation de la trésorerie fléchée	-2 098 800
	14.b dont variation de la trésorerie non fléchée	-5 883 060
Niveaux finaux	<b>15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13</b>	<b>4 778 077</b>
	<b>16 Variation des restes à payer</b>	<b>2 056 082</b>
	<b>17 Niveau final de restes à payer</b>	<b>49 869 005</b>
	<b>18 Niveau final du fonds de roulement</b>	<b>6 356 353</b>
	<b>19 Niveau final du besoin en fonds de roulement</b>	<b>-9 291 340</b>
	<b>20 Niveau final de la trésorerie</b>	<b>15 647 693</b>
	20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	10 651 404
	20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	4 996 289

Comptabilité budgétaire  
Comptabilité générale

## 6.14 Document prévisionnel de gestion des emplois et des crédits de paiement (DPGECP)

### RCE - Annexe 3

Tableau 1 DPGECP 2025 suivi des emplois des EPSCP et l'EPA associés\* bénéficiant des RCE

Plafond d'emplois Etat notifié par la DGESP (en EPT) : 1 983  
 Plafond d'emplois validé au II (en EPT) : 2 030,1  
 dont plafond Etat : 0  
 Plafond d'emplois validé après dernier BR n° X (en EPT) : 0  
 dont plafond Etat : 0

N° BR à renseigner par l'établissement

	exercice 2024 (prévision d'exécution dans phase 1, exécution dans phase 2)	période janvier - avril exercice 2025 (prévision d'exécution dans phase 1, exécution dans phase 2)					période janvier - septembre exercice 2025 (prévision d'exécution dans phase 1, exécution dans phase 3)					période janvier - décembre exercice 2025 (prévision d'exécution dans phase 1, exécution dans phase 4)						
		stock EPT au 31 décembre 2024 (b)	Entrées (en EPT) (c)	Sorties (en EPT)		EPT (a+c- d) (4)	Entrées (en EPT) (f)	Sorties (en EPT)		EPT (h+e-f-g) (4)	Entrées sur 9 mois (i)	Sorties (en EPT)		EPT à la fin décembre 2025 (e-a-f-j) (4)				
				Total (a)	dont retraites (s)			Total (g)	dont retraites (r)			Total (j)	dont retraites (t)					
Emplois sous plafond Etat (1)	Titulaires	Budget initial	1 127,3	1 117,5	1,5	7,0	3,0	1 121,8	1 124,6	225,5	233,0	5,0	1 119,8	225,5	235,0	6,0	1 117,8	1 121,0
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)																
		Exécution	1 127,3															
	Non titulaires	Personnels BATS et autres personnels titulaires (2)		404,5	404,7	6,0	8,0	3,0	402,5	0,0				0,0				0,0
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)												404,5	120,0	10,5	4,5	403,9
		Exécution		404,5										404,5				0,0
	sous total titulaires	Budget initial	1 531,8	1 522,2	7,5	15,0	6,0	1 524,3	1 124,6	234,5	242,0	8,0	1 524,3	237,5	245,5	10,5	1 523,8	1 524,9
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	1 531,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
		Exécution	1 531,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Emplois sous plafond Etat (1)	Enseignants et enseignants chercheurs dont ATER et doctorants contractuels	Budget initial	208,0	203,6					208,0					208,3		211,0	209,0
Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)																		
Exécution																		
Non titulaires		Budget initial	185,5	182,1					184,5					184,5		187,5	185,5	
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)																
		Exécution		185,5														
Personnels BATS et autres personnels non titulaires		Budget initial	120,0	121,9					124,0					124,9		127,0	125,4	
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)																
		Exécution		120,0														
dont CDI		Budget initial	44,0	41,8					44,0	44,0		1,0		43,0	43,9	1,0	1,0	43,9
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)																	
	Exécution		44,0															
Emplois sous plafond 1	sous total non titulaires plafond 1	Budget initial	331,0	325,5					332,0					333,2		338,0	334,4	
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)																
		Exécution		331,0														
	Total plafond 1	Budget initial	1 862,8	1 847,7					1 843,6					1 843,6		1 847,8	1 857,3	
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	1 531,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
		Exécution	1 531,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Enseignants et enseignants chercheurs	Budget initial	128,0	112,1					131,4					130,9		129,5	128,0	
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)																
		Exécution		128,0														
	Personnels BATS et autres personnels non titulaires	Budget initial	59,7	55,3					48,9					45,5		30,7	42,2	
Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)																		
Exécution			59,7															
Emplois sous plafond 2 (ressources propres) (1 bis)	Non titulaires	Budget initial	0,0	0,0									0,0		0,0	0,0	0,0	
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)																
		Exécution		0,0														
	dont CDI (uniquement pour les EPSA)	Budget initial																
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)																
		Exécution																
	dont contrats aidés	Budget initial																
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)																
		Exécution																
	Total plafond 2	Budget initial	180,7	167,4					180,2					176,4		151,2	170,8	168,0
Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)																		
Exécution			180,7															
Total général (emplois remunérés par l'opérateur)	Titulaires	Budget initial	1 531,8	1 522,2	7,5	15,0	6,0	1 524,3	1 124,6	234,5	242,0	8,0	1 524,3	237,5	245,5	10,5	1 523,8	1 524,9
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	1 531,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
		Exécution	1 531,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Non titulaires plafonds 1 et 2	Budget initial	511,7	492,9					512,2					509,6		489,2	505,2	502,2
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)																
		Exécution		511,7														
	Total général	Budget initial	2 043,5	2 015,1					2 036,5					2 033,9		2 034,7	2 029,0	2 030,0
		Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)	1 531,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
		Exécution	1 531,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Dont fonctionnaires stagiaires des ENS	Budget initial	892,5	882,1					890,0					888,4		885,5	887,7	887,7
Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)																		
Exécution			892,5															
Dont emplois rattachés aux contrats de recherche (3) (plafond 2)	Budget initial	150,9	147,1					174,0					172,5		149,5	167,7	167,7	
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)																	
	Exécution		150,9															
Personnels en fonction dans l'établissement non remunérés par lui (mises à disposition ententes)	Budget initial	3,0	3,0					3,0					3,0		3,0	3,0	3,0	
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)																	
	Exécution		3,0															
Dont emplois Etat	Budget initial																	
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)																	
	Exécution																	

Tableau 2 DPGECP 2025 Suivi des dépenses de personnel des EPSCP et EPA RCE

Masse salariale Etat notifiée par la 117 542 589 €  
Masse salariale votée au BI  
(ou soumise au vote du CA) : 116 344 638 €  
Masse salariale globale votée après 0  
0

		Exercice 2024		Cumul (annuel) au 31 décembre 2025	écart BI 2025 - BI 2024	écart BI 2025 - exécution 2024
		Budget Initial	Dernière prévision d'exécution (phase 1 BI 2025) (5)			
Emplois sous plafond 1 (1)	Titulaires					
	Enseignants et enseignants chercheurs (dont fonctionnaires stagiaires pour les ENS stagiaires uniquement)	90 749 731	91 926 265	91 553 178	803 447	91 553 178
	Personnels BIATSS et autres personnels titulaires (2)					
	dont sous complémentaires (notamment ceux financés sur ressources propres)	1	1	1	0	1
	sous total titulaires	90 749 731	91 926 265	91 553 178	803 447	91 553 178
	Enseignants et enseignants chercheurs dont ATER et doctorants contractuels					
Emplois sous plafond 2 (1 bis)	Non titulaires					
	Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	13 980 878	13 522 545	14 613 482	632 604	14 613 482
	sous total non titulaires	13 980 878	13 522 545	14 613 482	632 604	14 613 482
	Total titulaires et non titulaires (plafond 1)	104 730 609	105 448 810	106 166 660	1 436 051	106 166 660
	Enseignants et enseignants chercheurs dont CDI (uniquement pour les EPSCP)					
	Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	7 608 894	7 518 963	7 625 148	16 254	7 625 148
Total général (emplois rémunérés par l'opérateur)	Total non titulaires (plafond 2)	7 608 894	7 518 963	7 625 148	16 254	7 625 148
	Titulaires					
	Enseignants et enseignants chercheurs	90 749 731	91 926 265	91 553 178	803 447	91 553 178
	Personnels BIATSS et autres personnels titulaires					
	Enseignants et enseignants chercheurs	21 589 772	21 041 508	22 238 630	648 858	22 238 630
	Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires					
Autres dépenses non ventilables par catégories d'emplois (3)	sous total non titulaires	21 589 772	21 041 508	22 238 630	648 858	22 238 630
	Total général	112 339 503	112 967 773	113 791 808	1 452 305	113 791 808
	Autres dépenses non ventilables par catégories d'emplois (3)	1 651 067	1 879 833	1 711 274	60 207	1 711 274
	Total des dépenses de personnel suivies dans OREMS (données pape OREMS en exécution)	113 990 570	114 847 606	115 503 082	1 512 512	115 503 082
	Autres dépenses non suivies dans OREMS (4)	954 092	954 092	841 556	-112 536	841 556
	Total des dépenses de personnel y compris celles non comptabilisées dans OREMS	114 944 662	115 801 698	116 344 638	1 399 976	116 344 638
dont fonctionnaires stagiaires ENS		37 179 107	37 179 107	37 543 437	364 330	37 543 437
dont dépenses de personnels sur contrats de recherche (6)		7 145 315	7 055 384	7 161 569	16 254	7 161 569



## RCE - Annexe 3

Tableau 3 DP GECF 2025 : Décomposition des facteurs d'évolution de la masse salariale entre 2024 et 2025 (en € en flux, modèle RCE)

Crédits de Masse Salariale Globale = Montant Initial en AE = CF	Prévision d'exécution ou d'exécution 2024 (1)	Correction de l'exécution (éléments exceptionnels non reductibles) (1b)	Extension en Année Plaine des mesures 2024 (2)										Mesures entrant en vigueur en 2025										Total des flux 2025	Total prévision 2025	Phase 1 : dernier budget voté en 2024	Ecart prévision 2025 : dernier budget voté en 2024 pour la phase 1 / 2025 phases 2,3,4 (XVIII-XI) (XVIII-XI)																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
			Obligatoires										Discretionnaires																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																														
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	XIII	XIV	XV	XVI	XVII	XVIII	XIX	XX	XXI	XXII	XXIII	XXIV	XXV	XXVI	XXVII	XXVIII	XXIX	XXX																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																											
Remunérations principales	58 444 533	0	-112 000	441 518	0	0	0	0	0	227 131	0	0	-10 085	-284 462	0	111 534	-16 352	634 674	59 083 209	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533	58 444 533

## 6.15 Projet annuel de performance (PAP)

## Données budgétaires

Montant des budgets				Unité	BR 2024	BI 2025	Variation BI 2025 - BR 2024
<b>Budget de l'établissement (en crédits de paiements)</b>				(K€)	162 393 K€	159 938 K€	-1,5%
Budget de fonctionnement de l'établissement (hors masse salariale)				(K€)	40 396 K€	38 294 K€	-5,2%
Budget de la masse salariale de l'établissement				(K€)	115 802 K€	116 345 K€	0,5%
Budget d'investissement de l'établissement				(K€)	6 195 K€	5 299 K€	-14,5%

Montant du budget de la recherche				Unité	BR 2024	BI 2025	Variation BI 2025 - BR 2024	Part des actions LOLF au sein du budget global de la recherche BI 2025
<b>Budget global de la recherche (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement)</b>				(K€)	38 064 K€	37 670 K€	-1,0%	
Budget de recherche (fonctionnement et investissement) de l'établissement				(K€)	11 786 K€	11 625 K€	-1,4%	
Budget de recherche - Sciences de la vie, biotechnologie et santé (Code LOLF D106) (fonctionnement et investissement)				(K€)	3 236 K€	4 178 K€	28,1%	11,1%
Budget de recherche - Mathématiques, sciences et techniques de l'information, micro et nano technologie (Code LOLF D107) (fonctionnement et investissement)				(K€)	617 K€	467 K€	-24,3%	1,2%
Budget de recherche - Physique, chimie et sciences pour l'ingénieur (Code LOLF D108) (fonctionnement et investissement)				(K€)	3 503 K€	1 765 K€	-49,6%	4,7%
Budget de recherche - Sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement (Code LOLF D110) (fonctionnement et investissement)				(K€)	1 017 K€	506 K€	-50,2%	1,3%
Budget de recherche - Sciences humaines et sociales (Code LOLF D111) (fonctionnement et investissement)				(K€)	1 464 K€	968 K€	-33,9%	2,6%
Budget de recherche interdisciplinaire & transversale (Code LOLF D112) (fonctionnement et investissement)				(K€)	1 950 K€	3 741 K€	91,9%	9,9%

Montant du budget de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires				Unité	BR 2024	BI 2025	Variation BI 2025 - BR 2024	Part des actions LOLF au sein du budget global de la formation BI 2025
<b>Budget global de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement)</b>				(K€)	79 819 K€	79 432 K€	-0,5%	
dont budget de la Formation, de la vie étudiante et santé des étudiants (fonctionnement et investissement) de l'établissement				(K€)	16 219 K€	14 978 K€	-7,7%	
Budget Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence (Code LOLF D101)				(K€)	456 K€	416 K€	-8,9%	0,5%
Budget Formation initiale et continue de niveau master (Code LOLF D102)				(K€)	1 022 K€	1 223 K€	19,6%	1,5%
Budget Formation initiale et continue de niveau doctoral (Code LOLF D103)				(K€)	13 517 K€	12 274 K€	-9,2%	15,5%
Budget de la vie étudiante et santé des étudiants (Code LOLF D201, D202 et D203)				(K€)	1 224 K€	1 065 K€	-12,9%	1,3%

Rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires				(K€)	37 307 K€	37 543 K€	0,6%	
Part de la rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires sur le budget de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires				%	47%	47%		

Montant du budget de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation				Unité	BR 2024	BI 2025	Variation BI 2025 - BR 2024	Part des actions LOLF au sein du budget global de la diffusion des savoirs BI 2025
<b>Budget global de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement)</b>				(K€)	9 529 K€	9 435 K€	-1,0%	
dont budget de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation (fonctionnement et investissement) de l'établissement				(K€)	1 345 K€	1 297 K€	-3,6%	
Budget Bibliothèque et documentation (Code LOLF D105)				(K€)	1 034 K€	1 030 K€	-0,4%	10,9%
Budget Diffusion des savoirs et musées (Code LOLF D113)				(K€)	311 K€	267 K€	-14,3%	2,8%

Montant du budget pilotage & immobilier				Unité	BR 2024	BI 2025	Variation BI 2025 - BR 2024	Part des actions LOLF au sein du budget global de l'immobilier BI 2025
<b>Budget global du pilotage et de l'immobilier de l'établissement (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement) - hors rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires.</b>				(K€)	34 981 K€	33 400 K€	-4,5%	
dont budget du pilotage et de l'immobilier de l'établissement (fonctionnement et investissement) de l'établissement				(K€)	17 240 K€	15 693 K€	-9,0%	
Budget Pilotage (Code LOLF D115)				(K€)	5 998 K€	5 924 K€	-1,2%	17,7%
Budget Immobilier (Code LOLF D114)				(K€)	11 242 K€	9 769 K€	-13,1%	29,2%

Part des dépenses de personnels sur le budget de fonctionnement				Unité	BR 2024	BI 2025	
Part des dépenses de personnel sur le budget de fonctionnement				%	74,1%	75,2%	
Part de la rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires sur les dépenses de personnel				%	32,2%	32,3%	

Part des dépenses de personnel dans le budget de l'établissement				%		
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Formation, de la vie étudiante et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires				%	71,3%	72,7%
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Diffusion des savoirs, bibliothèque et documentation				%	79,7%	81,1%
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Recherche				%	85,9%	86,3%
- Part des dépenses de personnel dans le budget global du Pilotage et de l'immobilier de l'établissement				%	69,0%	69,1%
				%	50,7%	53,0%



OBJECTIF : Développer l'autonomie financière

Taux d'exécution budgétaire	Unité	Budget Exécuté 2021 (BR)	Budget Exécuté 2022 (BR)	Budget Exécuté 2023 (BR)
Taux d'exécution des dépenses	%	95,2%	91,3%	98,3%
Taux d'exécution des dépenses fonctionnement (hors masse salariale)	%	87,9%	84,3%	96,0%
Taux d'exécution des dépenses masse salariale	%	99,1%	98,7%	99,5%
Taux d'exécution des dépenses investissement	%	77,5%	42,8%	94,7%
Taux d'exécution des recettes	%	98,1%	99,0%	100,8%

Sources des données : Rapports de gestion ENS de Lyon

Montants des ressources (en encaissements)	Unité	BR 2024	BI 2025	Variation BI 2025 - BR 2024
Montant total des ressources	(k€)	158 653 k€	152 270 k€	-4,0%
Montant total des ressources publiques (fonctionnement + investissement)	(k€)	146 482 k€	142 778 k€	-2,5%
- Crédits Etat (y compris masse salariale si responsabilités et compétences élargies) issus du système de répartition annuelle des moyens et du contrat quinquennal	(k€)	131 668 k€	130 654 k€	-0,8%
- Crédits issus des agences de moyens nationales, européennes et internationales	(k€)	13 563 k€	11 411 k€	-15,9%
- Montant des ressources issues des collectivités locales et territoriales (hors immobilier)	(k€)	1 250 k€	714 k€	-42,9%
- Crédits immobiliers consommés, plan campus et CPER	(k€)	0 k€	0 k€	
Montant total des ressources propres	(k€)	12 152 k€	9 476 k€	-22,0%
- Montant des droits d'inscription	(k€)	679 k€	679 k€	0,0%
- Montant de la taxe d'apprentissage	(k€)	53 k€	40 k€	-23,8%
- Montant des ressources issues de la formation continue	(k€)	130 k€	145 k€	11,5%
- Montant des ressources issues des activités partenariales avec le secteur socio-économique (€)	(k€)	934 k€	706 k€	-24,5%
- Montant des ressources issues de la propriété intellectuelle (€)	(k€)	119 k€	100 k€	-16,1%
- Montant des ressources issues des fondations, des dons et autres financements	(k€)	10 041 k€	7 602 k€	-24,3%
- Montant des autres ressources propres (Prod. Except., cautions...)	(k€)	195 k€	205 k€	5,1%

Part des recettes propres sur le total des recettes	Unité	BR 2024	BI 2025
Part des recettes propres sur le total des recettes	%	7,7%	6,2%

## 7. Structure budgétaire 2025

### STRUCTURE BUDGETAIRE 2025

Établissement :		ENS de LYON	
CRB	PRESIDENCE	CRB	VICE-PRESIDENCE A LA RECHERCHE
SO	D00 Moyens non répartis	SO	R01 Fonctionnement de la Vice-Présidence
SO	D10 Fonctionnement de la Présidence	SO	R02 Fonds recherche
SO	D11 Communication	SO	R03 Cellule congrès et manifestations
SO	D40 Mission formation continue	SO	S10 LGL Laboratoire de Géologie Lyon
SO	D50 Direction des affaires internationales	SO	S11 CRAL Centre de recherche astrophysique de Lyon
SO	D60 DUNES Développement des usages du numérique pour l'enseignement et les savoirs	SO	S20 IXXI Institut des systèmes complexes Rhône Alpes
CRB	DIRECTION GENERALE DES SERVICES	SO	S23 CBPSMN Centre Blaise Pascal de simulation et modélisation numérique
SO	A10 Fonctionnement de la Direction Générale des Services	SO	S60 LPMC Laboratoire de biologie et modélisation de la cellule
SO	A20 Direction des ressources humaines	SO	S61 CIRI Centre International de recherche en Infectiologie (UVH)
SO	A30 Direction des Moyens Généraux	SO	S62 IGFL Institut de génomique fonctionnelle de Lyon
SO	A32 Direction du Patrimoine	SO	S63 RDP laboratoire de reproduction des plantes
SO	A35 Accueil et sécurité	SO	S70 UNPA Unité de mathématiques pures et appliquées
SO	A40 Direction des Systèmes d'Information	SO	S71 LIP Laboratoire d'informatique du parallélisme
SO	A50 Prévention et santé au travail	SO	S80 Laboratoire de Physique
SO	A60 ENS Médi@s	SO	S81 Laboratoire de Chimie
CRB	VICE-PRESIDENCE AUX ETUDES	SO	S82 FRE CERN Centre de Résonance Magnétique
SO	E10 Fonctionnement de la Vice-Présidence	SO	S83 ICL Institut de chimie de Lyon
SO	E20 Admissions et concours	SO	S91 Biosciences Gerland Lyon Sud (PBES)
SO	E30 Vie étudiante et Partenariats-Formation	SO	S95 Service Ingénierie Mécanique
SO	E50 Départements et formations	SO	S96 Magasin de biologie
CRB	INSTITUT FRANÇAIS DE L'EDUCATION	SO	S97 Coordination de biologie
SO	IFE Institut Français de l'Education	SO	L11 CHAM Histoire & archéologie des mondes chrétiens & musulmans
CRB	BDL Bibliothèque Denis Diderot	SO	L12 EVS Environnement, ville, société
		SO	L14 CMW Centre Max Weber
		SO	L15 IAO Institut d'Asie Orientale
		SO	L16 ICAR Interactions, corpus, apprentissages, représentations
		SO	L17 LARHRA Laboratoire de recherche historique Rhône Alpes
		SO	L19 TRIANGLE Actions, discours, pensée politique et économique
		SO	L20 CERCC Centre d'études et de recherches comparées sur la création
		SO	L21 HISOMA Centre d'études et de recherche sur l'occident romain
		SO	L22 CERGIC Center for Economic Research on Governance, Inequality and Conflict
SO		SO	L28 PERSEE
		SO	L29 IHRIM Institut d'Histoire des représentations et des idées dans les modernités
		SO	L30 ILE le laboratoire de l'éducation
		SO	L31 ENS Editions

## 8. Critères des recettes fléchées

### CRITERES DES RECETTES FLECHEES DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DU DECRET 2012-1246 DU 07/11/2012 DIT GBCP

La réforme GBCP est édictée par le décret 2012-1246 du 07 Novembre 2012 et s'applique de manière obligatoire au 01/01/2016.

Elle a pour objet principal de mettre en place un ensemble de règles de gestion budgétaire et financière.

En particulier les recettes sont à distinguer selon deux catégories, les recettes globalisées et les recettes fléchées.

Par principe une recette est une recette globalisée. En particulier, la Subvention pour charges de service public est une recette globalisée.

Les recettes fléchées sont donc une exception à ce principe. La réglementation nécessite un tableau de suivi des opérations liées à ces recettes dans le Budget rectificatif et les Budgets Rectificatifs, un suivi particulier en termes de volume de trésorerie d'une année sur l'autre et leur traçabilité, en particulier en encaissement dans le tableau budgétaire en recette et dans le plan de trésorerie.

Une recette fléchée est une recette ayant une utilisation prédéterminée par le financeur, destinée à des dépenses explicitement identifiées potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement.

Une recette fléchée peut expliquer un déséquilibre budgétaire, au titre d'un ou plusieurs exercices, lié au décalage temporel entre le décaissement des dépenses et l'encaissement des recettes fléchées les finançant.

En préalable de la définition des recettes fléchées, il convient de rappeler l'attachement d'un établissement comme le nôtre à pouvoir maintenir la capacité d'anticipation sur l'exécution des opérations pluri annuelles tracées en recettes fléchées avant les premiers encaissements, en s'appuyant sur la trésorerie de l'École qui doit conserver un volume suffisant pour le permettre.

En application de la définition des recettes fléchées et des recommandations émises dans les Dossiers de prescription Générales (DPG) édictés par le Ministère de Finances, il convient de distinguer les critères suivants pour les recettes fléchées.

Seront considérées comme des recettes fléchées les recettes regroupant les trois critères suivants cumulatifs :

- Ayant une utilisation prédéterminée par le financeur ;

- Destinées à des dépenses explicitement identifiées ;
- Ces dépenses étant potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement et entraînant un déséquilibre budgétaire, au titre d'un ou plusieurs exercices, lié au décalage temporel entre le décaissement des dépenses et l'encaissement des recettes fléchées les finançant.

Les grandes catégories de recettes fléchées sont sous réserve de la survenance de nouveaux modes de financement se rajoutant à cette liste :

Les Contrats avec l'Union Européenne

Les Conventions avec l'Agence Nationale de la Recherche

Les conventions avec l'Institut Universitaire de France

Les conventions avec l'Etat

Les contrats avec les collectivités locales

Les autres contrats de recherche

Les autres subventions.

Sont exclues du périmètre des recettes fléchées les prestations de recherche.

Ce principe s'applique à tous les actes budgétaires depuis le BI 2017 et a fait l'objet d'un vote du conseil d'administration le 15 décembre 2016.

## 9. Glossaire

<b>ACE</b>	Activité complémentaire d'enseignement
<b>AE</b>	Autorisations d'engagement
<b>ANR</b>	Agence nationale de la recherche
<b>BDL</b>	Bibliothèque Diderot de Lyon
<b>BI</b>	Budget initial
<b>BIATSS</b>	Personnels de Bibliothèque, Ingénieurs, Administratifs, Techniques, Sociaux et de Santé
<b>BR</b>	Budget rectificatif
<b>CAF</b>	Capacité d'autofinancement
<b>CIB</b>	Contrôle interne budgétaire
<b>CF</b>	Compte financier
<b>CNU</b>	Conseil National des Universités
<b>CP</b>	Crédits de paiement
<b>CRB</b>	Centre de Responsabilité Budgétaire
<b>DGS</b>	Direction générale des services
<b>DRFIP</b>	Direction régionale des finances publiques
<b>EPST</b>	Établissement Public à Caractère Scientifique et Technologique
<b>GBCP</b>	Gestion Budgétaire et Comptable Publique
<b>GPEEC</b>	Gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences
<b>GVT</b>	Glissement Vieillesse Technicité
<b>IDEX</b>	Initiative d'excellence
<b>Ifé</b>	Institut Français de l'Éducation
<b>MESR</b>	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
<b>MSE</b>	Masse salariale État
<b>PAP</b>	Projet annuel de performance
<b>PPCR</b>	Parcours professionnels, carrières et rémunérations
<b>PPI</b>	Plan pluriannuel d'investissement

<b>PPP</b>	Partenariat Public Privé
<b>Recettes globalisées</b>	Recettes qui n'ont pas d'utilisation prédéterminée (SCSP par exemple)
<b>Recettes fléchées</b>	Recettes destinées à des dépenses explicitement identifiées, potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement (ex : contrats de recherche, ressources propres pour un investissement particulier...)
<b>RIFSEEP</b>	Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel
<b>RIPEC</b>	Régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs
<b>RP</b>	Ressources propres
<b>SCSP</b>	Subvention pour charges de service public
<b>VP</b>	Vice-Présidence



*\* Papier issu des forêts européennes*

**DIRECTION  
DES AFFAIRES FINANCIÈRES**

Décembre 2024

15 parvis René-Descartes  
BP 7000, 69342 Lyon cedex 07  
Tél. +33 (0)4 37 37 60 00  
Fax +33 (0)4 37 37 60 60

**[www.ens-lyon.fr](http://www.ens-lyon.fr)**